

DIX TERRORISTES ABATTUS À TINZAOUATINE

La menace persiste aux frontières sud



■ Dix terroristes ont été tués et deux autres blessés près de Tinzaouatine (Tamanrasset) par les éléments de l'ANP

■ La destination du groupe et son objectif restent pour le moment inconnus.

LIRE L'ARTICLE DE M.-F. GAÏDI EN PAGE 4

LE GOUVERNEMENT VU PAR L'OPPOSITION

Un «plan B» peu convaincant

■ Vives critiques des partis de l'opposition au lendemain de la désignation du nouveau gouvernement. L'opération marketing initiée par Sellal ne semble pas convaincre.

LIRE L'ARTICLE
DE SALIM MESBAH
EN PAGE 3

BIENS IMMOBILIERS ACQUIS EN FRANCE

LES PONTES ALGÉRIENS PRÉFÈRENT PARIS

● Les révélations du journaliste français Nicolas Beau, mettant en cause des dignitaires du régime algérien, se suivent et s'élargissent à d'autres noms qui possèdent des biens immobiliers dans les quartiers chics parisiens.

Après l'inénarrable Amar Saadani, le site Mondafrique évoque les noms de Abdessalem Bouchouareb, fraîchement désigné ministre de l'Industrie et des Mines, et de l'ancien détenteur de ce même portefeuille, Cherif Rahmani. Visiblement, pour Abdessalem Bouchouareb, les scabreuses affaires n'en finissent pas. *H. Ouali (Suite page 5)*



SUPPLÉMENT ÉTUDIANT

BIBLIOTHÈQUE

Nos étudiants lisent-ils vraiment ?

■ ACTUALITÉ

Des étudiants
africains menacés
d'expulsion

■ LABORATOIRE

Des étudiants de
Béjaïa inventent
la «I CANNE»

RETROUVEZ VOTRE SUPPLÉMENT
EN PAGES 13, 14, 15, 17 ET 18

LE RÉGIME EN PANNE D'IDÉES

Quel programme pour le nouveau gouvernement ?

Quelle sera la feuille de route du nouveau gouvernement ? Sur quel programme va-t-il, concrètement, travailler ? Quel projet va-t-il s'évertuer à « vendre » aux Algériens ? Le très diminué président parviendra-t-il à réaliser, au cours de ce quinquennat, en termes de réformes politiques et sociétales, ce qu'il n'a pas fait en 15 ans ? Quelle sera la marge de manœuvre des nouvelles recrues de l'Exécutif ? Si l'on s'en tient au programme présidentiel décliné lors de la dernière campagne, force est de constater qu'il n'y a pas, à bien y regarder, d'idée originale qui en jaillit, la campagne menée par procuration ayant été essentiellement centrée sur le thème de la « stabilité ».

Par glissement sémantique, cela nous conduit fatalement à une forme de statu quo n'autorisant aucun « risque ». Au demeurant, au bout de trois mandats, difficile d'attendre autre chose de l'Exécutif que la reconduction des mêmes politiques, avec très peu de variations sur le management. Que peut-on raisonnablement espérer du quinquennat qui vient d'être éterné qui n'ait déjà

été tenté ? Ce seront, en gros, les mêmes promesses et les mêmes chantiers : toujours plus d'AADL, plus d'Ansej, plus de dépenses publiques, plus d'infrastructures au coût prohibitif. Sur le plan économique, l'ambition affichée est d'assurer une croissance annuelle de 7%. Un chiffre flatteur quand on connaît les limites du secteur hors hydrocarbures et sa maigre contribution au PIB.

Au final, le programme de Bouteflika 4 se réduit à dépenser toujours plus d'argent pour acheter la paix sociale et garantir cette fameuse « stabilité » qui hante nos apparatchiks.

UN SECRÉTARIAT POUR EXPÉDIER LES AFFAIRES COURANTES

Dans une contribution parue dans *El Watan* de ce lundi sous le titre « Des années de disette à l'horizon », Ahmed Benbitour écrit : « On peut s'attendre à une importante augmentation des dépenses budgétaires en 2014 pour les besoins de vendre les résultats de l'élection présidentielle d'avril. Dans ce cas et pour maintenir les équilibres budgétaires, il faudrait un prix de baril utopique de 190 dollars en 2016 ! »

De fait, le régime a parfaitement conscience qu'à la différence des trois précédents mandats de Bouteflika, cette fois, « l'onction populaire » n'a pas vraiment été au rendez-vous et qu'il se doit de dépenser davantage pour gagner la sympathie des 49% de l'électorat qui ne lui ont pas accordé leur bénédiction. Tout cela pour dire que la mission première de la nouvelle équipe de Sellal est de calmer les mécontents et d'œuvrer à construire un nouveau consensus après la violente crise au sommet qui a précédé l'élection du 17 avril. En attendant ce nouvel arrangement dans la répartition des « quotas » entre les clientèles et les parentèles du pouvoir ainsi que les forces politiques et sociales qui ont apporté leur soutien au 4^e mandat, il fallait un gouvernement « neutre », incolore et inodore politiquement. Sur des secteurs précis, à forts enjeux « sociétaux » tels que l'éducation nationale ou la culture, le choix a été porté sur des figures estampillées « société civile ». Mesdames Nouria Benghebril et Nadia Cherabi auront-elles les coudées franches ?

C'est tout le mal que nous leur souhaitons. L'expérience d'une Khalida Toumi devenue plus

« bouteflikiste » que Bouteflika nous laisse toutefois perplexes quant au pouvoir de ces honorables dames d'imprimer leur empreinte sur leurs secteurs respectifs. Le risque, et cela vaut pour l'ensemble des ministres, est de se retrouver à « faire du secrétariat » et gérer les affaires courantes en l'absence d'une vision claire et d'un vrai projet de société.

Dans une vraie démocratie, un président ayant reçu un quitus du peuple à concurrence de 81% a de facto les pleins pouvoirs et formerait un gouvernement issu directement de sa famille politique. Un gouvernement appelé à appliquer à la lettre le programme pour lequel il a été élu. Ce n'est pas le cas chez nous, où le régime est le premier à connaître le caractère douteux du verdict des urnes.

Le fait de ne pas pouvoir compter sur l'opposition pour mener à bien ce « mandat de transition » et apporter sa caution à la prochaine Constitution fragilise encore davantage le régime.

Une chose est certaine : c'est le mandat de la « dernière chance » pour le président malade pour propulser l'Algérie au rang des pays émergents. Un pari qui semble d'emblée mal engagé... **M.B.**

MINISTÈRES SUPPRIMÉS ET DÉPARTS INEXPLIQUÉS

Une gestion par à-coups

La démarche du pouvoir consiste à répondre à des urgences et non à proposer des solutions pérennes. Le choix de la création puis de la suppression de postes ministériels reflète l'image d'un gouvernement en perte de vitesse, un gouvernement qui pare au plus urgent en proposant de fausses solutions. La suppression des ministères de la Réforme du service public et de la Communauté nationale à l'étranger prouve que les dirigeants ne savent plus sur quel pied danser et reviennent sur ce qu'ils ont jugé au gré d'une conjoncture particulière comme capital. Présenté comme une grande trouvaille lors du précédent remaniement ministériel pour vendre l'idée que la lutte contre la bureaucratie est un axe majeur du gouvernement, le ministère de la Réforme du service public est tout bonnement supprimé à la faveur de l'actuel remaniement de l'équipe gouvernementale. « La réussite de l'Etat dans ses missions est tributaire de la facilitation des conditions de vie du citoyen dans son environnement, notamment l'administration qui continue de poser des problèmes au citoyen », disait Abdelmalek Sellal lors de l'installation en septembre 2013 du ministre « éradicateur » de la bureaucratie. Ce même Sellal qui juge, à peine huit mois après, que cette « trouvaille » n'en n'était pas une et qu'il valait mieux ne plus parler de réformer le service public. Le ministère de la Communauté nationale à l'étranger subit le même sort. Créé soi-disant pour s'occuper de la communauté algérienne émigrée, avec force budget et moyens, ce ministère disparaît de la nouvelle liste du gouvernement. Sanction contre l'émigration qui n'a pas répondu présente au rendez-vous électoral du 17 avril, absence de candidature intéressante ou simple suppression pour éviter un travail de fond pour aider la communauté nationale à mieux garder le contact avec sa patrie d'origine ? Des questions qui s'imposent à un gouvernement qui fait plus dans le replâtrage que dans la proposition. Autre question qui mérite d'être posée, Farouk Chiali, ancien ministre des Travaux publics, paie-t-il pour sa part ses critiques à l'adresse de son prédécesseur l'intouchable Amar Ghoul ? **R.N.**

Prix Ooredoo d'Alphabétisation
2^{ème} édition 2014

ooredoo

M. Larbi Merrad
(Ancien cadre du secteur de l'éducation)
Lauréat du prix Ooredoo d'Alphabétisation 2014.

Prix attribué par Ooredoo à une personnalité, institution, organisation ou association ayant contribué par des actions méritoires à la lutte contre l'analphabétisme en Algérie.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT VU
PAR LA CLASSE POLITIQUE

Un «plan B» qui ne convainc pas

● Les acteurs politiques s'accordent sur le fait que cette nouvelle équipe gouvernementale est en «contrat à durée limitée», dans l'attente que les choses se clarifient avec l'opposition.

Le nouveau gouvernement Sellal fait déjà l'objet de vives critiques de la part des partis de l'opposition, au lendemain de sa désignation. Même l'arrivée de cinq femmes à la tête de différents ministères n'a pas trouvé grâce aux yeux des formations politiques. Cette féminisation de l'équipe Sellal est considérée comme un coup de marketing. «Ce n'est pas en féminisant le gouvernement qu'on va régler nos problèmes», estime Ali Fawzi Rebaine, président de Ahd 54. Ce n'est pas un gouvernement capable de prendre en charge les problèmes majeurs qui nous attendent. Ou comme le résultat de la mise en place d'un plan B, après l'échec de la tentative de faire participer l'opposition dans le nouveau gouvernement. «Ils ont été contraints de passer à un autre plan dès lors que l'opposition avait refusé de rentrer au gouvernement», affirme Nouredine Bahbouh, président de l'Union des forces démocratiques et sociales (UFDS), qui a soutenu Ali Benflis lors de la présidentielle. «Cette équipe Sellal 2 ne sera pas en mesure de tenir les promesses irréalisables faites par le Premier ministre lors de la présidentielle.» Une analyse que ne partage pas l'ancien candidat à la présidentielle, qui estime pour sa part que la tentative de dialogue avec certains partis est un leurre, qu'en réalité le régime ne voulait pas être bloqué dans sa politique. «En intégrant l'opposition, le pouvoir aurait pris le risque d'être bloqué dans la mise



Les partis politiques de l'opposition ne prêtent pas crédit à la composante du nouveau gouvernement

en place de sa politique libérale pour ouvrir la voie à l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'ailleurs, tout indique que ce gouvernement mettra fin aux subventions.» Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) estime : «Par ce nouveau montage gouvernemental, les Algériens ont cette certitude que les difficultés du pays vont s'aggraver et qu'il est illusoire d'espérer, avec ce pouvoir, une sortie sans risques majeurs face aux sombres perspectives qui guettent le pays.» Et d'ajouter : «Le pouvoir a puisé encore une fois dans les rangs du petit club de sa clientèle. La composante du gouvernement est une copie de la carte

clanique et génétique du système, qui se chargera du maintien du statu quo.» Un point de vue que partage le patron de l'UFDS, qui estime que ce gouvernement est formé de «pseudo technocrates qui ont soutenu la campagne de Bouteflika». Pour Abderrazak Makri, patron du MSP, ce gouvernement marque le mépris du régime pour la Constitution. Pour le leader de la formation islamique, il est inconcevable d'avoir fait voter les Algériens en 2012 pour élire une Assemblée populaire nationale (APN) et ne pas retrouver dans la composante du gouvernement les principaux partis de l'APN. «Pourquoi faire des textes si on ne les applique pas, se demande Abderrazak Makri. Les textes

disent une chose et le régime fait autre chose.» Mais tous s'accordent à estimer que cette nouvelle équipe gouvernementale est en «contrat à durée limitée». Un gouvernement de transition, dans l'attente que les choses se clarifient avec l'opposition. «Je pense que le pouvoir va continuer de discuter avec l'opposition pour l'amener à participer dans le prochain gouvernement. Le pouvoir veut créer un grand rassemblement de forces politiques autour du Président», affirme Nouredine Bahbouh. Ce qui fait dire à Abderrazak Makri que si le régime veut discuter avec l'opposition, il devra «l'écouter et accepter une transition démocratique négociée».

Salim Mesbah

INSTABILITÉ
CHRONIQUE DANS
L'ÉDUCATION
Héritage
«empoisonné»
pour Benghebrît

Plusieurs dossiers «chauds» attendent traitement sur le bureau de Nouria Benghebrît-Remaoun, qui vient d'être installée à la tête du ministère de l'Éducation nationale. M. Baba Ahmed, qui a passé moins de deux ans à la tête du ministère, lègue un héritage empoisonné à celle qui a dirigé le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc). La nouvelle ministre hérite donc d'un secteur miné par des mouvements de protestation répétitifs depuis la signature du décret portant statut des travailleurs de l'éducation, promulgué en 2008 et appliqué à partir de 2010. Bien que l'ancien ministre Benbouzid ait consenti une révision partielle en juin 2012, la dernière version de ce texte ne cesse de susciter la colère des différentes catégories d'employés du secteur, qui dénoncent les dispositions discriminatoires d'un texte favorisant les nouvelles recrues et lésant les corps communs, les postes en voie d'extinction et les fonctionnaires diplômés de filières hors catégories. Et ils sont des milliers de mécontents. Abdelatif Baba Ahmed a eu à affronter plusieurs grèves, dont certaines ont occasionné un retard flagrant dans les programmes. Son successeur ne sera certainement pas à l'abri de la montée au créneau des syndicats et de leurs sympathisants, qui attendent toujours «réparation». Plusieurs formations ont déjà menacé de se redéploier sur le terrain de la protestation à la prochaine rentrée scolaire, à moins que le dossier de la révision (encore une fois) de ce fameux statut soit à l'ordre du jour, sachant que cette question relève des prérogatives du Premier ministre et de la Fonction publique. Tous attendent également le sort réservé à la révision des programmes.

Si M. Baba Ahmed avait fait un premier pas en organisant un débat sur la réforme dite Benzaghout, il avait aussi promis des assises nationales sur l'éducation qui impliquaient, selon son approche, une révision des programmes et la consolidation des matières scientifiques et des langues étrangères. Les Algériens n'ont vu de cette «réforme de la réforme» que des «mesures» consistant à alléger le poids du cartable et dont le résultat est d'ailleurs discutable.

Pourquoi ce projet n'a-t-il pas abouti, s'interroge-t-on aujourd'hui, d'autant que plus personne ne parle de l'organisation des assises de l'éducation prévues en juillet dernier avant d'être mises aux oubliettes. Les experts, qui se sont exprimés lors de la conférence nationale dédiée à l'évaluation de la réforme, ont diagnostiqué les complications de la surcharge des programmes et des dysfonctionnements dans la distribution des coefficients aux matières.

Les parents d'élèves et les élèves eux-mêmes (notamment les lycéens) expriment chaque année leurs craintes quant aux conséquences de cette surcharge. Une préoccupation pédagogique à laquelle la réponse a toujours été politique, consistant à découper une partie du programme pour calmer les élèves qui sortent dans la rue pour se faire entendre.

M^{me} Benghebrît se saisira-t-elle de ce dossier ou se contentera-t-elle des mêmes remèdes que ses prédécesseurs ? La ministre est également attendue par les élèves de Ghardaïa, dont les parents tirent la sonnette d'alarme sur une situation qui compromet la scolarité normale de leur progéniture. Des enfants des deux communautés en confrontation, scolarisés dans les différents paliers, payent les retombées d'un conflit qui perdure. L'association locale des parents d'élèves a attiré l'attention sur des perturbations – dont le ministère a minimisé l'ampleur – qui, à la veille des examens, continuent de pénaliser les élèves de cette région.

Fatima Arab

REPÈRE

Le pouvoir isolé

Attendu comme une décision majeure après la présidentielle du 17 avril, le premier gouvernement du quatrième mandat de Abdelaziz Bouteflika souligne surtout l'isolement du pouvoir. Le chef de l'Etat, qui aspirait donner une image de rassembleur après une réélection très contestée, n'a pas réussi à transcender les clivages qu'il a nourris durant les quinze ans passés au pouvoir. Bâtie sur le vocabulaire du «consensus» qu'il n'a jamais voulu réaliser durant son règne, la campagne électorale, accomplie par procuration, a donc débouché sur un non-événement. Même la composante du gouvernement, que les fidèles du vieux chef de l'Etat voulaient plus large, ne serait-ce que par l'addition de sigles politiques sans réel ancrage, est venue conforter l'esseulement d'un pouvoir qui n'a même pas réussi à fédérer dans son giron des figures pouvant donner un semblant de relief à l'Exécutif. La composante – essentiellement technocrate ou bureaucratique – de l'équipe de Sellal est l'expression d'un échec cuisant. D'abord au niveau politique. Habitué aux

intrigues du sérail et à la distribution des postes selon les accointances politiques, Abdelaziz Bouteflika s'est vu, cette fois-ci, dans l'obligation de reconduire une transition qui n'a d'ailleurs jamais cessé de finir depuis le début des années 1990. En recourant à des figures de l'administration et à certains caciques, recyclés au gré des humeurs du système, le chef de l'Etat a exprimé, en réalité, une incapacité à fédérer. Le fossé est tellement large qu'il est difficile de le colmater en quelques jours. Preuve en est les contacts entamés avec des partis politiques en vue de les amener à intégrer le gouvernement Sellal qui n'ont pas abouti. A défaut de constituer une coalition large, capable de remplacer au moins la défunte «alliance présidentielle», Abdelaziz Bouteflika a dû faire du sur-place. L'hommage, qui a promis une Constitution consensuelle, ne perd visiblement pas espoir de rafler une nouvelle fois la mise en intégrant dans son staff de nouvelles formations politiques qui accepteraient de jouer le jeu de la révision constitutionnelle. Mais en dehors des clientèles habituelles, dont les rangs

seront renforcés par de nouvelles figures qui trouveront certainement des vertus au dialogue du pouvoir, les autres formations politiques, notamment celles de l'opposition, ont d'ores et déjà affiché la couleur. Les partis réunis dans la Coordination pour les libertés et la transition démocratique ne vont même pas participer au «dialogue» que Abdelaziz Bouteflika lancera dans les prochaines semaines dans l'espoir de faire admettre la Constitution qu'il soumettra aux Algériens avant la fin de l'année en cours. D'ici l'adoption de la Loi fondamentale, qui sera très probablement suivie d'élections législatives anticipées, les proches du chef de l'Etat vont certainement redoubler d'efforts afin de trouver de nouveaux alliés. Ils joueront, pour cela, sur le temps. Mais la moisson ne risque pas d'être aussi fournie. Et le gouvernement qui naîtra de cet agenda ne changera pas beaucoup la donne. Même si les alliés traditionnels, que sont le RND et le FLN, renforceront leur présence. Ils seront rejoints par certaines figures qui ne changeront rien à la donne et Bouteflika n'aura pas le consensus avec lequel il rêve de colorer son mandat.

Par Ali Boukhlef

DIX TERRORISTES ÉLIMINÉS À TINZAOUATINE (TAMANRASSET)

La menace persiste aux frontières sud

Alerter générale au niveau des frontières sud. Les forces combinées de l'Armée nationale populaire (ANP) ont mis hors d'état de nuire un groupe terroriste de dix individus et blessé deux autres près de la commune de Tinzaouatine, wilaya de Tamanrasset, relevant de la 6^e Région militaire, avons-nous appris de sources sûres. L'information brute a été confirmée par un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Les cadavres des terroristes ont été déposés à la morgue de l'hôpital de Tamanrasset pour identification. Le violent accrochage a eu lieu, avant-hier en fin d'après-midi, entre des unités de l'armée algérienne et un important groupe de terroristes armés qui s'est infiltré par la zone frontalière commune de l'Algérie avec le Mali et le Niger, dite «Hameau de Taoudert», à 80 km à l'ouest de Tinzaouatine. La destination du groupe et l'objectif de son mouvement restent inconnus. L'opération, toujours selon la même source, outre l'élimination des terroristes, a permis la récupération de trois véhicules tout-terrain type Toyota Station, de deux motocyclettes et d'un important arsenal de guerre. Selon les

premières informations, il s'agit de douze fusils automatiques de type kalachnikov, un lance-roquettes RPG-7, un fusil de chasse, un système lance-grenades GP58, 11 roquettes pour RPG7, 13 grenades, 3 caisses en bois pleines de munitions pour fusils-mitrailleurs, une caisse de munitions pour mitrailleuse 12,7 mm, 4 mines antichars, 20 chargeurs de munitions pour kalachnikov, 5 téléphones portables Thuraya, un GPS, une plaque photovoltaïque pour la production d'énergie solaire, un PC portable... L'opération, qui se poursuit encore, a été réalisée grâce à «l'exploitation efficace d'informations» sur le groupe, selon la formulation du communiqué du MDN. On sait que la zone, depuis la situation de guerre qui prévaut au nord du Mali, est constamment surveillée par l'armée algérienne. Cependant, les informations restent imprécises sur les moyens employés. Le détachement des forces combinées relevant de la 6^e Région militaire s'est ébranlé dès les informations reçues pour se diriger vers le lieu indiqué et intercepter le convoi de terroristes, lesquels n'ont pas hésité à riposter. La couverture aérienne des hélicoptères

Augusta a réduit à néant toute chance pour le groupe de rebrousser chemin, ajoutent nos sources.

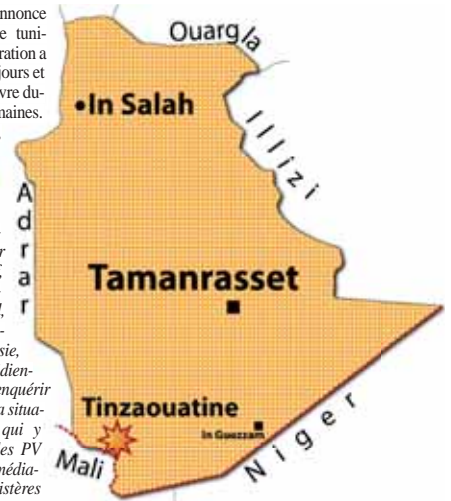
ARMES EN PROVENANCE DE LIBYE

De l'autre côté, au niveau des frontières libyennes, précisément sur la zone du col d'Anaï relevant du secteur opérationnel de la wilaya de Djanet, dépendant de la 4^e Région militaire, un autre détachement de l'ANP a mené une opération de recherche qui a permis, lundi en fin de matinée, de récupérer une quantité d'armes et de munitions en provenance de Libye. Il s'agit d'un canon de fabrication artisanale destiné au lancement de roquettes de type C5KO pour abattre des hélicoptères, 87 roquettes C5KO et 75 fusées pour ces roquettes, le tout enfoui sous le sable. Le même degré de vigilance est également constaté à l'extrême Est depuis que l'armée tunisienne a décrété le mont Chaambi «zone militaire fermée» le 11 avril dernier par le président de la République, Mohamed Moncef Marzouki. En effet, depuis le 23 avril, plusieurs milliers de militaires sont mobilisés dans une vaste offensive pour traquer les terroristes dans leurs repaires du mont Chaambi, près de la fron-

tière algérienne, annonce l'agence officielle tunisienne TAP. L'opération a débuté il y a sept jours et devrait se poursuivre durant plusieurs semaines.

Du côté algérien, des sources sécuritaires sur place affirment que «des réunions de conseil de sécurité présidées par les walis à El Tarf, Souk Ahras, Tébessa et El Oued, sur le trac frontalier avec la Tunisie, sont tenues quotidiennement pour s'enquérir en temps réel de la situation sécuritaire qui y prévaut et dont les PV sont transmis immédiatement aux ministères de la Défense nationale et de l'Intérieur. Par réciprocité, une copie pour information est transmise également aux autorités tunisiennes».

M.-F. Gaidi



DIX-HUIT JOURS APRÈS L'ATTAQUE CONTRE UN CONVOI MILITAIRE

La prudence reste de mise à Iboudrarène

Nicantonement militaire ni brigades des services de sécurité. Seuls les saints gardiens de la région veillent sur Iboudrarène, une localité montagnaise située à 45 km à l'est de Tizi Ouzou. Mardi 6 mai. Dix-huit jours après l'attentat meurtrier contre un convoi de l'ANP, le chef-lieu de la commune est toujours plongé dans un climat d'inquiétude. «Nous avons vécu une nuit d'enfer. L'accrochage a duré une trentaine de minutes. Des balles traçantes étaient visibles de loin», témoigne un vieil homme rencontré devant un magasin d'alimentation générale. «Bien sûr que nous avons peur. Nous habitons des hameaux isolés. Nous ne savons même pas quelle autorité alerter en cas d'agression terroriste. La brigade de gendarmerie la plus proche est à Tassafi, distante de 5 km. Les gendarmes auxquels incombe la sécurisation des zones rurales ne sortent jamais la nuit en cas

d'urgence, de peur d'être attaqués. Nous en avons eu l'amère expérience durant la décennie noire. Même nos fusils ont été confisqués par l'Etat à partir de 1994, de crainte qu'ils tombent entre les mains des groupes armés. Nous sommes pris entre le marteau et l'enclume. On pensait que tout était rentré dans l'ordre après les années de feu et de sang endurées par la population, mais voilà que ça repart», enchaîne-t-il en réponse à notre question. Midi, nous prenons la direction du lieu dit La Carrière, à 9 km du chef-lieu d'Iboudrarène. C'est ici, au détour d'un virage, qu'un détachement de l'armée est tombé dans une embuscade le 19 avril. Les soldats transportés à bord d'un minibus ont été surpris vers 22h, alors qu'ils revenaient d'une mission de sécurisation de l'élection présidentielle. Déboulant certainement des montagnes abruptes qui ceinturent le lieu de l'attentat, les terroristes

actionnent leurs armes en direction de leur cible. Le bilan est lourd : onze morts et cinq blessés. «Depuis cet attentat, on ne s'aventure plus dans les parages à partir de 18h. C'est trop risqué», dit un berger rencontré sur le lieu du drame. «Les militaires ont levé le camp il y a une semaine. Ils ont ratissé la forêt et largué des bombes à Tizi n'Kouilal», ajoute notre interlocuteur. «Nous avions l'habitude de passer sur cette route à minuit, mais à présent, nous prenons nos précautions», ont affirmé pour leur part deux vendeurs de miel qui se dirigeaient vers Tikjda, apostrophés devant une source naturelle mitoyenne de l'endroit du guet-apens. D'autres témoignages affirment que des opérations de ratissage ont été menées début 2014 dans ce «no man's land» culminant à 900 m d'altitude. «Nous sommes livrés à nous-mêmes. Ce n'est pas de la lâcheté, mais les gens ont peur. Il n'y a

aucune structure des services de sécurité dans notre commune et les villages sont éloignés les uns des autres», explique un père de famille.

DE MOUFFOK À DROUKDEL, MÊME «COMBAT»

Au début des années 1990, les neuf villages de la commune d'Iboudrarène ont connu un exode rural sans précédent en raison de la situation sécuritaire délétaire qui prévalait à l'époque. Des habitants se rappellent encore des années durant lesquelles l'émir Hamid Mouffok, abattu par l'armée en 2000, un des terroristes les plus actifs qu'ait connu la wilaya de Tizi Ouzou, paraissait avec ses éléments en plein jour et agissait comme en terrain «conquis» à Ouacifs et dans les régions voisines. A son triste palmarès figurent des attentats contre les convois des services de sécurité et des faux barrages pour délester les automobilistes de leur argent. Après sa mort, le GSPC, devenu Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), s'est réorganisé à l'effet de relancer sa machine de guerre en Haute-Kabylie. En dépit des opérations de ratissage de l'armée et du renforcement du dispositif sécuritaire dans les villes, la wilaya demeure un foyer actif des groupes islamistes armés affiliés à AQMI. Rompus aux tactiques de l'embuscade, les éléments de l'ex-GSPC, activant en groupuscules très mobiles, ont démontré sur le terrain qu'ils n'ont rien perdu de leurs capacités de frappe, battant en brèche les discours des responsables en charge de la lutte antiterroriste. Aux Ouacifs, à Azazga et Iboudrarène, entre autres, des attaques spectaculaires ont été menées contre des convois militaires et des patrouilles des services de sécurité. La région est devenue aujourd'hui un véritable QG de la branche locale d'AQMI. Elle abrite l'une des phalanges les plus meurtrières, katibat El Ançar, un escadron spécialisé dans les kidnappings, les attentats ciblant les casernes et les postes de police afin de récupérer armes et munitions. Trois autres groupes ont été réactivés depuis 2007 pour booster l'action macabre de l'organisation de Droukdel et desserrer l'étau sur les maquis. Il s'agit de la katiba de l'Akfadou, point de jonction entre la haute et la basse Kabylie, la série de Yakouren et celles de Beni Douala (Ennour) et de Mizrana. Dans son dernier communiqué où il revendique l'attentat d'Iboudrarène, AQMI annonce la création d'un autre groupe, dénommé Al tawhid wal jihad, inconnu jusque-là dans l'organigramme de la nébuleuse islamiste en Kabylie.

A. Tahraoui

FIND NEW ROADS

CHEVROLET

ChevroletAlgeria

SOYEZ CONNECTÉS

CHEVROLET SPARK Lite

790 000 DA TTC

LIVRAISON IMMÉDIATE

Blue Tech

ÉDITION

KIT BLUETOOTH OFFERT

ABS & DOUBLE AIRBAGS

DIAMAL

INFORMATION CHEVROLET

021 98 00 61

3 GARANTIE & ASSISTANCE

BIENS IMMOBILIERS ACQUIS EN FRANCE

Les pontes algériens préfèrent Paris

Suite de la page 1

Abdesslem Bouchouareb, député et ancien bras droit d'Ahmed Ouyahia au RND avant d'être promu ministre à la faveur du remaniement ministériel d'avant-hier, est déjà mis en cause dans le scandale de l'affaire Khalifa. Sa proximité avec le pouvoir central lui a évité un procès. Son dossier sommeille dans les tiroirs de la Cour suprême. «Certes, Amar Saadani est loin d'être le seul dignitaire algérien à posséder des biens immobiliers en France. Ainsi le ministre de l'Industrie et des Mines du tout nouveau gouvernement, Abdesslem Bouchouareb, possède un superbe appartement au cœur de Paris,

quai Montebello, face à la Seine et à Notre-Dame. Le mardi 6 mai, les services du cadastre de la ville de Paris ont confirmé à Mondafrigue que Abdesslem Bouchouareb possédait un tel bien. Il faudra qu'il explique dans quelles conditions il a pu s'en rendre propriétaire», a dévoilé Nicolas Beau, hier, sur son journal électronique Mondafrigue. Selon ce dernier, l'ancien ministre de l'Industrie, Cherif Rahmani, possède «trois pied-à-terre dans les quartiers chics de Paris, d'après une enquête qui avait été menée par Le Canard Enchaîné sans être démentie». «Paris est devenu un village algérien», ironise Nicolas Beau. Par ailleurs, si le journaliste d'investigation Nicolas Beau admet l'absence d'éléments tangibles

prouvant la détention par l'actuel secrétaire général du FLN d'un montant de 300 millions d'euros, il s'interroge par contre sur le financement des affaires dont Saadani est détenteur. «Comment le patron du FLN peut-il contester posséder quelques fonds bancaires à Paris ? Par quel miracle aurait-il, sans compte en banque, acheté au moins un appartement à Neuilly-sur-Seine, financé les études de ses enfants en France et en Angleterre et réglé les frais d'un grand cabinet d'avocats parisien ?» s'interroge Nicolas Beau. Et d'ajouter : «Si pour régler de telles dépenses, Amar Saadani ne possède effectivement pas de compte bancaire en France, cela signifierait qu'il utilise des valises de billets. Ce que nous

ne pouvons imaginer...» Dans son investigation, le journaliste français lève le voile sur les proximités douteuses entre dignitaires du régime d'Alger et de Paris. Toujours selon son article, il révèle que le concessionnaire de Sovac, Mourad Oulmi, avait acheté, en 2007, l'appartement de Nicolas Sarkozy, situé sur l'île de la Jatte. En somme, les révélations en cascade de Nicolas Beau confirment l'idée répandue en Algérie selon laquelle les responsables algériens au «patriotisme en bandoulière» sont au mieux des propriétaires de résidences, au pire des résidents à Paris. «Quand les responsables algériens vont à Paris, ils rentrent chez eux.» Le sociologue Nacer Djabi n'a pas tout à fait tort. **H. O.**

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Les importateurs peuvent réorienter leur investissement

Akli Moussouni, expert international auprès de plusieurs organismes, estime que «les importateurs sont appelés à investir dans les petites industries locales». Intervenant lors d'une conférence-débat organisée hier à Alger par l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCCA), M. Moussouni pense toutefois qu'il est nécessaire de réviser le cadre législatif. L'invité de l'UGCCA observe que «le potentiel des ressources naturelles locales, qui peut générer des créneaux économiques porteurs de richesses et d'emplois, a été jusqu'à présent totalement négligé». L'absence de développement local traduit, pour M. Moussouni, «un gaspillage des potentialités économiques comme la perte de territoires et de leur vocation, perte de patrimoine végétal agricole et forestier, perte de ressources hydriques, perte de zones touristiques, dégradation de l'environnement». «Par conséquent, une bonne partie des opérateurs économiques se sont orientés vers des secteurs considérés plus rentables et moins risqués comme l'importation, dont les acteurs ont été érigés au statut d'élites économiques, tandis que d'autres ont disparu du circuit économique à cause d'un système de financement inadapté et contreproductif», a-t-il précisé. En guise de propositions, Akli Moussouni préconise la «mise en œuvre de nouvelles filières économiques comme le recyclage des déchets pour récupérer la matière, l'industrie de transformation agro-forestière, l'agro-industrie, les énergies renouvelables, les nouvelles filières de l'agriculture industrielle (betterave sucrière et fourragère, huiles végétales, fromagerie artisanale à partir du lait de chèvre)». Et pour alimenter ces nouvelles industries, M. Moussouni souhaite «la diversification des élevages de gibier pour répondre aux besoins domestiques et à ceux des opérateurs activant dans le domaine du tourisme».

La sécurité alimentaire est le volet qui préoccupe l'invité de l'UGCCA : «Avec le concours de 40% de la main-d'œuvre, le marché national pourrait être assuré en produits locaux.» Par ailleurs, M. Moussouni déplore les contraintes bureaucratiques : «En termes de technologie, les études et expertises objet de partenariat avec les organismes étrangers (notamment européens), lesquelles ont coûté énormément cher au pays, sont oubliées dans les tiroirs des ministères et autres instituts qui en dépendent alors que l'université algérienne est jetée en pâture à une documentation totalement dépassée.» Et d'ajouter : «Des fonctionnaires de l'Etat manipulent des statistiques pour préserver leur carrière, comme nous le constatons dans le domaine de l'agriculture». Il relève que «les dispositifs de soutien de l'Etat en faveur des agriculteurs, des jeunes et des chômeurs sont transformés (sauf rares exceptions) en outils de spéculation, de détournement et d'exportation illégale transfrontalière». **Mehdi Bsikri**

12^e COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LES MASSACRES DU 8 MAI 1945 À GUELMA

Hommage à Jacques Vergès, Henri Alleg et Saci Benhamla

C'est sur la thématique «Les crimes coloniaux et leurs effets sur le mouvement national (1945-1954)» que l'université 8 Mai 1945 de Guelma organisera, demain, la 12^e édition du Colloque international sur les massacres du 8 Mai 1945. Trois hommages, à titre posthume, selon le programme qui nous été communiqué hier, seront rendus à Saci Benhamla, enfant de Guelma, fondateur de l'association et de la fondation du 8 Mai 1945, Jacques Vergès, avocat de la cause nationale qui n'est plus à présenter et, enfin, Henri Alleg, journaliste

franco-algérien, membre du PCF et ancien directeur d'Alger républicain. Trois personnalités-clés tous décédés l'année dernière, qui ont, depuis les premières éditions de ce colloque, brillé par leur présence active et militante. Quant aux axes du colloque, ils porteront sur la transformation générale (politique, économique, sociale, juridique) en Algérie coloniale à la veille des crimes liés aux événements de mai 1945, période charnière de la Deuxième Guerre mondiale. Ils porteront aussi sur les événements et les conséquences des massacres de la France

en Algérie en mai 1945, l'impact des crimes d'après les sources historiques et «Les crimes de mai 1945 et les transformations politiques en Algérie coloniale (1945-1954)». Notons enfin que des professeurs et historiens de renom, tel Gilles Manceron – journaliste et historien français, rédacteur en chef de la revue *Hommes et Libertés* et vice-président de la Ligue des droits de l'homme – et l'historien algérien et ancien président de la fondation du 8 Mai 1945, Mohamed Corso, prendront part à cette édition.

Karim Dadci

RENCONTRE INTERNATIONALE SUR L'INSURRECTION POPULAIRE DE 1871 À BÉJAÏA

«Un vrai acte de guerre contre le colonialisme»

● D'éminents historiens, dont Raphaëlle Branche, Slimane Zeghidour, Benjamin Stora, Georges Morin, Abdelmadjid Merdaci, Fouad Soufi, Françoise Vergès et tant d'autres, animent les débats.

L'anthropologue Tassadit Yacine a estimé, hier à Béjaïa, que «l'insurrection de 1871» a été un vrai acte de guerre contre le colonialisme. Intervenant lors d'un colloque sur l'insurrection éponyme, l'historienne, professeure à l'Ecole des hautes études de sociologie (Paris), a corroboré sa thèse en mettant en relief «l'importance de l'insurrection» en termes d'engagement populaire et d'espace géographique, et compte tenu de la réponse violente et guerrière de l'armée coloniale. «La secousse qui en a résulté a amorcé, avec El Mokrani, le processus de décolonisation», a-t-elle soutenu, rappelant que cette figure de proue de l'insurrection a ouvertement déclaré la

guerre à l'administration coloniale. Après avoir essuyé par trois fois un refus de démission du conseil municipal de la commune mixte de Bordj Bou Arréridj, «il a fait une véritable déclaration de guerre», a-t-elle souligné. A l'évidence, au-delà des faits anecdotiques, ce soulèvement populaire a été le résultat d'un faisceau de facteurs (sociaux, politiques et militaires) dont la conjonction a précipité son déclenchement. 30 000 insurgés tués, 300 000 morts du fait de la maladie et de la famine, elles-mêmes induites par la politique de dépossession des terres, les pressions fiscales qui ont permis à la France de lever une somme de 3 milliards de francs, utilisée pour

rembourser sa dette envers l'Allemagne, étaient autant de motifs mis en avant pour expliquer le recours à la guerre et amorcer un processus de décolonisation déjà en route à l'échelle planétaire, notamment en Nouvelle-Calédonie, à Madagascar, en Indochine, a-t-elle indiqué. Adhérant à cette thèse, l'historien Mouloud Kourdache a souligné, pour sa part, que la révolte a en fait commencé dès les années quarante avec les soulèvements des populations dans le Hodna, à Bou Saâda et M'sila notamment, qui ont fini par se sublimer en 1871. Du reste, pour l'administration coloniale, les déclenchements de divers mouvements de résistance dans la région, ont tous été imputés à la famille

Mokrani, accusée de fomenter des troubles et de se dresser contre l'occupation. «Il n'y a pas encore de preuves tangibles quant à ces assertions. Mais l'administration a tout fait pour réduire l'aura et l'influence de cette famille dans la région des Ath Abbas (Medjana et Ighil Ali), voire au-delà», a soutenu Mouloud Kourdache. Les débats passionnés sur ce soulèvement populaire laissent présager de fortes révélations et un éclairage sur cette étape historique. D'éminents historiens, dont Raphaëlle Branche, Slimane Zeghidour, Benjamin Stora, Georges Morin, Abdelmadjid Merdaci, Fouad Soufi, Françoise Vergès et tant d'autres, animeront les débats. **R. S. et agence**

ÉCONOMIE

REPRISE D'ASCOMÉTAL EN FRANCE

Cevital Iorgne la sidérurgie européenne

● Le groupe algérien Cevital veut une nouvelle fois s'aligner parmi les repreneurs potentiels d'une unité industrielle en France, en l'occurrence Ascométal, sidérurgiste spécialisé dans les aciers spéciaux.

Le groupe privé algérien Cevital continue de nourrir de grandes ambitions à l'international. Saisissant l'opportunité de la crise en Europe et mettant à profit les avantages financiers qu'il vient d'acquiescer via la cession de ses parts dans Djedda à Vimpelcom, le patron du groupe, Issad Rebrab, veut une nouvelle fois s'aligner parmi les repreneurs potentiels d'une troisième unité industrielle en France. Après le leader européen de portes en PVC, Oxco, et la non moins incontournable entreprise d'électroménager FagorBrandt, Cevital Iorgne un autre fleuron. Cette fois dans la sidérurgie. C'est ainsi que le groupe algérien s'est invité à la dernière minute aux négociations pour la reprise d'Ascométal, sidérurgiste spécialisé dans les aciers spéciaux. Le quotidien régional *Le Républicain lorrain* révèle ainsi que l'industriel algérien a été auditionné hier à Paris par le syndicat d'Ascométal. S'il est vrai que l'homme d'affaires algérien dispose d'un capital sympathie en France, souvent présenté comme le sauveur de FagorBrandt, l'offre de Cevital s'invite parmi de nombreux poids lourds en lice pour la reprise des six unités du



Après Oxco et FagorBrandt, Cevital désire avoir le sidérurgiste Ascométal dans son escarcelle

sidérurgiste. Ainsi, l'entreprise mise en liquidation judiciaire au mois de mars dernier a déjà suscité l'intérêt de deux fonds d'investissements. Il s'agit en premier lieu d'Apollo, l'ancien actionnaire d'Ascométal, qui a mandaté Anne Lauvergeon, ex-présidente d'Areva, pour piloter l'opération. Le Fonds d'investissement américain Anchorage est également intéressé par cette reprise et semble bénéficier de l'appui des créanciers du sidérurgiste français, à savoir Bank of America et Morgan Stanley. Cependant, dans l'Hexagone, tout porte à croire que l'on

souhaite privilégier une reprise par un industriel des unités Ascométal. Les repreneurs industriels, Cevital et le Brésilien Gerdau, sont de leur côté plus intéressés par des sites tel celui de Fos-sur-Mer (Marseille). Les Brésiliens auraient d'ailleurs visité le site en question. Par ailleurs, un groupe d'industriels et d'investisseurs français conduit par l'ex-directeur d'Airbus a annoncé lundi son intention de déposer une offre d'ici vendredi minuit, dernier délai pour les dépôts. Le tribunal de Nanterre devra se prononcer mercredi prochain. Il faut noter enfin qu'Ascométal

peut représenter pour un industriel une acquisition stratégique. C'est un leader européen dans la production d'aciers longs spéciaux destinés aux marchés Automobile, Roulement, Ressort, Pétrole/Gaz et Mécanique. L'entreprise compte trois unités sidérurgiques (Fos-sur-Mer, Hagondange en Moselle et Dunkerque), trois unités de parachèvement et un centre de R&D. Ascométal a réalisé un chiffre d'affaires de 969 millions d'euros en 2011. Cependant, en raison de la crise, la production d'acier d'Ascométal s'est effondrée de 40% entre 2011 et 2013.

M. R.

GESTION ÉLECTRONIQUE DES DOCUMENTS

Peu d'entreprises s'y intéressent

Bien que très répandue dans les entreprises depuis le début des années 1990, la gestion électronique des documents est encore peu connue de la majorité des entreprises algériennes, notamment les PME et TPE. C'est le constat établi par des experts invités, hier à Alger, d'un séminaire consacré à «La gestion de contenu et la numérisation». La rencontre, organisée par MBM Technology, a vu la participation de représentants de plusieurs sociétés, organismes publics, banques, écoles et universités venus s'informer sur les nouvelles solutions techniques permettant de gérer les flux de documents qui entrent, sortent ou circulent au sein de l'entreprise. Selon Takieddine Maza, ingénieur solutions chez MBM Technology, «les solutions et projets de gestion électronique des documents (GED) peuvent permettre des gains en qualité et en coût rapide pour les organisations qu'il s'agisse d'entreprises privées, publiques ou d'administrations».

Elles ont pour objectif, entre autres, de «réduire notablement le volume de papier utilisé, ce qui représente un avantage considérable d'un point de vue environnemental mais surtout de réaliser un gain de temps et de place immense avec une incidence sur les coûts de gestion de l'entreprise ou de l'organisation».

En Algérie, le recours à ce genre de solution n'est pas encore entré dans les réflexes de l'entreprise, nous dit-on. Un travail de sensibilisation et de vulgarisation est donc nécessaire pour amener les chefs d'entreprises et les responsables d'administrations à opter pour la GED et les solutions qui permettent la dématérialisation des données.

La rencontre d'hier était donc l'occasion pour MBM Technology de présenter Laserfiche, une solution intégrant des logiciels et des produits de management de documents qui répondent aux demandes modernes pour fonctionner intelligemment en entreprise.

Représentant exclusif de Laserfiche en Algérie, l'équipe professionnelle de MBM Technology assure l'installation de cette solution, choisie par plus de 32 000 organisations et entreprises dans le monde, mais prend en charge aussi la formation du personnel, la maintenance et le service après-vente.

L. M.

COURS DU PÉTROLE

Légère avancée...

Les prix du pétrole grappillaient légèrement du terrain, hier, en cours d'échanges européens, alors que la situation s'aggrave en Ukraine et que le secteur pétrolier libyen peine à reprendre. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 107,95 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 23 cents par rapport à la clôture de lundi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de light sweet crude (WTI) pour la même échéance gagnait 21 cents, à 99,69 dollars.

Les troubles séparatistes dans l'est de l'Ukraine et les violences récentes à Odessa ont conduit ce pays au bord de la guerre civile. De nouvelles tractions diplomatiques s'ouvraient hier dans l'espoir d'empêcher un tel scénario après des combats qui ont fait, la veille, plus de 30 morts dans la ville séparatiste pro-russe de Slaviansk.

Par ailleurs, les économistes jugeaient également que la difficile normalisation de la situation en Libye soutenait les cours du pétrole, surtout du Brent.

En effet, malgré la réouverture récente de deux des quatre terminaux pétroliers dans l'est du pays, «la production de pétrole en Libye n'est que de 250 000 barils par jour parce que de nouvelles protestations ont paralysé deux petits champs pétroliers dans l'Est», indiquaient-ils. Le secteur pétrolier libyen est très perturbé depuis l'été, à cause de divers mouvements de protestation, notamment de la part de rebelles qui réclament l'autonomie de la région orientale de la Libye.

APS

RAPPORT DE LA COSOB 2013

La capitalisation boursière en hausse de 6%

La capitalisation boursière a amorcé une légère hausse en 2013 par rapport aux résultats enregistrés durant les exercices 2012, selon le dernier rapport de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations boursières (Cosob) qui note une progression de 6,07%. La capitalisation boursière a ainsi enregistré 13,819 milliards de dinars contre 13,388 milliards de dinars en 2012, et un record de 14,967 milliards de dinars en 2011. La Cosob relève dans son rapport pour 2013 que la hausse enregistrée en 2013 est due principalement à l'introduction à la cote du titre NCA Rouiba, qui a permis d'imprimer une dynamique aux opérations durant l'année écoulée. Concernant

le marché secondaire, la Cosob note que le volume global des ventes et achat d'actions a connu une progression de 143,94% par rapport à 2012. Les échanges ont concerné 120 681 titres pour une valeur de 49,1 millions de dinars, en hausse de 36,29% par rapport à 2012. La valeur transgée par société laisse apparaître une part de 83% décrochée par NCA Rouiba contre 9% pour le titre El Aurassi et 8% pour celui de Saidal. La Cosob note que le titre Alliance Assurances a connu, pour l'exercice 2013, une forte baisse du cours, clôturant l'exercice à 610 DA, en baisse de 220 DA par rapport au prix d'introduction. Pour sa première année de cotation, le titre NCA Rouiba a enregistré

une quasi-stabilité des cours oscillant entre 400 DA et 405 DA. Le titre El Aurassi a réalisé, selon la Cosob, une progression de l'ordre de 50 DA par rapport au cours de début d'exercice à 340 DA contre 390 à la fin de l'année. Le titre Saidal a enregistré une baisse de son cours de 170 DA par rapport au début de l'année 2013, note enfin la Cosob. Concernant le marché obligataire, il est toujours en stagnation et ne concerne que les seuls titres Sonelgaz et Dahli. Le rapport souligne que l'encours global est de 32,3 milliards de dinars au 31 décembre 2013. La Cosob note enfin dans son rapport 2013 qu'aucune transaction n'a été réalisée sur les obligations assimilables du Trésor.

Z. H.



PIMET Ecole de Formation Pluridisciplinaire
Lance un Séminaire sur :

«LES GLISSEMENTS DE TERRAINS»

Du 20 au 21 MAI 2014

- Mener une expertise de glissement de terrain dans toutes ses phases : reconnaissance géotechnique, diagnostic et confortement
- Évaluer la sécurité vis-à-vis de glissements potentiels pouvant affecter un projet (déblai routier, remblai sur versant, groupe de bâtiments en site sur terrain en pente, etc...)

Renseignements et inscriptions : TEL : 023.26.44.97 / 0550.49.71.78 / 023.26.45.03 Email : ecolepimet@hotmail.fr
Adresse : Lot C N° 62, Avenue Principale (face au Lycée Sportif National) BP 75 B, Draria, Alger



ÉCOLE EL KHANSSA AU SACRÉ-CŒUR «L'établissement ne sera pas restauré»

- Cette école ne bénéficiera pas de travaux de rénovation car elle n'est pas un centre de vote
- 800 millions de dinars ont été alloués par l'APW au profit des écoles durant ces cinq dernières années.

La politique semble prendre le dessus sur l'éducation. A Alger-Centre, une école n'a pas été rénovée puisqu'elle n'est pas un centre de vote. Les parents d'élèves de l'école El Khanssa, située au 9, rue Hocine Beladjel (ex-Edith Cavell) ont été abasourdis par cette réponse lapidaire de la bouche d'un élu de leur quartier du Sacré-Cœur. «Nous avons déjà exposé les problèmes de rénovation et d'entretien de cette école à un membre de l'APC. Il nous a fait comprendre que l'établissement n'étant pas un centre de vote, il ne peut bénéficier de travaux d'entretien», indique un document adressé aux services de l'APC et dont El Watan détient une copie. «Nous ne savions pas que le savoir, l'épanouissement, l'avenir et la sécurité de nos enfants dépendaient d'un bulletin de vote», s'indignent les rédacteurs du courrier. Ce constat alarmant n'a pas réussi à faire réagir les autorités communales. «Les murs de soutènement sont fissurés et risquent de s'effondrer sur nos enfants et même sur les passants. Les salles peuvent aussi crouler en raison des infiltrations d'eau. Les arbres peuvent également tomber pour peu qu'il y ait un vent violent», recensent les plaignants.

Pour eux, les enfants vivent sous la menace permanente d'accidents à cause de l'inexistence de dos d'âne et de plaques de signalisation à la sortie de l'école. D'ailleurs, des élèves ont été renversés par des voitures. Selon les rédacteurs, l'école, qui était une véritable œuvre architecturale et



Quand les écoliers trinquent

un exemple de par ses résultats scolaires, manque également de mobilier et de moyens pédagogiques, tels que l'outil informatique, une bibliothèque, une cantine, etc. L'APC, informée de la situation par la directrice de l'établissement, n'a pas réagi à ce jour.

Le P/APC, Abdelhakim Bettache, s'est contenté de nous affirmer qu'un programme pour lequel une enveloppe importante a été dégagée concernera l'école en question et plusieurs autres établissements de sa commune. Signalons que la commission de l'assemblée de wilaya (APW) a mis en avant les défaillances touchant les établissements éducatifs dans cette partie de la capitale, mais plus particulièrement à la périphérie. Les APC et les

directions de l'éducation traînent le pas pour prendre en charge les établissements délaissés, en dépit des enveloppes financières allouées par les pouvoirs publics. Le constat fait par les élus qui ont effectué des tournées dans des établissements de la dizaine de circonscriptions administratives est édifiant : structures dégradées, manque d'équipements et d'hygiène, décharges à l'entrée des écoles, absence de mobilier. Pourtant, une enveloppe de 800 millions de dinars a été affectée au secteur depuis 2008. «800 millions de dinars ont été alloués par l'APW au profit des écoles durant ces cinq dernières années. C'est une somme astronomique, dont les effets ne sont pas visibles sur le terrain», a estimé le président de la commission

de wilaya de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, Mohamed Tahar Dilmli, lors d'une visite d'inspection dans les écoles de la circonscription administrative de Rouiba. Les membres de la commission de l'APW ont déjà effectué plusieurs sorties sur le terrain, notamment dans les daïras de Dar El Beïda, Rouiba et Zéralda, et l'agenda porte sur l'inspection des écoles des 57 communes de la capitale, en prévision de la tenue, en janvier prochain, de la conférence de wilaya sur le secteur de l'éducation à Alger, où 760 000 élèves sont scolarisés. Les autorités n'ont pas daigné prendre en charge le dossier présenté par l'APW.

Nadir Iddir

SIDI M'HAMED MANQUE DE RÉACTIFS À LA SALLE DE SOINS KHEMISSA

La salle de soins Khemissa, relevant du secteur sanitaire Bouchenafa, manque de réactifs depuis plusieurs jours. Les malades sont ainsi obligés d'effectuer leurs analyses médicales dans des laboratoires privés à des prix souvent exorbitants. Selon des patients qui se sont déjà présentés dans cette salle de soins, la situation est intenable.

«Il est anormal qu'une salle de soins dotée de laboratoire ne puisse pas prendre en charge les malades, faute de produits pharmaceutiques. Au ministère de la Santé, on ne cesse de répéter et rassurer quant à la disponibilité des médicaments au niveau de tous les établissements de santé», s'indigne un père de famille rencontré sur les lieux.

Il est à rappeler que cette salle de soins, située à quelques pas du lycée Mohamed Racim, dans la commune de Sidi M'hamed, rend un grand service à des milliers de citoyens, car elle est située au centre-ville.

Il faut signaler que les prestations y sont irréprochables grâce au bon travail accompli par le personnel. Ce qui donne à penser que le problème de la mauvaise distribution, la bureaucratie et la centralisation sont à l'origine de cette faille qui pénalise les simples citoyens.

Djamel G.

APC D'EL BIAR UN EMPLOYÉ AGRESSÉ PAR LE SG DU SYNDICAT

Un agent administratif a été agressé dans l'enceinte même de l'APC par le secrétaire général de la section syndicale de l'APC d'El Biar. Prenant la défense d'une employée qui a eu un différend avec l'agent, le secrétaire général, nous assure la victime qui s'est déplacée à notre rédaction, a «rendu justice lui-même» en assénant un coup de poing en plein visage de l'agent, lui causant une entaille au niveau de l'arcade sourcilière.

Selon la victime, l'agresseur aurait pu recourir à des mesures légales (un conseil de discipline) pour soutenir la concernée, si celle-ci se sentait lésée. Le conseil de discipline de l'APC ne s'est pas réuni, même plusieurs jours après l'incident.

D'après l'employé agressé, le mandat du secrétaire général de la section syndicale a expiré depuis fort longtemps, néanmoins ce dernier continue d'exercer ses fonctions en dehors de toute réglementation. «En attendant la commission de discipline, je vais porter mon affaire auprès des tribunaux», affirme-t-il. Il nous a été impossible d'avoir la version du SG et du P/APC.

N. I.

SUR LE VIF

ANARCHIE



Devant l'impunité régnante, les routes sont transformées en champs de culture et en espaces de négoce.

PHOTO : EL WATAN

SIDI MOUSSA : DES CLASSES SURCHARGÉES

Les classes de l'unique CEM de Raïs connaissent une surcharge d'élèves qui s'avère pénalisante. Cette situation est à déplorer aussi bien dans les classes de 9^e que dans celles de la 7^e années. D'après les parents d'élèves, plus de 600 collégiens suivent leur scolarité dans cet établissement qui s'est dégradé. Le nombre d'élèves ne cesse de croître d'année en année, particulièrement pour les classes de 7^e année, alors que les capacités d'accueil du CEM sont les mêmes depuis son ouverture il y a de cela 15 ans. Rappelons que la localité de Raïs compte plus 3000 habitants. Les parents sont contraints, faute de places pédagogiques, d'inscrire leurs enfants dans l'unique établissement de la localité, car ce dernier est doté d'une

cantine scolaire. Pour les parents qui ont les moyens de scolariser leurs enfants ailleurs, ils n'hésitent pas de le faire. En attendant que les autorités locales se penchent sur ce problème, les élèves du moyen devront prendre leur mal en patience.

BORDJ EL KIFFAN : LE COMMERCE INFORMEL SE RÉINSTALLE

A Qahouet Chergui, dans la commune de Bordj El Kiffan, les vendeurs à la sauvette ont repris leurs habitudes en installant leurs étals de fortune dans les stations de transport urbain et à proximité de la nouvelle station du tramway. Cette situation crée une indescriptible anarchie qui donne à l'endroit des allures de souk plutôt qu'une station de transport urbain. A quelques encablures de

cette station, plus précisément à la cité Cosider, les marchands informels ont repris également leurs activités au grand dam des habitants de la cité qui subissent une multitude de désagréments. D'après un responsable de l'APC de Bordj El Bahri, la municipalité a prévu d'intégrer tous ces marchands dans le cadre du commerce légal. En attendant cette situation de rechange, les commerçants informels continuent de faire la pluie et le beau temps.

HORAIRES DES PRIÈRES Alger et ses environs

MERCREDI 7 MAI 2014

Fadjr.....	04:01
Chorouk.....	05:49
Dohr.....	13:20
Asser.....	16:32
Maghreb.....	19:41
Ichâ.....	21:16

CONSTANTINE INFO

DES CHALETS CONTAMINÉS À ZIGHOUD YUCEF

L'écueil du désamiantage

● Dans une dizaine de sites, de nombreuses familles continuent d'habiter de vieilles baraques, où elles sont exposées aux effets nocifs de ce matériau hautement toxique.

Le risque amiante est bien présent. Et ce n'est évidemment pas les constats et les alertes formalistes qui vont insuffler une réelle dynamique de désamiantage. Aujourd'hui l'on constate, en effet, que le consensus autour du danger de ce matériau toxique est resté au simple stade des constatations et rien n'a été réellement entrepris pour s'en séparer définitivement. Rien n'a été fait, également, pour élaborer une traçabilité exhaustive de l'amiante qui n'est pas seulement circonscrit à la région d'El Gammass, plus exactement au niveau des chalets de cette cité tentaculaire de la ville de Constantine. Il faut dire que tout a été fait, jusqu'à présent, pour que l'évocation de l'amiante et, par voie de conséquence, de sa dangerosité, soit réduite au «foyer» d'El Gammass. Pourtant, on le trouve un peu partout à travers la wilaya, au niveau d'autres chalets, à l'université Constantine 1 où il avait été question il y a quelques années de désamianter la tour administrative, tout comme il existe aussi en dehors du chef-lieu. C'est le cas de la commune de Zighoud Youcef, précisément du côté de la région de Bordj Maâti, où des locataires de chalets, vieilles baraques ayant précédemment abrité un centre de formation professionnelle, côtoient en permanence l'amiante avec tout ce que cela peut induire sur leur santé. La quinzaine de familles environ qui y résident viennent de réitérer leur appel de détresse aux autorités locales les exhortant à leur venir en aide. De plus, il est important de souligner qu'en presque dix ans de squat des lieux, le nombre des occupants de ces chalets n'a cessé d'augmenter. Mariages et naissances ont contribué à l'accroissement de cette communauté et, du coup, le risque de contamination ne peut qu'aller crescendo surtout au sein de la frange la



plus vulnérable, celle des enfants. Le cri de détresse de ces citoyens n'a, jusqu'à présent, pas été entendu par les autorités, puisque les choses n'ont pas évolué dans le sens escompté.

DIX SITES RECENSÉS À TRAVERS LA WILAYA

Le wali de Constantine l'entendra-t-il cette fois? Plus enclin à se rendre à El Gammass pour évoquer notamment l'après-El Gammass, on ne lui connaît pas encore un intérêt similaire pour les chalets situés en dehors du chef-lieu de la wilaya. Pourtant, l'amiante est très présent dans de nombreuses constructions anciennes - environ 10 sites ont été recensés à travers le territoire - et, partant, beaucoup d'efforts doivent être mis en œuvre pour répondre aux requêtes des administrés. Pour rappel,

ce matériau a été grandement utilisé dans le secteur du bâtiment pour ses propriétés isolantes, pour sa résistance aux produits chimiques ainsi qu'à la chaleur et au feu, mais sa toxicité a malheureusement causé la mort de milliers de personnes exposées directement ou indirectement à l'amiante à travers le monde. D'ailleurs depuis les années 1980 son utilisation a été interdite dans de nombreux pays. En Algérie, de nombreuses constructions en sont pourvues, mais rien n'est entrepris avec diligence pour préserver la santé de la population concernée, en procédant à un désamiantage radical. En fait, la prise en charge des victimes de l'amiante devrait plutôt constituer le segment axial de la politique de «redressement» et d'humanisation de nos cités et de leurs occupants.

Lydia Rahmani

FESTIVAL INTERNATIONAL DU CONTE

L'oralité à l'honneur

La ville du Vieux Rocher accueillera du 12 au 16 du mois en cours, la 5ème édition du festival international du conte. L'événement est organisé par l'association culturelle «Kan ya ma kan», en collaboration avec la direction de la culture, le conservatoire communal des beaux-arts et les services de la wilaya. Le festival sera abrité par le palais Hadj Ahmed Bey, le conservatoire, l'Odeï et le centre culturel M'hamed El Yazid, d'El Khroub. Cet événement culturel vient «sauver l'année culturelle à Constantine ; la tenue de cette édition est passée par un véritable forcing», précise Fayçal Ahmed-Rais, président de «Kan ya ma kan». Il faut dire qu'en effet, le calendrier culturel de la capitale de l'Est a été chamboulé, notamment après la fermeture des infrastructures culturelles à l'image du TRC et du palais de la culture Malek Haddad, pour une opération de mise à niveau, lancée dans le cadre la manifestation

Constantine, capitale de la culture arabe. Le festival est marqué par la participation des conteurs professionnels : Halima Hamdane, du Maroc, Leïla Derwiche, du Liban, Traoré Bakary, du Burkina Faso, Isabelle Genlis, de France, ainsi que Sihem Kannouche et Amine Hamlili, d'Algérie. Ces narrateurs de renommée internationale se produiront tour à tour à partir de 18h 30, devant un public qui, grâce à ce festival a renoué avec l'art de l'oralité. Le festival donne aussi l'occasion aux amateurs du conte, ayant été formés par l'association en question, de prouver qu'ils ont réellement du talent. Les matinées sont réservées aux amateurs qui, à leur tour, animeront des scènes de conte. L'inauguration du festival aura lieu lundi prochain à 18h 30 au palais du Bey. Notons qu'un projet pour la publication d'un ouvrage algéro-bénoinois, intitulé «Contes d'ici et d'ailleurs», est en pré-gestation.

O. -S. M.

CHU BENBADIS

LA DIRECTION N'AIME PAS LA PRESSE

Alors qu'ils se trouvaient lundi au CHU Ben Badis pour accomplir leur mission d'information, plus précisément pour rendre compte du sit-in observé par les sages-femmes du service de maternité, des journalistes, dont celle d'El Watan, ont été confrontés à des agents de sécurité plus zélés que les responsables eux-mêmes. Ces agents ont carrément empêché les journalistes d'approcher les contestataires pour s'enquérir de leurs revendications. Selon ces agents, il faut être muni d'une autorisation spéciale du SG du CHU pour discuter avec les sages-femmes. Cette interdiction est un cas de viol de la liberté d'information et la liberté de la presse, garanties par la Constitution et les lois de la République. Elle est à l'antipode des discours officiels de défense et de promotion des droits et des libertés, notamment le droit d'informer, tel que affirmé par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui avait souligné qu'il veillerait à ce que la presse puisse faire son travail d'information loin de toute pression, sans restriction, ni tutelle. Ces agents de sécurité n'ont apparemment fait qu'exécuter les «instructions», et avec une extrême célérité, il faut le dire ! De son côté, le SG a fait poireauter les journalistes pendant plus de 20 minutes, sans pour autant daigner les recevoir.

La direction générale du CHU porte l'entière responsabilité de ces actes qui font partie d'un autre âge. Sont-ce juste de vieux réflexes qui font de la résistance, ou bien alors tentait-on de cacher quelque chose ?

R. C.

UNIVERSITÉ CONSTANTINE 1 HOMMAGE À TROIS ENSEIGNANTS-ÉCRIVAINS

Les professeurs Abdallah Hamadi, Djamel Ali-Khodja et Hacène Saâdi, du département de Lettres et Langues de l'université Constantine 1, ont animé hier à l'auditorium Mohamed-Seddik Benyahia de ladite université, une journée d'étude littéraire. Ces enseignants ont fait part de leur expérience et leur savoir-faire dans le domaine de l'enseignement, et surtout celui de l'écriture, «puisque'ils sont aussi écrivains et que leurs travaux dans ce sens ont été publiés» à la portée des étudiants férus de littérature. Ces enseignants-écrivains ont abordé la littérature sous divers angles.

Pour Hacène Saâdi, professeur d'anglais «un grand écrivain doit souffrir de ses tentatives d'écriture et de production». Il a égayé ses propos en évoquant l'exemple des grands génies de la littérature classique française tels Victor Hugo, Gustave Flaubert, Guy de Maupassant, Balzac, Marcel Proust, etc. Quant à Abdallah Hamadi, professeur de langue arabe, il voit que les générations ayant succédé à la sienne, sont plus ou moins chanceux en matière d'apprentissage littéraire. Il a affirmé qu'à son époque, qui se rapproche de celle du grand Malek Haddad, il n'a eu la chance de côtoyer et de connaître cette éminente figure de la littérature algérienne. Pourtant a-t-il témoigné, il était scolarisé au lycée «Franco-Musulman», qui se trouvait seulement à quelques mètres de la maison de Malek Haddad. Concernant Djamel Ali-Khodja, il faut savoir que sa parenté avec ce grand écrivain (Malek Haddad était son oncle maternel) lui a d'emblée donné le goût de l'écriture romanesque. Les écrits de Malek Haddad sont aux yeux de l'orateur, «le dosage harmonieux», en matière d'écriture, lui permettant l'émergence de son talent.

O. -S. Merrouche

TAXIS CLANDESTINS À AÏN S'MARA

Les usagers victimes de racket organisé

Le calvaire des habitants de la commune de Aïn S'mara ne semble aucunement finir, pire, il va en empirant avec des taxis clandestins d'un nouveau genre qui sévissent en toute impunité, s'affichant outrageusement pour proposer aux citoyens de les transporter en ville pour 100 DA/place. Ce sont des chauffeurs de belles voitures, flambant neuves, qui «s'accaparent» la station de taxis, désertée par les chauffeurs de taxis réglementaires. Ils harcèlent carrément les gens, notamment le matin, où chacun est pressé de rejoindre son travail ou pour ne pas manquer un rendez-vous important, surtout pour ceux qui se dirigent à l'hôpital. Rencontrés aux abords de cette station, les malheureux «pigeons» s'indignent de ce trafic qui s'exerce apparemment au vu et su des pouvoirs publics, la police en l'occurrence

qui ne fait rien pour y mettre un terme. L'une de ces personnes nous dit : «Vous voyez, ils travaillent en toute quiétude, ils crient pour nous inciter à monter parce qu'ils savent que nous sommes pressés et qu'aucun chauffeur de taxi réglementaire ne pointe à l'horizon, même les bus, des tacots qui font leur loi pour rendre le voyage interminable ; des fois, nous prenons plus d'une heure et demie pour arriver en ville, et dans quelles conditions !»

Une autre dame nous lance : «Faites quelque chose, dénoncez cette absence des autorités, qui semblent se complaire avec ces fraudeurs, nous, nous avons porté plainte à plusieurs reprises, tant à la police qu'au maire qui nous promis de faire le ménage, mais comme vous pouvez le constater, nous sommes livrés à nous-mêmes.» Le représentant du syndicat des chauffeurs de

taxis nous dit, pour sa part : «Effectivement, nous constatons avec un grand regret la misère de nos clients qui sont devenus la proie de ces jeunes qui s'accaparent la station, et la faute en incombe en premier lieu à notre corporation qui préfère travailler dans d'autres axes, plus rémunérateurs, et c'est dommage, car notre mission est avant tout, un secteur public que nous nous devons d'assumer, mais quoi faire quand les autorités elles-mêmes ne s'impliquent pas sérieusement !»

Une prise en charge de ce problème par les pouvoirs publics s'impose, notamment par la police qui doit sévir contre ces fraudeurs avec toute la rigueur voulue, car l'Etat est comptable de la sécurité du citoyen et comme nous le dit si bien un autre citoyen : «C'est devenu carrément une extorsion de fonds.»

N. Benouar

AGENCE FONCIÈRE

Les travailleurs observent un arrêt de travail

● Les contestataires regroupés au sein du parc de l'agence ont exprimé leur désarroi et dénoncé une série de problèmes qui, selon eux, perdurent depuis des années.

Les travailleurs de l'agence foncière d'Oran ont observé hier matin un arrêt de travail. Par ce mouvement de protestation, ils ont dénoncé la détérioration de leurs conditions socioprofessionnelles. Ces contestataires, regroupés au sein du parc de l'agence, ont exprimé leur désarroi et dénoncé une série de problèmes qui, selon eux, perdurent depuis des années. De l'avis des grévistes, le malaise est profond. Le syndicat avait déposé, selon eux, un préavis de grève depuis une dizaine de jours pour dénoncer les promesses non respectées de la direction. Depuis 2007, la prime de rendement collective n'a pas été versée, fait-on savoir. Autre problème que le syndicat a également souligné sur la plateforme de revendications, les salaires, jugés dérisoires compte tenu de l'ancienneté de certains employés. En revendiquant la revalorisation des salaires, les grévistes ont également exigé leur quota sur les différents programmes de logements. Ils citent l'important programme de logements promotionnels aidés confié à l'agence et dont aucun employé n'a



PHOTO: DR

bénéficié. D'autres revendications relatives à l'amélioration des conditions de travail et au volet social ont été également citées dans le rapport dont des copies ont été remises au responsable de l'agence et au wali d'Oran. Les négociations sont en cours après la séance de travail qui a été tenue en fin de matinée et à laquelle ont

pris part les membres de la section syndicale, ceux de l'Union territoriale (UT) et la direction. L'ensemble des préoccupations des travailleurs de l'agence foncière ont été passées en revue. Ces derniers attendent des solutions concrètes faute de quoi, ils n'écarteront pas de recourir à la grève. F.A.

HASSI BOUNIF

La liste des locataires du nouveau marché établie



PHOTO: DR

Un marché populaire

La polémique ayant entouré la distribution des locaux et tables au nouveau marché de Hassi Bounif prendra fin au début de la semaine prochaine. Il est en effet prévu l'affichage de la liste des locataires de ce marché, au plus tard le dimanche prochain, apprend-on auprès du maire de cette commune M. Aouil Mohamed. Ce dernier précisera que «la liste est établie et sera affichée pour garantir la transparence aux citoyens». Le maire ajoutera que «les

locataires de l'ancien marché ont tous bénéficié de nouveaux locaux et tables dans le nouveau marché».

Les commerçants de l'ancien marché sont au chômage depuis la semaine dernière, le feu s'y est déclaré, ravageant tous les locaux ainsi que la marchandise de ces commerçants, dont certains ont été ruinés. La cause de ce feu, selon les services de sécurité, est un court-circuit heureusement survenu de nuit lorsque le marché était

vide. Cette thèse ne semble pas convaincre tous les commerçants qui avancent «une intention criminelle» responsable de l'incendie. Les dernières retouches pour que le nouveau marché puisse recevoir ces commerçants sont en cours à une cadence infernale. «Il faut que les commerçants trouvent toutes les commodités dans le nouveau marché qui n'a rien à voir avec l'ancien, composé de baraques», dira le maire. Pendant les cinq derniers

jours, des sit-in quotidiens ont été observés aux portes du siège de l'APC de Hassi Bounif. Il y avait parmi les présents des commerçants de l'ancien marché qui avaient peur de ne pas trouver place dans le nouveau et d'autres qui voulaient à tout prix y avoir une place malgré qu'ils n'en ont pas droit. «Des personnes ayant des biens et des locaux ont fait pression sur le maire pour être servies», confiera un habitant de Hassi Bounif, rencontré à la sortie du siège de l'APC. De son côté, le maire dira «les 126 commerçants de l'ancien marché recensés en février 2014 figurent sur la liste, notamment des commerçants ambulants, enfants de Hassi Bounif». Le maire ajoutera que «la liste sera affichée et tout le monde pourra constater qu'il n'y a pas eu d'intrus». Le nouveau marché est composé de 62 locaux et 132 tables. Les locaux sont réservés aux bouchers, vendeurs d'épices, d'huiles, d'olives et de cosmétiques, mais les tables profiteront aux marchandes de légumes et fruits. On apprendra auprès de M.Aouil Mohamed que l'assiette de l'ancien marché abritera une polyclinique. Le projet a été approuvé par le chef de daïra de Bir El Djir et le wali. Hafida B.

TRAMWAY

REPRISE DU TRAFIC

Hier matin, le tramway d'Oran a repris son trafic normal, après un mouvement de grève qui a duré 5 jours. En effet, les travailleurs de la Setram ont repris du service après avoir obtenu gain de cause.

Lundi au soir, après réunion avec les responsables de la direction, ces derniers leur ont promis la satisfaction de toutes leurs revendications, laquelle se fera de manière graduelle. D'ores et déjà, il ne sera plus question de mettre à la porte les travailleurs à la fin de leur contrat. Ces derniers pourront enfin jouir d'un CDI. A cela, de nouveaux effectifs seront déployés, ce qui allègera quelque peu la pénibilité des travailleurs. En effet, une grande charge de travail s'abatait sur ces derniers et qui allait crescendo à mesure que de nouvelles rames étaient mises en service. Quant aux autres revendications (augmentations de salaire, 13^{ème} mois...), les travailleurs assurent avoir reçu des promesses écrites par la Direction pour leurs applications dans les plus brefs délais. Akram El Kébir

CULTURE

QUELLE VOCATION POUR LA MÉDIATHÈQUE ?

Située à l'arrière de la bibliothèque régionale (ex-Cathédrale), l'immense salle abritant la Médiathèque d'Oran est, sauf en de rares circonstances, toujours désespérément vide. Elle accueille périodiquement des manifestations culturelles (semaines culturelles de différentes wilayas), des salons de tous genres, etc. Pourtant la vocation première de cette institution est de mettre à la disposition du public, pour le prêt ou la consultation, des collections rassemblant des supports d'information de natures diverses, à l'instar des bandes magnétiques, diapositifs, disques films, journaux correspondant à différents médias.

Hélas, de tout cela, il n'en est rien. Sous d'autres cieux, la médiathèque est une véritable source d'inspiration, de connaissances et d'échanges culturels. On s'y rend pour consulter les revues scientifiques, les quotidiens et revues nationales et étrangères. On s'y rend également pour surfer dans les espaces internet à la découverte de nouveaux horizons et surtout d'évasion. Et pourtant, de l'avis de certaines associations, la Médiathèque a un grand rôle à jouer dans son domaine.

Les jeunes et moins jeunes, en quête de loisirs et de lectures, sont légion. La Médiathèque pourrait leur servir d'interface et de lieu de rencontres et d'échanges. L'infrastructure existe, la volonté aussi, ce qui permettra à la Médiathèque de retrouver sa véritable vocation. Hadj Sahraoui

OÙ SORTIR À ORAN ?

► **BELGAÏD (AUBERGE DE LA JEUNESSE)** : à partir de 9 h, une conférence sur les relations du Croissant-Rouge Algérien avec le Comité International des Croix et Croissants rouges durant la Guerre de libération.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale des Croix et Croissants rouges. Elle sera suivie des portes ouvertes sur les activités du CRA ainsi que la remise des attestations aux secouristes formés.

► **CENTRE D'ETUDES MAGRÉBINES** : 10 h, à la cité des chercheurs (Ex-IAP), rencontre-débats sur le Parti Communiste Algérien et la lutte anticoloniale : Mythes et réalités. Cette conférence sera animée par le Professeur Allison Drew, politologue à l'Université Of York en Grande-Bretagne.

► **DIRECTION DE LA CULTURE** : Visite guidée à travers les sites et vestiges historiques de la ville d'Oran au profit des étudiants dans le cadre du mois du patrimoine. La sortie est organisée par l'Office de Gestion des Biens Culturels avec le concours de l'Ecole Préparatoire en Sciences et Techniques d'Oran. T. K.

HORAIRES DES PRIÈRES

Fajr	04h28
Dohr	13h00
Asr	16h46
Maghreb	19h54
Isha	21h25

DAÏRA DE M'CHEDALLAH (BOUIRA)

Le manque de foncier freine l'extension urbaine

● Les terrains appartiennent soit au privé, soit au secteur de l'agriculture, ou sont accidentés.

Le problème du foncier se pose avec acuité au niveau de la daïra de M'chedallah, à l'est de la wilaya de Bouira. L'extension pour les cinq chefs-lieux communaux se fait au ralenti. La plupart des terrains appartiennent soit à des particuliers, qui refusent de céder leurs parcelles, soit au secteur de l'agriculture. Le reste est situé dans des zones montagneuses accidentées relevant du secteur des forêts. À titre d'exemple, la commune d'Aghbalou, à 50 km à l'est de Bouira, culmine à plus de 700 m d'altitude. L'APC n'a d'autre choix pour l'acquisition d'une poche de terrain que d'acheter des lots appartenant à des privés. Néanmoins, la différence entre le barème officiel du mètre carré de terrain et celui demandé par les vendeurs privés dépasse le double. L'extension de la ville d'Aghbalou est prévue vers le sud, au lieu-dit Vouaklane, puisqu'au nord, les terrains appartiennent au Parc national du Djurdjura (PND). Dans la commune montagneuse de Saharidj, toujours à l'est du chef-lieu de wilaya, c'est le même constat. En ce qui concerne une poche de terrain, d'environ 15 hectares, celle-ci fait l'objet de conflit entre l'APC et les citoyens et dont l'affaire est entre les mains de la justice. Une situation de blocage qui engendre bien des conflits entre les citoyens et les autorités locales. Aussi, l'espoir des citoyens de voir l'extension de leurs villes et infrastructures prendre forme n'est pas pour demain, vu la réalité du terrain. Récemment, les habitants de la localité de Raffour, dans la commune de M'chedallah, à 40 km à l'est de Bouira, ont contesté le nouveau plan directeur de l'aménagement et de l'urbanisme (PDAU).



La réalisation de projets d'utilité publique bute sur la rareté de terrains constructibles

«C'est un non respect de la procédure réglementaire régissant les PDAU. Cette opération n'a pas connu de large diffusion, puisque aucun affichage n'a été enregistré», selon le rapport établi par le collectif des habitants de Raffour. Depuis des années, cette localité de plus de 10.000 habitants, ne cesse de connaître une extension. Mais cette croissance n'a pas été accompagnée d'une politique qui répond aux exigences du développement.

Les réserves émises par les habitants sont nombreuses. Ces derniers avouent qu'il n'y a pas eu de planification sérieuse ou de coordination entre les services concernés. Ainsi, les habitants de Raffour réclament, dans leur ensemble, l'application du PDAU de M'chedallah. Le collectif a fait plusieurs propositions, telle que la projection de la réalisation d'une station d'épuration inter-

communale de traitement des eaux usées afin de préserver les nappes phréatiques de l'Oued Sahel. En vain. De leur côté, les responsables du service technique de l'APC précisent que «l'accord définitif pour le PDAU n'est pas encore conclu. Nous n'avons pas contredit la volonté des citoyens. Leurs préoccupations sont prises en charge. Le véritable problème se pose pour le foncier où le déficit est important», dira le chef du service technique de l'APC, précisant que «l'étude de la révision du PDAU est menée par le même bureau d'étude. Elle est conçue de forme intercommunale pour regrouper M'chedallah, Ahnif et Ath Mansour. Cependant, l'enquête publique concernant la commune d'Ath Mansour n'est pas encore entamée. Ce qui engendrera du retard certainement».

Omar Arbane

GRÈVE GÉNÉRALE À BECHLOUL

Des centaines d'habitants de la commune de Bechloul sise à 20 km à l'est de Bouira ont protesté hier devant le siège de la daïra pour réclamer l'amélioration de leurs conditions de vie. Un appel à une grève générale a trouvé écho chez les commerçants causant une paralysée totale de la ville. «Nous réclamons l'aménagement de toutes les routes dans les plus brefs délais, ainsi que le raccordement de tous les villages sans exception aux réseaux de l'eau potable et du gaz naturel», diront les protestataires. D'autres revendications d'ordre socioéconomique ont été soulevées. Les jeunes rencontrés sur place ont exprimé leurs ras-le-bol vis-à-vis de leur situation qui ne fait qu'empirer. «Les infrastructures de la daïra ne sont pas équipées, que ce soit la bibliothèque, le centre culturel ou le centre de sport de proximité (CSP). Les jeunes ne trouvent pas où passer leur temps», diront-ils en colère. Les protestataires ont dénoncé la mauvaise qualité de réalisation de certains projets. «Depuis 8 ans, un projet de drainage de l'oued qui traverse la commune a été réalisé pour 14 milliards de centimes, mais qui n'a été d'aucune utilité. Il faut une solution radicale à ce problème pour éviter les inondations répétitives», déplore-t-on. Les manques sont nombreux au niveau de la commune de Bechloul, à l'instar de l'absence d'une agence de transport, la crise du logement, le manque d'effectif au niveau de l'hôpital... Dans leur plate-forme de revendications, les habitants réclament également la distribution d'une centaine de logements sociaux : «Le quota des 100 logements sociaux a été distribué sur papier, aucun bénéficiaire n'a rejoint son habitation. Nous revendiquons d'autres quotas de logements pour enrayer la crise». Une rencontre a eu lieu entre les représentants des protestataires et le chef daïra de Bechloul et qui a débouché sur des promesses de prendre en charge les revendications citoyennes. «80 % des problèmes seront réglés incessamment. Les infrastructures de culture et de sport seront équipées. Les jeunes de Bechloul seront prioritaires pour les postes d'emploi», dira le chef daïra aux représentants des protestataires.

O.A.

KHABOUZIA LES HABITANTS RÉCLAMENT LEUR PART DE DÉVELOPPEMENT

Les représentants de quartiers et de la ligue «Sport pour tous» de la commune de Khabouzia, à 30 km à l'ouest de Bouira, demandent, dans une requête adressée aux autorités locales, l'amélioration du cadre de vie des citoyens au niveau du chef-lieu communal, où les ruelles sont toutes dans un piteux état. De ce fait, ils réclament à ce que le chef-lieu de la commune bénéficie de l'aménagement urbain. Les signataires de la requête revendiquent en outre la réalisation d'infrastructures à même de relancer le développement local dans la commune, «restée longtemps dans la marginalisation». En matière de santé, les habitants de cette région attendent toujours la réalisation d'une salle de soins en vue de répondre un tant soit peu aux besoins de la population dans ce domaine.

M.Guergaoui

AÏN BESSEM DÉCHARGE SAUVAGE À OUED LAKEHEL

Une décharge sauvage s'est formée au bord du chemin de wilaya n° 97, à Oued Lakehel, à 3 km au sud de la commune de Aïn Bessem. Cette situation interpelle tout un chacun, notamment les pouvoirs publics, sur les risques de maladie, auxquels s'expose la population, et les désagréments engendrés aux riverains et aux divers usagers de ce chemin. Depuis des années, ce dépotoir a été décrié à plusieurs reprises par les habitants. La cause est que le camion de ramassage des ordures ménagères ne passe qu'une fois par semaine, ce qui contraindrait les habitants à jeter leurs déchets, pendant les autres jours, sur ce site, indique un habitant de la localité. Pendant ce temps, la décharge ne cesse de prendre du volume et de l'espace tout en constituant un danger pour les riverains, qui souffrent particulièrement des odeurs nauséabondes émanant de cette décharge sauvage.

M.G.

Le projet du nouvel institut de musique en souffrance

Le projet d'un nouvel institut régional de formation musicale à Bouira piétine, faute d'entreprise de réalisation. L'idée d'ériger un autre siège remonte à plus de huit ans. Mais à ce jour la décision du choix de l'entreprise devant entamer les travaux n'est toujours pas prise, même si le choix du terrain d'assiette s'est concrétisé depuis 2010. Une superficie de plus de 10.000 m² a été réservée pour le projet à proximité du nouveau pôle universitaire, à la sortie ouest du chef-lieu de wilaya. L'enveloppe financière, estimée à près de 60 millions DA, a été également débloquée. Selon le directeur de l'institut, Moncef Hasnaoui, qui a élu domicile depuis une vingtaine d'années dans l'ancienne église, «le dossier de ce projet a été ficelé. Il ne reste que le choix de l'entreprise pour entamer les travaux». Il précise que la commission chargée de cette tâche n'a toujours pas trouvé d'entreprise en mesure de réaliser le projet. Les appels d'offres sont à chaque fois infructueux, déplore M. Hasnaoui, précisant que

c'est cela qui a obligé la direction de l'institut régional de musique à confier le dossier de réalisation d'un nouveau siège au ministère de la Culture. Le lancement du projet en question était prévu initialement au mois de septembre 2012. Quatre ans auparavant, un autre terrain, en l'occurrence l'assiette de l'ex siège de Naftal, avait été réservé pour l'implantation du même projet.

Le projet a fini par tomber à l'eau. Un autre terrain a été certes choisi, mais les pouvoirs publics ne semblent pas enthousiastes à réaliser cette structure culturelle. Pendant ce temps, les apprenants en musique continuent d'évoluer dans l'espace exigu que leur offre l'édifice de l'ancienne église. M. Hasnaoui indique que le nouvel établissement de musique sera réalisé dans des normes modernes, comprenant de spacieux blocs pour la pédagogie, l'hébergement et la restauration des étudiants. La capacité d'accueil de l'actuel édifice ne dépasse pas 60 élèves, signale-t-on.

Ali Cherarak

Sensibilisation aux risques chimiques

L'antenne de la Caisse nationale des assurances sociales (Cnas) de Bouira a organisé, à l'occasion de la journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, coïncidant avec le 28 avril de chaque année, des portes ouvertes sur les risques des produits chimiques dans les entreprises. La manifestation, tenue du 28 au 30 avril dernier au siège de la Cnas, a pour objectif de sensibiliser, à la fois les travailleurs et les responsables d'entreprises sur les dangers que peuvent engendrer les produits chimiques utilisés dans les usines par les employés, prévient M. Dridi Makhlouf, directeur de la Cnas de Bouira. Selon lui,

sur les 85 pathologies reconnues comme étant maladies professionnelles au niveau de la Cnas, 58 d'entre elles ont des liens avec l'utilisation de produits chimiques. Ainsi, cette campagne de sensibilisation et d'information permettra à la Cnas de minimiser les dépenses, indique le même responsable, ajoutant que dans ce cas de figure des visites sont régulièrement effectuées au niveau des entreprises, et ce, conjointement avec les services de l'Inspection du travail de la wilaya. A signaler que les conditions de travail au sein de nombreux chantiers dans la wilaya sont loin d'être meilleures, lorsqu'on sait que les

normes de sécurité n'y sont rarement respectées. A signaler que les entreprises ayant en leur sein des chargés de l'hygiène et de sécurité pour veiller au bon déroulement du travail et à l'organisation du chantier, de sorte à ce que les employés ne courent pas de risques, ne sont pas du tout nombreuses. Fréquemment des accidents, en majorité mortels, ont été enregistrés ces dernières années à Bouira. Le dernier en date s'est produit il y a une dizaine de jours lorsqu'un ouvrier a été touché mortellement par le treuil de levage d'une grue, alors qu'il était en plein exercice au 2^e étage d'une bâtisse en construction.

A. Cherarak

HISTOIRE

Zohra Drif dédicace ses mémoires

● La Moudjahida Zohra Drif a été chaleureusement accueillie à Tiaret lors de sa venue pour dédicacer son livre-témoignage : «Mémoires d'une combattante de l'ALN».



Zohra Drif à Tiaret

Zohra Drif Bitat, la grande Dame, la fille du «bled» comme l'a présentée notre confrère Amar Belkhdja, a été accueillie avec faste au rythme du «galal» et du «baroud» de cavaliers venus spécialement pour elle, de la contrée de «Meghila», au niveau de la maison de la culture Ali Maachi. Cela s'est passé lundi en fin d'après-midi. Elle devait dédicacer son livre autobiographique «Mémoires d'une femme combattante de la zone autonome d'Alger». Cette figure historique de la révolution algérienne, écrivaine et

non moins vice-présidente du Sénat, a été éblouie par la chaleureuse cérémonie d'accueil et la nombreuse assistance constituée en majorité de l'élite locale. Plusieurs centaines de livres ont été vendus en quelques heures. Du haut de ses 80 ans, Zohra exultait de replonger dans l'air du «bled» et prononcer des mots d'une touchante gentillesse à l'adresse de ceux et celles qui lui tendaient son livre pour la dédicace. Ce fut une occasion de grandes retrouvailles pour des gens sévrés de culture dans une ville qui a pourtant vu naître d'illustres

hommes ayant contribué à l'épopée de l'Algérie. Son frère Drif Abdolkader, qui l'accompagnait, lui a presque volé la vedette en faisant un témoignage sur sa sœur et cette contrée du Sersou. L'écrivaine s'est contentée de remonter l'histoire pour rappeler à la nouvelle génération les méfaits du colonialisme. «A l'arrivée des colons, les Algériens, soutient-elle, étaient au même niveau d'instruction que les Français mais, trente années plus tard, on était devenu un peuple où l'illettrisme a décuplé».

A. F.

PATRIMOINE

La source d'Aïn El Karma fait peau neuve



La mythique source d'Aïn El Karma

Fermée depuis des années, tout comme «Aïn El Djennane», du fait de la présence d'un fort taux de nitrate, la mythique source d'«Aïn El Karma» ou source du figuier, située au cœur de la ville de Tiaret, au bas de la séculaire mosquée «El Atik», faisant face à la place de l'Indépendance (ex-Carnot), fait peau neuve. Grâce à une opération

d'aménagement qui n'a coûté que 3 millions de dinars, cette vitrine fait désormais la joie des citoyens de la ville de Tiaret qui voient dans la réalisation de ce chef-d'œuvre un plus devant donner davantage de charme au lieu. Les citoyens viennent de découvrir un magnifique tableau où fontaine en cascade rime avec un relief qui redonne

toute sa splendeur au site. L'on se croirait dans un paysage naturel qui scintille de mille feux. L'inauguration officielle, selon monsieur Rabah Bouthejdja, est prévue pour ce jeudi 8 mai, date anniversaire du massacre de 1945 à Sétif. L'entreprise Nasri et son groupe de jeunes artistes, à l'exemple des Ketroussi,

Mimouni, Abdi et Fouad sous la direction de Bouhefrad, auront, par l'entrain qui les a caractérisés dans le parachèvement de cette œuvre inédite, contribué à la joie de leurs concitoyens. Ils en tirent d'ailleurs une immense satisfaction qui reste à l'égale de la splendeur du tableau offert en ce printemps de l'an 2014.

A. F.

TAKHMARET LE FONCIER ATTISE LES CONVOITISES

Certains analystes locaux affublent Takhmaret de commune gangrenée par la mafia. Si l'on fourre un peu plus son nez dans les scabreuses affaires qui surgissent au gré des dénonciations, le qualificatif se justifie, d'autant que le chef de l'exécutif, monsieur Mohamed Bousmaha, a reconnu, en marge d'une rencontre avec la presse, «le travail de coulisses effectué par certains élus alors que les Algériens ainsi que les responsables étaient beaucoup plus préoccupés par l'élection présidentielle». Une affaire parmi d'autres illustre cette gabegie des élus locaux de cette commune rurale qui continue, malheureusement, de défrayer la chronique.

A l'exemple d'une affaire ayant trait à la demande faite par un baron local à l'APC pour l'octroi d'une poche foncière pour la réalisation d'un pont-bascule dans une zone d'habitations alors qu'un propriétaire dont le terrain est convoité n'a pas cessé d'en faire la demande pour réaliser... une crèche pour enfants avec, en plus, la création de quelques emplois. Implanter un pont-bascule à quelque 2,00 mètres du dock silo est une chimère destinée plutôt à accaparer ce terrain pour le verser dans la spéculation. Les autorités, apparemment saisies par ce fâcheux incident, ont opposé un nict catégorique bien que le maire contacté pour s'expliquer dira «que rien d'officiel n'a été concrétisé, s'agissant de la réalisation d'un pont bascule». A Takhmaret, les gens font directement le lien avec cette assiette qui devrait recevoir un équipement public détourné de sa vocation initiale.

A. F.

ŒUVRES SOCIALES DES VOIX RÉCLAMENT UNE ENQUÊTE

Après une brève accalmie, la sérénité n'est plus de mise au sein de la commission des œuvres sociales de l'Éducation. Bien plus, certains exigent carrément la mise sur pied d'une commission d'enquête pour tirer au clair certaines situations dénoncées par les uns et les autres. En effet, réunis pour débattre de certaines questions organiques, six des neuf membres composant le bureau «viennent de stigmatiser l'approche jusque-là préconisée» en évoquant «des malversations» et menacent par «le gel de leurs activités jusqu'à ce que les responsabilités soient situées».

En décodé, cela veut dire que la symbiose fait défaut dans cette controversée commission dont les travaux ont été déjà gelés. Certains des protestataires évoquent «le départ vers les Lieux Saints de l'Islam du président et d'un de ses collaborateurs pour accomplir la «Omra» sans les avoir informés».

Une goutte qui a fait déborder le trop plein de rancœurs jusque-là accumulées les uns envers les autres. Les protestataires égrènent d'autres problèmes, notamment «la réfection des bureaux de la COS qui ont fait déjà l'objet de travaux d'aménagements, l'usage abusif de frais de missions et de consommations de carburant». Même le syndicat, réfractaire à l'ordre établi, l'UNPEF, s'est mis de la partie pour «fustiger l'absence inexplicable d'un membre de la COS, économiste de son état».

A ce mélémélo qui caractérise les rapports entre membres d'une même commission, il faut noter cette inquiétude qui gagne certains employés du secteur, lesquels parlent «d'une liste de 250 personnes concernées par le prêt à la construction mais qui attendent, depuis plus de trois mois, un hypothétique versement de l'ordre de 20 à 30 millions».

A. F.

DIRECTION DE L'ÉDUCATION UN CHEF DE SERVICE LIMOGÉ

Le directeur de l'Éducation vient d'opérer un changement au niveau du service programmation et suivi. Un service dans lequel a régné sans partage un homme qui faisait, jusque-là, la pluie et le beau temps alors qu'il se considérait indispensable et indéboulonnable. Mais le paradoxe est que le premier responsable de l'académie n'est pas allé à l'essentiel en épargnant les vrais manœuvriers du service des marchés.

Certaines langues arguent même du «saucissonnage de marchés en conventions pour faire profiter certaines personnes», en faisant fi de la transparence.

En attendant les suites de ce remue-ménage intervenu après plusieurs lettres de dénonciation, le directeur de l'Éducation, joint par téléphone, fait savoir que «avant de faire le ménage total dans ce service tant décrié, il est à la recherche d'une personne qualifiée à même de faire taire toutes les mauvaises langues». Il faudrait rappeler, dans la foulée, que l'ex-directeur de l'Éducation, Monsieur Betayeb, a été limogé à cause de la gestion de ce même service pour lequel fut mise sur pied une commission d'enquête par la tutelle.

A. F.

ANARCHIE À L'ABATTOIR COMMUNAL DE GUELMA

Quand les barons de la viande font la loi

● Les conditions d'hygiène d'abattage sont lamentables dans cette structure où il n'y a même pas d'eau courante.

L'abattoir communal de Guelma est un cloaque à ciel ouvert. Durant des décennies les autorités locales ont été incapables de prendre les mesures qui s'imposent et par là même faire appliquer la réglementation en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité. Mais il faut se rendre à l'évidence, ceux qui font et ont toujours fait la loi à l'abattoir communal de Guelma, ne sont certainement pas les services d'hygiène de l'APC, la DCP, la direction de l'environnement ni même le service vétérinaire, étant tous réduits à leur plus simple expression : une entité administrative.

Il est pourtant aisé de faire des constats accablants. Des constats couchés sur papier qui ne font que grossir, depuis des années, de volumineux rapports sans lendemain. En somme, ce qui se passe à l'abattoir de Guelma est l'expression même de l'échec, car ce sont les barons de la viande, ceux qui fourguent aux consommateurs de la « vache laitière cachectique » et des « brebis boiteuses » au prix fort, qui sont les gagnants. Pis encore, les conditions d'hygiène d'abattage sont quotidiennement bafouées.



La chaîne de froid est quasi inexistante

C'est le souk! Les excréments jonchent le sol, du portail d'entrée extérieur jusqu'aux salles d'abattage. Les odeurs nauséabondes de charogne vous accompagnent, car dans un recoin, ne finit plus de pourrir un monticule d'abats, susceptible d'être incinéré. « Mais comment voulez-vous incinérer de la viande impropre

à la consommation, si l'incinérateur est en panne depuis des décennies ? » nous dit-on. En effet, sur les lieux, il y a de quoi se poser des questions car, comble des combles, il n'y a pas d'eau courante dans cet abattoir ! La chaîne de froid est quasi inexistante. Quant aux sacrificateurs, des personnes qui n'auraient aucun sta-

tut, ni couverture sociale, encore moins un employeur, seraient les « garde-fous » de l'édifice. Sur le plan juridique, l'abattoir communal de Guelma, comme son nom l'indique, appartient à l'APC mais sous la responsabilité du locataire des lieux, toujours le même. Une responsabilité bien définie suivant un cahier des charges. Contacté, hier, à ce sujet, le P/APC de Guelma nous déclare : « Ce locataire, a, selon les clauses du cahier des charges, la responsabilité de maintenir l'intégrité de l'édifice et ses dépendances ainsi que les matériels existants. Il a aussi la responsabilité de maintenir une hygiène irréprochable des lieux (enlèvement des déchets) et de faciliter le travail de l'inspecteur vétérinaire. »

En clair, à entendre le maire, c'est reparti pour trois longues années d'anarchie, d'autant que la convention signée entre la commune de Guelma et ce locataire a pris effet le premier janvier 2014, jusqu'au 31 décembre 2016. Quoi qu'il en soit, les autorités locales connaissent parfaitement la face visible de ce dossier, reste à expliquer cette reconduction malgré la situation chaotique.

PHOTO: EL WATAN

SOUK AHRAS Arrestation des agresseurs d'une vieille dame

Une abominable agression d'une vieille dame suivie de vol de plusieurs objets de valeur, perpétrée récemment à la cité Chaâbani, vient d'être élucidée par les enquêteurs de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya de Souk Ahras. Il y a environ deux semaines, trois malfaiteurs ont fait irruption à l'intérieur d'un appartement où vit une vieille dame sans assistance. Ligotée et bâillonnée, la victime a perdu connaissance au moment où les voleurs fouillaient dans ses effets personnels à la recherche de l'argent et des bijoux, tout en menaçant de la tuer une fois leur forfait accompli. L'enquête diligentée quelques heures après le vol, a permis l'identification de ses auteurs dont un figurant sur la liste des repris de justice récidiviste. Passés aux aveux les trois malfaiteurs n'ont pu nier leur forfait face aux preuves matérielles présentées par les enquêteurs ainsi que le témoignage de la victime qui a aussitôt reconnu ses bourreaux. Deux inculpés ont été placés en détention préventive par le magistrat instructeur et leur acolyte comparaitra dans les prochains jours devant le tribunal correctionnel de Souk Ahras en citation directe. Les principaux griefs retenus contre ces sinistres individus sont : création d'une association de malfaiteurs, violation de domicile, vol avec violence et menace de mort.

A. Djafri

BORDJ BOU ARRÉRIDJ La littérature féminine à l'honneur

La deuxième édition nationale des journées de la littérature féminine de Bordj Bou Arréridj est organisée du 5 au 8 mai par direction de la culture au complexe culturel Aicha Haddad. Elle a pour thème « L'écriture féminine objet et contenu ». Selon le directeur de la maison de la culture, Touhami Guemihli, le but de ces journées qui regroupent une soixantaine d'écrivaines et chercheurs venus des quatre coins du pays, est de continuer les échanges entamés localement depuis quelque temps, et également d'ouvrir la réflexion aux chercheurs intéressés par le sujet. « Nous voulons aussi mettre en relief le travail de la femme algérienne dans le domaine de la littérature », a-t-il ajouté. Ces journées ont vu la participation de plus de 60 écrivains et chercheurs venus des quatre coins du pays. En marge de la cérémonie d'ouverture, l'écrivaine et médecin Hanine Omar, originaire de Bordj Bou Arréridj, a été honorée par les organisateurs pour ses travaux et ses œuvres.

A. B.

M'SARA (KHENCHELA)

Les habitants revendiquent un cadre de vie décent

Les habitants de la localité de Thenyet Laâbar, dans la commune de M'sara à 75 km du chef-lieu de wilaya, dénoncent des conditions de vie lamentable, en dépit du discours lénifiant et des promesses creuses des responsables locaux. Ils font face, depuis de longues années, au manque d'eau, de gaz, d'aménagement urbain, de couverture sanitaire.

La population jeune est confrontée au chômage et à une oisiveté dangereuse. Bref, c'est un véritable calvaire au quotidien!

Quelques habitants se sont rapprochés de notre journal dans l'espoir de se faire entendre par les autorités concernées.

L'un d'eux nous fait part de leur situation déplorable en ces termes « Notre cadre de vie ne cesse de se dégrader de jour en jour. Le réseau d'assainissement est inexistant, celui routier demeure impraticable surtout en hiver et par mauvais temps; nos enfants trouvent les pires difficultés à rejoindre leurs classes. Nous sommes en 2014 et notre localité n'est pas encore

raccordée au gaz naturel. La desserte en AEP se fait une fois tous les 15 jours; sans parler du chômage endémique qui frappe la région, de nos jeunes qui n'ont aucun moyen de distraction, aucun loisir.

Et tous ces problèmes ont été soulevés à qui de droit, notamment les élus locaux, mais rien n'a jamais été fait. Les colonnes de ce journal restent notre dernier recours pour nous faire entendre du premier responsable de la wilaya. »

Kaltoum Rabia

OUM EL BOUAGHI

Le gaz de ville pour quatre communes

Pratiquement toutes les communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi sont raccordées au réseau du gaz naturel. Il n'en reste plus que quatre, à savoir B'Hir Chergui et Rehia, dans la daïra de Meskiana, et Harmelia (Ain Kercha) et Ouled Zouâï (Souk Naâmane).

Au total, ce sont 1165 foyers qui bénéficieront des bienfaits du gaz naturel courant 2014. Le programme quinquennal prévoit par ailleurs l'extension du réseau vers les nouveaux quartiers non

encore desservis et qui se trouvent respectivement dans les localités de Henchir Toumghenni, Souk Naâmane et Ain Babouche. La nouvelle extension touchera pas moins de 267 foyers. Toujours entrant dans le programme en cours, les nouvelles cités créées récemment en bénéficieront.

Un millier de foyers seront connectés sous peu, avons-nous appris auprès de la direction de distribution d'Oum El Bouaghi. Le taux de pénétration en gaz atteindra les 80 %, voire plus.

L. Baâziz

TÉBESSA

ALERTE À LA FIÈVRE APHTEUSE

Après avoir confirmé l'existence de foyers de fièvre aphteuse dans plusieurs gouvernorats en Tunisie, dont celui de Jendouba, distant de 135 km de la ville de Ouenza (w. de Tébéssa), l'alerte a été aussitôt déclenchée ce lundi par l'inspection vétérinaire pour tous les maquignons et éleveurs de la wilaya de Tébéssa, notamment ceux habitant à proximité des frontières. Palliant à toute éventualité de déclaration de cette épidémie en Algérie, la direction des services agricoles et l'inspection vétérinaire ont organisé des sorties de vulgarisation au profit des éleveurs, notamment dans les régions de Saf-Saf et Bir El Ater, tout en les incitant à faire preuve de vigilance et au renforcement des mesures de prévention pour faire face à l'infiltration de cette maladie qui pourrait réduire à néant notre cheptel. Dans cette même optique, une décision émanant du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, interdisant toute importation de produits laitiers de Tunisie au niveau des quatre postes frontaliers, est entrée en vigueur au début de cette semaine.

Lakehal Samir

Des produits périmés distribués à des écoliers

Les éléments de la sûreté de daïra de Ras El Oued, à 30 km de Bordj Bou Arréridj, ont saisi dernièrement des produits (fromage et chocolat), dans une cantine scolaire de l'école primaire Rebiha Laâyadhi. Selon le communiqué des services de la sûreté, la date de péremption des produits saisis a été mentionnée pour le 25/10/2013. D'autres infractions ont été enregistrées tels que la manque d'hygiène, le non-respect de la chaîne de froid et le mauvais conditionnement des produits. Un dossier a été transmis à la justice dans le quel le directeur de l'école D.M., 58 ans, est poursuivi pour distribution de produits périmés aux écoliers.

A. B.

FERDJIOUA (MILA) Deux morts dans un accident de la route

La cité des 306 Logements de Ferdjioûa a été, ce lundi, vers 14h 30, le théâtre d'un terrible accident de la circulation qui a fait deux morts. Selon la Protection civile, une Peugeot 205 à bord de laquelle se trouvaient deux personnes a dérapé puis s'est renversée au milieu de la chaussée, à l'intérieur de ladite cité. L'accident a causé de graves blessures aux deux occupants de la voiture, B.S., 28 ans, et A.R., 20 ans, lesquels sont décédés peu de temps après leur admission aux services des urgences médico-chirurgicales de la ville, où ils ont été évacués par les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile de la daïra de Ferdjioûa, précise notre source. Une enquête a été ouverte.

B. K.

COMMUNE DE AÏN EL HAMMAM

Les cerisaies menacées par le capnode

● Le capnode, cet insecte ravageur, est en train de réduire les cerisaies, menaçant la pérennité de cette culture en haute montagne.

A chaque printemps, au moment de la floraison, les agriculteurs constatent, avec amertume, qu'une autre partie de leur cerisaie a déperé. De nombreux cerisiers, encore debout, n'ont pas fleuri. «Le coupable», si on peut le nommer ainsi, est le capnode, un insecte ravageur qui est en train de décimer l'une des principales sources de rente des agriculteurs de haute montagne. Même si l'insecte s'attaque également, aux autres arbres fruitiers à pépins, c'est surtout le cerisier qui en pâtit le plus. Les grandes cerisaies qui, il fut un temps, faisaient la fierté des paysans de Aïn El Hammam, se sont rétrécies, ces dernières années. De nombreux vergers, jadis verdoyants où foisonnait «le fruit des anges» ne sont plus que ronces et maquis. Les consommateurs ressentent cette «détérioration» en constatant que les prix des cerises grimpent jusqu'à devenir inabornables, même en pleine saison. Dans les champs, les cerisiers, rabougris, dépérissent peu à peu. Leurs branches perdent leurs feuilles une à une avant que le mal ne s'y installe sournoisement. Le chêne vert et les autres arbustes sauvages gagnent inexorablement du terrain. Pour préserver ce qui peut l'être, des agriculteurs jaloux de leurs



Le «fruit des anges» atteint des prix inabornables en pleine saison

vergers se démènent en traitant leurs vergers avec des produits chimiques, malheureusement hors de prix. «A ce prix, je sélectionne quelques sujets encore sains que je protège pour la consommation familiale», nous confie un sexagénaire qui, il y a une dizaine d'années, tirait des revenus importants de la vente de ses cerises. Malgré les appels des agriculteurs, suivis de vaines promesses des autorités, la menace du capnode, cet insecte vorace, se

fait de plus en plus inquiétant. Les spécialistes préconisent un traitement systématique qui ne peut s'effectuer sans l'intervention de l'Etat. Des sources au fait de la question nous informent qu'une action de lutte contre le capnode était retenue pour 2011 et une enveloppe aurait été dégaagée en conséquence. «Dans cette optique, la conservation des forêts avait envisagé quelques actions à même de donner plus d'efficacité à la

lutte. Une opération de recensement devait être menée auprès des agriculteurs dont les champs sont attaqués par cet insecte», ajoute notre interlocuteur. Force est de reconnaître que cette opération demeure toujours un vœu pieux. Sur le terrain, on ne constate ni traitement ni plantation, devant contribuer à la régénération des cerisaies. Sachant que le parasite s'attaque aussi aux autres rosacées tels l'abricotier, le pommier ou l'amandier, les propriétaires de vergers ne peuvent que constater, impuissants, les dégâts de ce fléau. Le fumier équin, comme traitement naturel, tout comme ces nombreux produits vendus dans le commerce, semblent d'une efficacité limitée. «Quel que soit le remède préconisé, il reste inefficace devant l'absence de traitement global dans la région», estime un agriculteur qui indique que l'insecte se déplace rapidement et peut infester, à nouveau, les arbres traités, dès la saison suivante si le traitement n'est pas correctement effectué dans les propriétés voisines. La période allant de mai à juillet est, d'après les spécialistes, la plus propice pour le traitement des cerisiers. Elle ne doit pas être ratée sous peine de voir le capnode continuer son travail d'éradication du cerisier. **Nacer Benzekri**

AÏT CHAFFA LE «PETIT PARADIS» EN DÉGRADATION

A quelques semaines de l'ouverture officielle de la saison estivale, la renommée plage du «Petit Paradis», dans la commune d'Aït Chaffa (daïra d'Azefoun), à 95 km au nord-est de Tizi Ouzou, est dans une lamentable dégradation. Outre la route d'accès vers cette plage, complètement défoncée, ses infrastructures, conçues en matériaux légers pour accueillir les services assurant la sécurité du site durant la saison estivale, sont également vandalisées, en dépit de leur «surveillance» par deux gardiens s'y relayant. L'on se demande si la plage du Petit Paradis pourra être prête pour accueillir, dans moins d'un mois, ses habitués et innombrables estivants ? Le maire d'Aït Chaffa et son adjoint nous ont indiqué que la dégradation de la voie d'accès vers la plage est due à la circulation de camions de gros tonnage et d'engins d'une entreprise en chantier tout près du site.

Le patron de l'entreprise s'est engagé, après le dépôt de plainte par l'APC, de remettre les lieux en bon état dans une dizaine de jours, autrement dit avant le lancement de la saison estivale. Concernant le vandalisme des lieux, les mêmes élus avouent que ce sont des actes qui n'ont pu être évités, puisque les gardiens en question n'assuraient pas un service de nuit et, en plus, ils viennent d'être mutés vers l'annexe de mairie de Sidi Khelifa. Nos interlocuteurs ajoutent que l'APC n'a pas de budget nécessaire à même d'enga-



ger des travailleurs pour assurer un gardiennage adéquat de la plage, à savoir de jour comme de nuit. Dans ce sens, ajoute le maire, «nous avons demandé à M. le wali de nous accorder entre autres 8 postes d'agents de sécurité en vue de veiller à la préservation des bâtisses, ainsi que du sable qui fait l'objet de pillage au niveau des plages du Petit Paradis et de Sidi Khelifa», expliquent les élus de l'APC d'Aït Chaffa. **M. Benyakoub**

LARBAË NATH IRATHEN

Conférence sur l'histoire et l'architecture de la ville

L'Entreprise des événements culturels et scientifiques (EMEV), en collaboration avec la direction de la culture de Tizi Ouzou et l'APC de Larbaâ Nath Irathen, a organisé samedi dernier à la bibliothèque communale une conférence sur le patrimoine architectural, intitulée «De Fort National à Larbaâ Nath Irathen», animée par l'architecte Lynda Ouar. L'objectif de manifestation est, d'une part, de reconstituer et transmettre la mémoire matérielle de la ville, et, d'autre part, permettre l'échange avec chacun des habitants de la mémoire de cette ville. La rencontre vise aussi à sensibiliser les autori-

tés locales et les citoyens sur la nécessité de sauvegarder le patrimoine architectural de l'ex Fort National, actuellement en péril, en pensant notamment à la revalorisation des sites historiques de ce centre urbain. La conférencière a présenté un plan d'archives de la ville coloniale de l'ex Fort national. Elle a évoqué la situation des édifices historiques, à l'exemple de la «Porte d'Alger», de la «Porte du Djurdjura», des «Deux Fortins d'Imainsserane et d'Aboudid», des «Bâtiments du centre civil historique», tel que l'hôtel de ville, l'église, la poste, l'école élémentaire, le

cercle militaire, les 3 hôtels de Fort national et les 96 logements «Djumbo». De l'évolution de cette ville fortifiée à l'agglomération urbaine actuelle, elle dira que les démolitions entreprises au centre historique de la ville suite à l'érection de nouvelles constructions, ont modifié sa physiologie (contraste entre les anciennes et les nouvelles constructions). Lynda Ouar énumère le bilan de la dégradation de ce patrimoine architectural datant de l'époque coloniale. L'oratrice a présenté des pistes de réflexion quant à l'idée de préserver ce patrimoine. **Hamid Meradji**

Risque de pollution à Mechtras

Une menace de pollution plane sur le chef-lieu de la commune de Mechtras, situé au sud de la wilaya de Tizi Ouzou, en raison de la vétusté des réseaux d'assainissement et de l'AEP (alimentation en eau potable), en plus du manque de canaux de drainage des eaux pluviales. Les eaux

des oueds traversant ce chef-lieu communal relevant de la daïra de Boghni, des fontaines publiques et des centaines de puits appartenant à des particuliers, sont touchées par la pollution. La population a moult fois réclamé la réfection des conduites d'AEP, de l'assainissement et la réalisation

de stations d'épuration afin de préserver l'environnement et la santé publique en général, mais en vain. Le vice président de l'APC indique qu'une étude pour séparer et sécuriser les réseaux de l'AEP et d'assainissement, ainsi que ceux de drainage, est nécessaire. Cette étude doit

être prise en charge financièrement par les services de l'Hydraulique. A rappeler qu'une station d'épuration intercommunale Boghni-Mechtras est en cours de réalisation. Sa mise en service est prévue pour le mois d'août prochain, selon le chef de daïra de Boghni. **H. Aït Idrir**

FUITES SUR LE RÉSEAU AEP

Le château d'eau situé au dessus de la ville d'Aït Chaffa alimente plusieurs villages relevant de cette municipalité et de la commune voisine de Zekri. Ce grand réservoir, doté également d'une pompe pour refouler l'eau vers Zekri, est alimenté par la station de pompage reliée aux captages de Sidi Khelifa. Cette conduite principale datant de plusieurs années, est désuète et sujette à des éclatements fréquents, notamment sur le tronçon Igoujdal-Aït Chaffa, soit sur une distance d'environ 1.200 mètres. Il ne se passe pas une semaine sans qu'il n'y ait une fuite sur ce vétuste réseau, clament des villageois. Lorsqu'une fuite est réparée, une autre se produit à quelques mètres plus loin, et cela perdure depuis plusieurs années. D'énormes quantités d'eau se perdent ainsi fréquemment dans la nature, sans pour autant que les responsables concernés daignent résoudre le problème définitivement.

Les deux tiers de la conduite ont été refaits, mais il reste un tronçon de 1,2 km qui continue à enregistrer d'énormes pertes d'eau à l'Algérienne des eaux (ADE), avec tous les désagréments que cela engendre aux habitants de la région. Les citoyens et l'APC d'Aït Chaffa ont moult réclamé auprès des services de l'hydraulique de la daïra d'Azefoun. Ces derniers ont promis de prendre en charge ce problème incessamment. **M. Benyakoub**

MOSTAGANEM

200 aides supplémentaires pour l'accès au logement rural

La commune de Sidi Ali vient de bénéficier d'un quota supplémentaire de deux cent aides pour l'accès au logement rural qui ont été attribuées dernièrement par la wilaya de Mostaganem à la commune de Sidi Ali et ce, au titre du programme complémentaire. Ce nouveau quota s'ajoute aux 200 logements dont a bénéficié ladite commune depuis l'année 2013.

A noter que Sidi Ali, une commune à vocation agricole, regroupant quelque 63 douars, connaît un déficit en matière d'habitat rural, selon les demandes formulées par les citoyens de cette localité.

Par ailleurs, d'après les responsables de la commune, les logements en question ont été attribués après une étude de chaque dossier par une commission assermentée.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie des citoyens. Dans ce même contexte, les responsables de cette importante localité souhaitent d'autres quotas afin de pouvoir satisfaire le maximum de familles vivant dans la précarité. En attendant, les habitants de cette localité se disent satisfaits du dernier quota supplémentaire octroyé par la wilaya. A. T.

TIARET

Un cambrioleur piégé

Un jeune homme, R.G.K., la trentaine, a provoqué, avant-hier soir dimanche, aux environs de 23 heures du soir, par son geste désespéré, une certaine inquiétude mais aussi de l'étonnement parmi la foule venue s'enquérir de la scène qui a lieu à l'unité de lait «Sidi Khaled».

Après avoir escaladé la toiture en tuiles rouges, le voleur s'est jeté dans le vide. Des voisins mitoyens ont alors accouru pour connaître la suite.

Une fois au niveau de la grande porte, ils entendirent des gémissements et comprirent que le voleur venait de se faire piéger à l'intérieur du dépôt.

Alertés, les policiers ont ramené le chef de dépôt et même le directeur de l'unité pour ouvrir la porte et cueillir le cambrioleur. Evacué vers l'hôpital avec plusieurs fractures, le mis en cause sera ultérieurement présenté devant le procureur pour tentative de vol. A. F.

SANTÉ

La formation au cœur de toute réforme

Les participants aux assises de la Santé ont plaidé pour une valorisation du budget destiné à la formation et pour une relance de la formation initiale. L'intégration de la formation continue spécialisée est aussi souhaitée par les paramédicaux.



La Santé a besoin d'une réforme profonde

Deux jours de débat à l'école paramédicale de Béchar ont suffi aux participants de passer au peigne fin les faiblesses, les carences et autres insuffisances de la loi 85-05 de 1985 régissant actuellement le système de la santé publique qui n'est plus adaptable à l'évolution de la société et au contexte actuel, reconnaissent ces participants. Ces assises régionales, qui ont regroupé les wilayas de Nâama, El Bayadh, Adrar, Tindouf et Béchar, ont vu la présence de 8 représentants du ministère de la Santé, de praticiens et cadres du secteur, visant à la révision de ladite loi. Elles se sont achevées par de nombreuses recommandations après la constitution de six ateliers de travail. Si les moyens humains, matériels et logiciels ont été mis en relief dans le but de préserver l'efficacité et la cohésion du système de la santé publique dans sa globalité, les recommandations émises ont, en particulier, insisté sur les ressources humaines, la formation continue

et la recherche scientifique. Pour le premier point, il s'agit de prendre impérativement des mesures incitatives pour les médecins spécialistes installés au Sud. Ces mesures doivent se matérialiser, recommande-t-on, par la diminution des années d'exercice de 32 ans à 27 ans pour les employés de la Santé.

La création d'un SAMU aérien pour la région du Sud-ouest pour pallier la problématique des évacuations dues au déficit de personnel ; le développement de la coordination intersectorielle avec la santé militaire, la révision des statuts particuliers à tous les personnels de la santé ainsi que l'adoption des régimes indemnitaires sont fortement réclamés par les participants qui ont préconisé aussi une décentralisation de la gestion des postes supérieurs des administrateurs vers les DSP.

Pour le deuxième point, à savoir la formation, il a été recommandé de la rendre obligatoire pour toute la corpora-

tion. Pour atteindre cet objectif fixé, il est nécessaire, aux yeux des participants, de valoriser le budget destiné à la formation et de relancer la formation initiale pour les corps des assistants dentaires, hygiénistes, brancardiers, ambulanciers, etc. L'intégration de la formation spécialisée des paramédicaux dans le cursus de la formation continue est aussi envisagée. Quant au troisième point relatif à la recherche scientifique, il a été préconisé l'intégration des établissements de santé du Sud-ouest dans les projets de recherche dans le cadre de la convention de jumelage. Les participants ont demandé d'initier la recherche scientifique à travers la mise en place de supports d'information. La création d'une chaîne thématique télévisuelle sur la santé publique a été sollicitée. Toutes ces recommandations seront soumises aux prochaines assises nationales sur la Santé qui auront lieu au début du mois de juin à Alger.

M. Nadjah

LES PRATICIENS PRIVÉS EXCLUS DES ASSISES

L'association du corps médical privé de la wilaya de Chlef n'a pas été conviée aux assises régionales de la Santé qui se sont déroulées du 3 au 4 mai à Alger. L'invitation a été adressée aux seuls représentants du secteur public, dont des gestionnaires des établissements de soins. L'ACMPC, qui est pourtant une association très active dans le domaine de la santé, a donc été étrangement exclue de ce rendez-vous organisé par le ministère de la Santé pour préparer les assises nationales de

la Santé. Les praticiens concernés disent ne pas comprendre la décision des organisateurs, dans la mesure où, indiquent-ils, la rencontre régionale était destinée à réunir tous les acteurs du secteur afin d'améliorer le système de soins dans notre pays. Le ministre de la Santé a lui-même souhaité la participation de l'ensemble des intervenants dans les structures sanitaires publiques et privées. Mais, entre le discours officiel et la réalité sur le terrain, il y a un fossé énorme ! A. Yechkour

ADRAR

5 joueurs blessés lors d'incidents dans un stade

Les joueurs témouchentois sont rentrés avant-hier très traumatisés par le calvaire infernal vécu à Adrar lors de la rencontre footballistique entre les équipes CRB Adrar et ZSA Témouchent. «En effet, avant le début de la rencontre, les supporters d'Adrar ont commencé à caillasser le bus qui nous transportait en direction du stade ; ensuite, les agressions ont continué pendant et après le match. Nous avons été sauvagement agressés. Moi, j'ai été le plus gravement blessé par des barres de fer et des jets de pierre. J'ai écopé des coups sur tout mon corps et surtout à la tête qui a subi huit points de suture», affirme le gardien de but du ZSAT, Amir Iliès, en nous montrant des photos prises lors des agressions. En outre, le coach du club témouchentois a déclaré que «cinq de ses joueurs ont été gravement blessés, les agresseurs ont poursuivi les joueurs jusqu'à l'intérieur des vestiaires. Les éléments de la Protection civile d'Adrar nous ont secourus et transférés aux urgences médicales pour subir les premiers soins». O. Salem

EL-BAYADH

La production de laine se porte bien

Les éleveurs jubilent et affichent un large sourire en ce début de période de tonte du mouton. D'ores et déjà, ils aiguisent leurs ciseaux en ce début de saison qui s'annonce très prometteuse. Il en va de même pour les éleveurs de chameaux qui, en sus de la prime d'élevage d'un montant de 6.000,00 DA que leur accorde annuellement l'Etat par tête, ils savent que la laine recueillie leur rapporte le double, voire le triple pour chaque éleveur. Avec une production de laine de mouton annuelle dépassant les 6.000 tonnes, la wilaya d'El-Bayadh peut se targuer d'occuper la troisième place sur le podium de ce créneau qui constitue un apport financier d'appoint non négligeable pour les éleveurs de la région. «Chaque tête de mouton peut donner parfois jusqu'à 03 kilogrammes de laine pure, au prix de 120,00 DA le kg», nous confie A. Bendjelloul du quartier Oued Ferrane, un fin connaisseur du marché et commerçant ayant pignon sur rue.

Un prix bien en dessous de la laine de chameau, très prisée et qui s'arrache à 4000,00 le kg. Ce produit très prisé, poursuit notre interlocuteur, s'arrache à prix d'or par des intermédiaires de tous bords, venus de lointains horizons mais qui, hélas, prend d'autres destinations au-delà de nos frontières Est du pays pour terminer son long voyage dans les pays du Golfe et ceux du bassin méditerranéen. Autrefois traitée et dépourvue de toutes ses impuretés, cette production de laine atterrissait dans les manufactures locales de fabrication de tapis et de tapis de très haute qualité, offrant ainsi des dizaines d'emplois à domicile aux femmes disposant de métiers à tisser traditionnels. Faut-il souligner que l'idée même de création d'unités de conditionnement de la laine, destinée au tissage de tapis et tapisseries ainsi que celle de traitement des peaux et cuirs, n'effleure même pas l'esprit de nos investisseurs.

Et dire qu'une zone d'activité industrielle, dotée de toutes les commodités, vient d'être récemment implantée au chef-lieu de la wilaya. En attendant la prise en charge réelle et le développement industriel de l'une des ressources vitales de cette région, les prix de ces deux produits continueront leur folle ascension puisqu'ils ont déjà trouvé preneurs dans le vieux continent par le biais d'une filière bien structurée. Rafik M.

AÏN TRID (SIDI BEL ABBÈS) Des parents d'élèves réclament un CEM

La réalisation d'un collège d'enseignement moyen à Aïn Trid, localité distante d'une quinzaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Sidi Bel Abbès, s'avère plus que jamais impérieuse. C'est du moins ce qui ressort des propos de bon nombre de parents d'élèves dont le principal souci est de voir l'inscription d'un CEM dans leur commune. Une demande pressante qui, considèrent-ils, mettrait fin au calvaire de leurs enfants qui sont contraints de faire quotidiennement de fastidieux déplacements à Sidi Bel Abbès pour y poursuivre leur scolarité. Face à cette situation qu'ils jugent pénible aussi bien pour eux que pour leurs progénitures, certains d'entre eux se sont résignés à interrompre la scolarité de leurs filles. De plus, pour d'autres parents, les déplacements journaliers se sont répercutés négativement sur les moyennes scolaires de leurs enfants. Pour toutes ces raisons, ils sollicitent unanimement l'intervention des pouvoirs publics pour l'inscription d'un projet de CEM au profit de leur commune. M. Habchi

APW DE OUARGLA

Vers une coopération entre la presse et les autorités locales

- Louable initiative que celle de célébrer la journée internationale de la liberté de la presse par un débat entre les professionnels des médias, des universitaires, des élus et des cadres de l'Exécutif
- Ils se sont rencontrés autour d'une thématique peu commune : «Positiver et améliorer la visibilité médiatique de la wilaya de Ouargla».

Une séance en plénière qui a survolé l'ancrage juridique du monde des médias en Algérie, le traitement de l'information économique et l'importance de la spécialisation ainsi que le rôle de l'élus dans l'équation médias-développement local. Mais le débat s'est vite déplacé vers des ateliers plus réduits, où le maître-mot était la relance de la dynamique de la coopération entre la presse locale et les collectivités locales. Ainsi, pour Madani Madani, journaliste-blogueur, «les acquis de la presse, tant sur le plan national que local, ne peuvent avoir de l'effet sur la pratique journalistique si la source de l'information reste fermée à tout contact, car la vraie difficulté est dans le manque d'implication de l'administration avec la presse indépendante, ce qui réduit les avancées du secteur à des acquis structurels et juridiques sans retombée réelle». Le journaliste concède aux organisateurs le fait que «le niveau général de la presse reste médiocre du fait même du manque d'implication des intellectuels et des vrais professionnels dans la presse écrite, laissant le terrain à toutes sortes d'opportunismes». Ali Djeridi, journaliste à la radio locale de Ouargla, parlera d'un changement radical de la conception même du métier de journaliste qu'il définit comme «partie prenante dans le processus de relance du développement local». L'animateur du Forum du développement à Radio Ouargla estime que «les médias ont pour devoir et rôle d'amener le citoyen vers une interactivité agissante avec les différents programmes de développement et aider à consti-



tuer une conscience collective sur le sujet». Le journaliste est un éternel opposant au pouvoir, soulignera Hadjadj Messaoud, membre de l'APW de Ouargla dont l'opinion semble s'orienter vers «un changement de regard sur le rôle des médias comme associés au développement durable». La formation des journalistes destinés au journalisme de proximité est une spécialité à part entière, relèvera le P^r Bouhania Goui, qui parle d'une refonte de la formation des journalistes locaux avec «une mise en exergue de leur motivation pour ce métier, l'intérêt pour la vie locale sous tous ses aspects, mais aussi pour leurs qualités d'écoute et d'expression afin de tendre vers la professionnalisation et l'amélioration du savoir et des compétences nécessaires à la couverture médiatique locale». C'est dans ce sens qu'une révision des contenus de la formation dispensée par l'université de Ouargla

dans le cadre de la licence de journalisme et de communication devrait être envisagée pour adapter celle-ci aux besoins spécifiques des médias locaux à la recherche de collaborateurs de plus en plus compétents et au fait de l'information locale de proximité. La multiplication des pages locales consacrées à la wilaya de Ouargla et au Sud en général dans la presse nationale est un argument en faveur d'une formation plus pertinente et des sessions de recyclage à même d'améliorer les performances d'une corporation pointée du doigt par les collectivités locales, justement parce que «la presse locale regarde la moitié vide de la coupe et néglige les aspects positifs». Dans ce sens, le président de l'APW de Ouargla a proposé la création d'un espace de concertation et de débat entre les différents acteurs du développement local. Mohamed Yazid Benkrima a souligné, à l'occasion

d'un débat radiophonique animé par Ali Djeridi, que «la presse locale est un partenaire à part entière des collectivités locales et qu'à l'avenir la place doit être donnée au mieux-vivre et au mieux-développer afin d'instaurer une meilleure relation dans l'insert du citoyen ouargli». Abdelbari Soudani, directeur de la station régionale de l'ENTV, parlera pour sa part d'une «nécessité de réviser les bases du métier de journaliste où l'éthique et le respect mutuel seront rois». Ce journaliste soulignera également que les qualités requises lors du recrutement du correspondant de presse doivent impérativement inclure «la maîtrise des techniques de rédaction, du recoupement de l'information, une certaine polyvalence, une solide culture générale et de qualité d'expression, sans oublier la bonne connaissance du milieu et des problèmes locaux».

Houria Alioua

BORDJ OMAR — DRISS L'équilibre alimentaire en débat

C'est en collaboration avec l'APC de Bordj Omar Driss et sur initiative de l'Association d'aide aux diabétiques de cette commune que se sont tenues, les 3 et 4 mai, deux journées d'étude et de formation placées sous le thème : «Ton aliment, prévention et guérison», encadrées par Karim Messous, nutritionniste et membre actif du laboratoire Roche. Karim Messous, très connu pour ses interventions sur les chaînes de télévision nationales, en particulier le programme «Sabahiate», a animé, deux jours durant, à la Maison des jeunes de la commune de Bordj Omar Driss, une série de conférences-débats sur ce thème dont la première journée était consacrée aux femmes. Lors de son intervention, le conférencier a développé devant le grand public, dans une langue simple et étayée par des exemples, «le rapport entre la qualité de l'alimentation et la prévention contre les maladies, telles la grippe, l'augmentation du taux de cholestérol, l'augmentation du taux de gras dans le sang, les maladies cardiaques, l'hypertension artérielle, quelques types de cancer et le diabète de type 2».

Tenant à souligner l'importance de l'équilibre alimentaire, le diététicien plaide pour une action de sensibilisation et a donné une série de mesures diététiques pour adopter un régime alimentaire sain et équilibré, faible en matières grasses et en cholestérol et riche en légumes, fruits et à haute teneur en fibres, et d'éviter, voire supprimer, les boissons gazeuses sucrées. Aussi, une bonne hygiène de vie avec une activité physique régulière, notamment la marche quotidienne, sont également recommandées pour aider à garder une bonne santé. Senoussi Bihman, président de l'Association d'aide aux diabétiques et chef de service du laboratoire de la polyclinique de la commune, s'est montré très satisfait des résultats de cette rencontre scientifique, qui s'est déroulée dans un esprit d'échange et de convivialité. «D'autres journées d'étude seront organisées au profit des travailleurs de différentes sociétés pétrolières exerçant sur le territoire de la commune, dont la première rencontre sera tenue à la direction régionale de Tin Fouyé Tabankort», a confirmé M. Bihman. A signaler que cette rencontre a eu l'heureuse et l'inestimable initiative d'octroyer un don de 96 lecteurs de glycémie aux diabétiques de cette localité, gracieusement offerts par le laboratoire Roche.

Bouda Brahimi

HADJ 2014 À GHARDAÏA

580 places pour 34 846 candidats

C'est vraiment insuffisant comme quota pour une wilaya comme Ghardaïa qui compte 13 communes. D'ailleurs, regardez par vous-même cette grande tristesse qui se lit sur beaucoup de visages de vieux et de vieilles qui s'inscrivent pour la énième fois sans pour autant pouvoir encore réaliser ce rêve que fait chaque musulman de voir la tombe du Prophète (QSSSL) et ainsi accomplir un des cinq piliers de l'islam», déclare un responsable à la direction des affaires religieuses de la wilaya de Ghardaïa qui assistait, au cinéma M'zab, au tirage au sort effectué, samedi, pour désigner les heureux lauréats de cette année pour la commune de Ghardaïa. En effet, sur 87 771

inscrits pour la seule commune de Ghardaïa, chef-lieu de wilaya, seul un quota de 170 places a été réservé et encore il faut prendre en considération le fait que 17 places (soit 10% du quota accordé) sont considérées comme suppléants et gardées en réserve pour l'année prochaine si Dieu prête encore vie à leurs lauréats. Pour toute la wilaya, qui compte pas moins de 13 communes, un infime quota de 580 places a été accordé cette année sur pas moins de 34 846 inscrits, soit un taux très en deçà des demandes à hauteur de 1,66%. «Ce sont les restrictions imposées par le pays hôte, l'Arabie Saoudite, qui ont fait que cette année les hadjis sont en nombre moindre que les autres années.

Des travaux sont en cours de réalisation à La Mecque et c'est cela qui a contraint les autorités saoudiennes à imposer une révision à la baisse du nombre de pèlerins algériens pour cette année», affirme Mohamed, un cadre de la direction des affaires religieuses et des wakfs de la wilaya de Ghardaïa. «Cela fait 11 fois que je m'inscris et la chance n'a toujours pas voulu me sourire, j'espère que j'irai un jour effectuer ce pèlerinage avant de mourir. C'est mon seul vœu», nous dit avec philosophie et un sourire radieux sur le visage, aâmi Mustapha, un ancien coiffeur, très connu sur la place de Ghardaïa.

K. Nazim

EL WATAN RECRUTE

Des journalistes basés à Ouargla, Touggourt et Hassi Messaoud. Envoyez vos CV à l'adresse mail suivante : redaction.ouargla@gmail.com.

Pour toutes vos publicités, une seule adresse : Bureau régional d'El Watan cité du 24 Février près de l'étude notariale Makhlofi La Silice - Ouargla

Téléfax : 029 76 86 86
poubouargla@elwatan.com

Sahara occidental, le tournant ?

Par Baba M. Sayed

Professeur à l'université Alger 3



PHOTO : B. SOULHI

Avec l'adoption de la résolution 2152 du Conseil de sécurité, qui, faut-il insister, a ignoré royalement, d'une part, les appels répétés de détresse des habitants des zones occupées de la RASD et des organisations des droits de l'homme de voir le mandat de la Mission des Nations unies élargi inclure la défense des droits des Sahraouis contre les forces de l'occupation marocaine, et d'autre part, l'espoir du peuple sahraoui de préserver ses richesses du pillage, l'on peut dire que ce qu'il a été convenu d'appeler, abusivement, le processus de paix au Sahara occidental a vécu. Ce n'est désormais qu'un slogan creux, voire une imposture langagière qui ne convainc plus personne. Le Maroc, plus édifié que les Sahraouis sur la réalité et la nature des relations internationales (un champ clos d'affrontement permanent entre puissants, où les faibles n'ont pas voix au chapitre), a su utiliser à son avantage notre naïveté et la confiance, exagérée et non justifiée, que nous avons placée dans certaines puissances occidentales et organisations internationales pour nous aider à recouvrer nos droits. En convainquant ses alliés traditionnels, en particulier la France et l'Espagne, que l'organisation d'un référendum au Sahara occidental engendrerait, immanquablement, une déstabilisation généralisée du royaume, il a réussi, progressivement, avec le soutien actif de ces mêmes pays, à vider le plan de paix de sa substance, en le réduisant à la seule clause du cessez-le-feu. Et il ne s'est pas contenté, par la suite, de ce tour de force, pourtant jugé décisif, il a investi son énergie et ses moyens pour substituer au plan de paix onusien, dont la base est le droit imprescriptible du peuple sahraoui à l'autodétermination, une forme de solution bâtarde, l'autonomie, qui devrait lui procurer,

si on n'y prend garde, entre autres avantages, l'extraordinaire possibilité d'une «sortie légale de la légalité». Progressivement et d'une manière insidieuse, dans les résolutions des organisations internationales, notamment celles du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations unies, l'organisation du référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental semble n'être plus qu'un objectif prioritaire, comme en 1991, des efforts de la communauté internationale.

Ainsi, il n'est plus question dans la littérature des organisations internationales que d'une «solution mutuellement acceptable par les deux parties». Ce qui laisse clairement entendre que le bourreau et sa victime sont, dorénavant, placés sur un pied d'égalité et considérés, de manière indifférenciée, comme les «deux parties prenantes au conflit». Dès lors, la préoccupation de la communauté internationale ne consiste plus à essayer d'imposer le droit, mais de composer avec le droit de la force dont se prévaut l'occupant marocain. Autrement dit, il n'est plus question d'amener l'occupant marocain à s'engager dans le processus de décolonisation, mais plutôt les «deux parties, le Front Polisario et le royaume chérifien» à trouver un «compromis satisfaisant». Et puisque ces démarches ont pour cadre le domaine des relations internationales, il est plus aisé pour la communauté internationale, ou plus précisément pour la France, «la puissance maghrébine» d'obliger la victime, en l'occurrence le peuple sahraoui, à ne plus se plaindre du traitement de son bourreau et à accepter, stabilité et pérennité de la monarchie obligeant, ce que voudrait bien lui offrir son

sur l'étendue de leur territoire. Hors de cette possibilité, point de salut, ni pour eux ni pour leurs enfants. Et pour réussir ce pari vital, il leur faut emprunter d'autres chemins que ceux parcourus depuis 1991, changer leur manière de faire la politique, accorder une place privilégiée à la jeunesse et investir dans l'édification et la consolidation d'institutions nationales, seules à même de leur permettre de réaliser ce qui devrait être leur seul et unique objectif : l'indépendance de leur pays. Alors, les Sahraouis sont-ils disposés à prendre ce tournant ? Qu'ils le veuillent ou non, leur futur et celui de leur progéniture est pourtant à ce prix. Car nous ne devons plus oublier que depuis son déploiement en 1991 sur le territoire du Sahara occidental, qui a été soigneusement médiatisé par le mandat qu'elle avait de la part du Conseil de sécurité, le pressant de conduire à la liberté, le seul résultat, sûr et vérifiable, dont la Minurso pourrait, décidément, se prévaloir, après 23 ans de présence dans la région, est qu'elle a largement contribué à «pourrir» la situation dans le territoire sahraoui et discréditer, de manière irréversible, les Nations unies aux yeux d'un peuple qui fondait, jusqu'à tout récemment, de grands espoirs sur sa capacité à le restaurer dans ses droits.

En clair, la Minurso a piteusement failli à sa mission. Couchée devant la puissance coloniale marocaine et soumise à ses ordres, elle s'est montrée lamentablement impuissante à honorer ses engagements et à organiser le référendum d'autodétermination qui devrait, dans les mois qui ont suivi son déploiement dans l'ex-colonie espagnole, donner la possibilité au peuple sahraoui de disposer librement

la présence coloniale marocaine et empêcher la communauté internationale d'être au fait de l'ampleur de leurs souffrances et de leur endurance, le pouvoir marocain ne lésine pas, ces derniers temps, sur l'importance des moyens à utiliser. Et comme d'habitude, les dégâts collatéraux ont été nombreux et graves.

Objet quotidien de toutes les formes de vexation et d'humiliation de la part des forces d'occupation marocaines, les Sahraouis, meurtris, ne peuvent plus ne pas s'interroger, dorénavant, sur l'utilité et l'efficacité de la stratégie de résistance pacifique privilégiée jusqu'ici.

Ils ne peuvent plus ne pas se demander, à présent, jusqu'à quand ils peuvent encore accepter de continuer d'opposer, à la violence et à la barbarie aveugles d'un makhzen assuré de l'impunité, leurs seuls cris de révolte et de détresse. Ils ne peuvent plus ne pas se demander, face à l'indifférence de la communauté internationale, jusqu'à quand ils peuvent encore résister à la tentation d'user, face à la sauvagerie du pouvoir marocain et de ses forces de sécurité, de la violence légitime pour se défendre, défendre leurs enfants, leurs familles, leurs propriétés et leurs biens.

Excédés et déçus par le peu d'intérêt témoigné par la communauté internationale à leur opinion, courageuse et difficile résistance pacifique, les Sahraouis ne peuvent plus, désormais, faire l'économie d'une profonde réflexion sur le bienfondé de leur stratégie pacifique. Devant les affligeants et répétitifs spectacles d'épouses et de sœurs violées, de frères ou d'amis régulièrement massacrés, gravement blessés ou injustement embastillés par les Groupements urbains de sécurité (GUS), les Sahraouis semblent de plus en plus convaincus que les moyens pacifiques n'ont pas été d'une grande utilité face aux capacités destructives de l'appareil de répression marocain. En tout cas, ces moyens pacifiques n'ont pas empêché les autorités marocaines de quadriller l'ensemble des zones occupées de la République arabe sahraouie démocratique et de les soumettre à un régime de non-droit qui a favorisé tous les dépassements et dérapages. Le colonialisme, disait le général Giap, est un mauvais élève qui ne retient aucune leçon de l'histoire. Le colonialisme marocain est non seulement un mauvais élève, les 30 dernières années nous l'ont amplement montré, mais aussi et surtout un élève cynique, mal élevé, peu respectueux des autres et habitué à ne craindre que ceux et celles qui se montrent prêts à lui opposer une réelle détermination dans la défense de leurs droits et de leur liberté. Conforté dans son intransigeance par les gouvernements successifs français et le parti socialiste ouvrier espagnol qui leur doivent, ne l'oublions pas, leur arrivée au pouvoir, le royaume du Maroc est en train d'«expérimenter au Sahara occidental une politique coloniale caractérisée qui mine la stabilité et la paix dans la région et sème la haine et la discorde entre ses peuples. Peuple que tout unit pourtant : la religion, l'histoire, la géographie, la langue, la culture... Jusqu'à quand les peuples du nord-ouest de l'Afrique doivent-ils subir dans la résignation les caprices et les pratiques humiliantes de la famille royale marocaine et accepter, sans broncher, de subir les conséquences désastreuses de sa politique du pire avec le risque désormais sérieux de perdre leur dignité et leur honneur ?

B. M.-S.

EN CONVAINQUANT SES ALLIÉS TRADITIONNELS, EN PARTICULIER LA FRANCE ET L'ESPAGNE, QUE L'ORGANISATION D'UN RÉFÉRENDUM AU SAHARA OCCIDENTAL ENGENDRERAIT IMMANQUABLEMENT UNE DÉSTABILISATION GÉNÉRALISÉE DU ROYAUME, LE MAROC A RÉUSSI PROGRESSIVEMENT, AVEC LE SOUTIEN ACTIF DE CES MÊMES PAYS, À VIDER LE PLAN DE PAIX DE SA SUBSTANCE, LE RÉDUISANT À LA SEULE CLAUSE DU CESSEZ-LE-FEU.

bourreau marocain. Et le procédé «légal» pour arranger «légalement», tout cela sont de prétendues négociations tout aussi «bidon» qu'infructueuses. Il est grand temps de dire haut et fort que cette farce a trop duré. Les Sahraouis doivent réaliser, désormais, que leur avenir et leur chance de pouvoir vivre un jour en hommes libres et dignes, dans la région du nord-ouest de l'Afrique, dépendent essentiellement de leur capacité à se mobiliser pour imposer leur Etat national

de son devenir. Plus grave, la Minurso, qui s'est détournée de sa mission première qui est d'aider au parachèvement de la décolonisation du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique, s'est muée, avec les années, en force auxiliaire qui seconde l'armée marocaine dans ses tâches quotidiennes de maintien de l'ordre colonial. N'ayant plus d'ambition ou de tâche précise à part celle d'aider l'occupant colonial marocain à neutraliser les combattants sahraouis, et partant obliger progressivement le peuple sahraoui à accepter le fait accompli que les autorités veulent lui imposer, la Minurso est devenue, c'est un constat qui participe de l'évidence pour tous les observateurs vigilants du dossier sahraoui, un insupportable fardeau pour la communauté internationale et pour les Sahraouis. Refusant catégoriquement de prendre en charge, comme l'y invitent régulièrement et de manière urgente, de nombreuses organisations humanitaires et des droits de l'homme, la défense de milliers de civils sahraouis, objets constants de l'arbitraire du makhzen, la Minurso, qui a perdu toute utilité, n'a plus rien à faire au Sahara occidental.

Dans l'intérêt des Sahraouis et de ses propres promoteurs, elle doit, au plus vite, se ressaisir ou quitter le territoire. Après tout, comment accepter que les forces chargent régulièrement, avec une violence et une sauvagerie indescriptibles devant ses responsables et ses sièges dans les différentes régions du Sahara occidental occupé, des pacifistes qui ne demandent que l'organisation du référendum qui est en fait la raison de son existence et de sa présence dans le territoire ? Pour bâillonner les Sahraouis, les empêcher de crier leur ras-le-bol de

Société d'Importation et de Distribution
d'Equipements médicaux
- Alger -

RECRUTE

**Responsable
Commercial(e)**

- Régions : Centre - Est - Ouest

- ✓ Diplôme d'études commerciales en marketing
- ✓ Bonne présentation.
- ✓ Sens des responsabilités et de la communication
- ✓ Libre de tout engagement
- ✓ Salaire motivant négociable
- ✓ Possédant véhicule (exigé)

Merci d'adresser le CV et la lettre de motivation à l'adresse mail suivante :
recrut_publicite@yahoo.fr

Exclusives Tours

**vous propose
un séjour de rêve**

en Russie

**pendant la période
des nuits blanches**

**séjour combiné
Moscou-Saint Petersburg**

**du 12 au 23 juin 2014
12 jours, 11 nuitées**

Places limitées.

Pour toutes inscriptions et informations,
veuillez nous contacter par
Tél. : 021 59.14.40 & 021 59.14.36
Email : infos@exclusivetours.com
Adresse : cité des PTT, n°65, Hydra, Alger

PERTE D'UN CACHET

**La Sarl Traiteur
Le Raffiné situé au lot Mabrouk
n°4, Ouled Fayet**

n'ayant toujours pas retrouvé son cachet
humide perdu depuis novembre 2013, déclare
toute responsabilité quant à son utilisation.

Prière à toute personne ayant des
informations de contacter le : **0771 54 08 37**

IL ACCORDE SA PREMIÈRE INTERVIEW AUX MÉDIAS ÉGYPTIENS

Les promesses du candidat Abdelfattah Al Sissi

● Le maréchal Abdelfattah Al Sissi a fait sa première apparition télévisée depuis le lancement officiel de la campagne présidentielle, le 2 mai dernier.

Le Caire (Egypte)
De notre correspondante

Le maréchal Al Sissi ne s'était pas exprimé à la télévision depuis l'officialisation de sa candidature. Donné grand vainqueur face au nassériste Hamdeen Sabahi, il s'est prêté à l'exercice de l'interview politique préenregistré. Devant lui, deux présentateurs vedettes, Ibrahim Issa de la chaîne ONTV et Lamis el Hadidi de CBC, tous deux acquis à la cause de l'ex-ministre de la Défense. C'est donc sans grandes difficultés que le maréchal a énuméré les grands thèmes de sa campagne : l'amour de l'Égypte, la lutte contre le terrorisme, sa volonté d'en finir avec la confrérie des Frères musulmans.

Près d'un an après l'éviction de l'ancien président islamiste Mohamed Morsi, les Égyptiens seront appelés, les 26 et 27 mai prochain, à élire un nouveau président de la République. A quelques semaines du scrutin, le candidat issu de l'armée a consacré une grande partie de son intervention au péril terroriste auquel le pays est confronté. Il a largement évoqué les opérations militaires dans la péninsule du Sinaï, osant une comparaison avec le bourbier afghan.

Interrogé sur le futur de la confrérie des Frères musulmans, le candidat a brillé par sa clarté : les Frères n'auront pas voie de cité sous sa présidence. Il poursuit : «*Concernant la réconciliation, le rétablissement de la pensée des Frères musulmans est impossible. C'est le peuple qui la rejette. Leur pensée est terminée à jamais. Elle reflétait une stupidité politique et confessionnelle.*»



Le maréchal Abdelfattah Al Sissi énumère déjà les grands thèmes de sa campagne présidentielle

Le 30 juin 2013, un an après l'élection de Mohamed Morsi, des millions de citoyens avaient défilé dans les rues pour réclamer le départ du Président. Ce jour-là, révolutionnaires, partis libéraux, soutiens de l'ancien régime avaient fait bloc contre les islamistes.

LA FIN DES FRÈRES MUSULMANS

Mais la position de l'ancien militaire n'est pas nouvelle. C'est lui, en tant que ministre de la Défense, qui a été l'instigateur de l'éviction du président islamiste et de la répression qui a suivi. Depuis juillet dernier, des centaines d'Égyptiens ont été tués et des milliers arrêtés par les forces de l'ordre. Le message du candidat Al Sissi est

clair : la répression contre les Frères musulmans ne s'arrêtera pas après son élection. Il a explicitement accusé la confrérie d'avoir créé des mouvements djihadistes pour commettre des attentats. Comme dans ses précédentes apparitions, l'homme a joué sur deux sentiments : l'amour et la peur. Il aime rappeler que c'est la crainte de voir le pays basculer dans le chaos qui l'a poussé à se présenter à l'élection présidentielle, et non ses intérêts personnels. Une idée largement présente dans les médias égyptiens qui ne cachent pas leur «sissimania». A cette peur, il oppose l'amour de la nation et l'engagement historique de l'armée égyptienne pour protéger le pays. Sur les réseaux

sociaux, les propos de l'ancien maréchal ont été grandement commentés. Surtout quand celui-ci a déclaré qu'il n'était pas le candidat de l'armée et que cette dernière n'avait joué aucun rôle politique ces trente dernières années. «*Al Sissi veut nous faire croire qu'il est en dehors de l'institution militaire comme Morsi a voulu nous faire croire qu'il était indépendant des Frères musulmans*», ironise le blogueur Big Pharaon.

D'autres ont relevé l'absence de programme précis. Après la première partie de l'interview diffusée le 5 mai, le programme économique et social du candidat Abdelfattah Al Sissi restait encore un mystère. *Nadéra Bouazza*

EN BREF

DJIBOUTI-USA

Barack Obama a annoncé lundi un accord sur la prolongation «à long terme» de la présence militaire américaine à Djibouti, siège notamment d'une base de drones américains. M. Obama a révélé que Washington et Djibouti allaient signer un «*bail à long terme*» pour la base de Camp Lemonnier, et exprimé sa reconnaissance à son homologue Omar Guelleh pour avoir accepté «une présence à long terme» des militaires américains dans son pays. La Maison-Blanche a expliqué que l'accord pour ce nouveau bail «prévoit qu'il courra sur dix ans, contre un loyer de 63 millions de dollars par an».

NIGERIA

La menace du groupe islamiste armé Boko Haram de vendre comme «esclaves» plus de 200 lycéennes enlevées le mois dernier au Nigeria, contenue dans une vidéo, a confirmé les pires craintes des familles et suscité une vive indignation dans le monde. Et dans le même Etat de Borno, fief de Boko Haram dans le nord-est du pays, huit autres adolescentes viennent d'être enlevées par des membres présumés de Boko Haram. Lundi, le chef de Boko Haram, Abubakar Shekau, a revendiqué l'enlèvement de masses sans précédent de 276 lycéennes, effectué le 14 avril dans un lycée de Chibok, dans l'Etat de Borno.

UKRAINE

Le président de la Douma (Chambre basse russe), Sergueï Narychkine, a affirmé hier à Belgrade qu'il y avait un «génocide» en Ukraine au lendemain de combats qui ont fait plus de 30 morts dans la ville séparatiste pro-russe de Slavyansk. «*Nous sommes face à un génocide du peuple russe et ukrainien*», a déclaré M. Narychkine devant les participants à un forum consacré au dialogue dans les Balkans. Le responsable russe a également évoqué les violences du 2 mai à Odessa qui ont fait une quarantaine de morts dans le camp des pro-russes.

CRISE DE CONFIANCE ENTRE LE MONDE ARABE ET L'OCCIDENT

Les avertissements de Lord Lothian

Amir Nour, diplomate algérien de carrière et grand connaisseur du monde musulman, a eu l'initiative louable de traduire (de l'anglais au français) une conférence extrêmement intéressante intitulée «Comment l'Occident a perdu le Moyen-Orient», présentée le 1^{er} octobre 2013, devant l'Institute for the Study of Diplomacy de la prestigieuse université de Georgetown de Washington DC, par Lord Lothian (Michael Andrew Foster Jude Kerr), président du Forum de stratégie globale (un forum politique indépendant et non partisan dédié à la promotion d'idées nouvelles et d'un actif sur les affaires étrangères, la défense et la sécurité internationale). Cette traduction vient d'ailleurs d'être publiée dans son intégralité par les éditions Alem El Afkar sous forme d'un livret d'un peu plus d'une centaine de pages. Il lui a été ajouté une excellente présentation qui

fait le point sur les différentes approches ayant jusqu'à caractérisé la politique étrangère arabe des États-Unis d'Amérique. La conférence de Lord Lothian, comme son intitulé l'indique, explique — avec beaucoup d'exemples à l'appui — les raisons profondes qui ont conduit les sociétés arabes et plus généralement le monde musulman à avoir, au fil des années, une opinion extrêmement négative de l'Occident. Très critique à l'égard des dirigeants occidentaux et de leurs politiques au Moyen-Orient, l'intervention de l'ancien responsable britannique dresse par ailleurs un bilan catastrophique de la présence occidentale dans la région depuis la chute de l'Empire ottoman à nos jours. Pour Lord Lothian, ce bilan risque d'être encore plus catastrophique si le monde occidental s'ingère dans le conflit qui oppose les sunnites aux chiites. Pour tous ceux qui

s'intéressent aux rapports entre l'Occident et le monde arabe et la mécanique des révoltes arabes, cette conférence est à lire absolument tant elle propose des pistes de lecture intéressantes. Lord Lothian est, précise-t-on, un politicien, membre du parti conservateur britannique. Il a été élu au Parlement britannique en 1974 et y a servi comme député conservateur jusqu'à sa retraite à l'élection générale de mai 2010. Il a été ensuite désigné à la Chambre des Lords en tant que pair à vie. En 1993, Lord Lothian a été nommé sous-secrétaire parlementaire d'Etat à l'Office de l'Irlande du Nord, avant d'être promu, en janvier 1994, ministre d'Etat au même office. Après une longue carrière au sein de la diplomatie britannique, il est appelé en 2005 à siéger au sein de la commission du renseignement et de la sécurité du Parlement britannique. *A. Z.*

SEM
UNE ENTREPRISE DE CATERPILLAR

Ne manquez pas l'occasion de :
Découvrir et essayer notre gamme complète de machines

Offres Promotionnelles

JOURNÉES PORTES OUVERTES

CONSTANTINE / DU 11 AU 15 MAI
Zone industrielle Ibn Badis 25000 Constantine
Tél.: 0770 95 52 74

ORAN / DU 18 AU 22 MAI
Zone d'activité El Kerma, Lot N°2 - 31000 Oran
(En face du nouvel aéroport de l'aéroport)
Tél.: 0770 93 71 88 / 0770 31 84 54



LOISIRS ET PASSE-TEMPS

Lisent-ils vraiment ?

P 18

**ÉVÉNEMENT
LE SOS DES
ÉTUDIANTS
TCHADIENS EN
ALGÉRIE**
P 14

**ACTUALITÉ
DES ÉTUDIANTS
AFRICAINS
MENACÉS
D'EXPULSION**
P 15

**LABORATOIRE
DES ÉTUDIANTS DE
BÉJAÏA INVENTENT
LA «I CANNE»**
P 17



Granifex Nouveaux Produits
Zone Industrielle Oued Smar
Tel : +213(0)21 51 66 81/82
Fax : +213(0)21 51 64 22/65 23
Email: granifex@granifex.dz
www.granifex.dz



45 d'expérience au service de la qualité

BATIMATEC du 04 au 08 mai 2014 au Pavillon Central A , Palais des expositions Safex.

Invitation

Nous vous invitons à venir visiter nos stands pendant le salon, un programme très riche vous attend.

Des communications et des démonstrations des produits chaque jour.
Bienvenue



Des étudiants tchadiens ont observé un sit-in devant leur ambassade samedi dernier.

GRÈVE DE LA FAIM ET SIT-IN

Le cri de détresse des étudiants tchadiens

ils ont traversé des milliers de kilomètres pour venir poursuivre leurs études en Algérie. Loin de leurs familles et leur patrie, ces étudiants tchadiens «privilégiés» pour certains, trouvent toutes les peines du monde pour joindre les deux bouts. L'aide accordée par l'État de la république tchadienne est jugée insuffisante. Face aux refus des autorités consulaires de dialoguer avec eux, ils montent d'un cran pour se faire entendre.

Sofiane Abi
etudiant@elwatan.com

Soixante-quinze (environ 8000 DA) seulement et par an, c'est le montant de la bourse allouée aux étudiants tchadiens en Algérie sous forme d'une aide forfaitaire octroyée par l'État tchadien aux 300, sur les 700 étudiants tchadiens qui poursuivent leurs cycles pédagogiques dans les universités algériennes, une situation que les étudiants ne supportent plus et crient aujourd'hui au ras-le-bol. Pas moins de 700 étudiants de l'Union des stagiaires tchadiens de l'enseignement et de la formation professionnelle en Algérie (USTEFPA) sont dans la tourmente. Et pour cause, ces derniers réclament une augmentation de l'aide forfaitaire accordée par l'État tchadien à ses universitaires. Les étudiants tchadiens ne peuvent plus supporter l'aide rudimentaire accordée par les autorités tchadiennes dans le cadre de la politique d'aide aux universitaires mobilisée par l'État tchadien. Pour cette raison, ces universitaires ont décidé d'agir en organisant, depuis le 29 avril dernier, des sit-in quotidiens devant le siège de l'ambassade du Tchad à Hydra, afin de lancer une série de revendications. Parmi ces revendications, les étudiants tchadiens réclament une augmentation de l'allocation forfaitaire annuelle qui est équi-

valente à 75 euros par an, ainsi qu'une bourse mensuelle conséquente. En face, l'ambassadeur tchadien à Alger a refusé le «chantage» des étudiants. Cela dit, Saleh Hamid Heguera a expliqué que sur un ensemble de 700 étudiants tchadiens, seuls 300 sont en Algérie dans le cadre d'un programme de coopération bilatérale et sont reconnus officiellement par l'État tchadien. Ce qui signifie, d'après les propos de l'ambassadeur du Tchad, que les 400 étudiants tchadiens restants sont venus en Algérie par leurs propres moyens et ne sont pas en droit de percevoir une bourse de la part de l'État tchadien. Poursuivant ses explications sur la situation, l'ambassadeur a ajouté que cette reconnaissance envers les 300 étudiants leur a permis de bénéficier d'un complément de bourse équivalent à 150 euros par an. Ils sont bien identifiés et une commission chargée des finances est en ce moment présente en Algérie afin de leur verser cette somme. En guise de cette sortie de l'ambassadeur du Tchad, des centaines d'étudiants tchadiens ont décidé d'entamer une grève de la faim illimitée à partir de samedi dernier, cela après les multiples sit-in organisés par ces universitaires durant plusieurs jours devant le siège de l'ambassade du Tchad

à Alger. «Nous en avons ras-le-bol. On ne peut plus supporter cette situation. Nous frôlons la mendicité. Avec seulement 75 euros par an sous forme d'une aide forfaitaire qui nous est accordée par l'État tchadien, nous ne pouvons jamais vivre avec cette aide». C'est avec ces phrases lourdes de sens que le chargé de communication des 700 étudiants tchadiens en Algérie, en l'occurrence Mohamed Abali, que nous avons pris connaissance de la situation critique des étudiants subsahariens qui suivent des études dans les facultés algériennes. Ce dernier ajoute : «Cela fait vingt ans que les autorités tchadiennes octroient une aide forfaitaire fixée à seulement 75 euros par an aux étudiants venant étudier en Algérie. Une aide que nous qualifions de honteuse.»

MÉPRIS

Face à cette situation, les boursiers ont décidé de ne plus se taire et ne plus accepter une telle «bourse» méprisable. «Nous avons décidé de ne plus accepter cette aide forfaitaire de l'État. En revanche, nous revendiquons une bourse mensuelle à défaut une bourse trimestrielle qui peut nous aider à supporter les charges qu'on a sur le dos. Il est scandaleux de percevoir 75 euros par an, alors que la vie est très

chère en Algérie. Il est inadmissible que l'État tchadien continue de nous accorder que 75 euros par an», explique le chargé de communication des étudiants tchadiens en Algérie. Pis, selon lui, plusieurs étudiants n'arrivent pas à se rendre au Tchad durant la période des vacances, car ils n'ont pas l'argent suffisant pour se permettre d'acheter un billet d'avion. «À défaut d'avoir l'argent suffisant pour prendre un avion pour le Tchad, nous sommes obligés de voyager par voie terrestre et marcher pendant plusieurs jours dans un long trajet qui dépasse les 6000 kilomètres pour arriver à N'Djamena. Cela, avec tous les risques qui en résultent, surtout que la région est infestée de groupes terroristes. Pour ceux qui ont de la chance, ils arrivent à prendre un avion en payant 5000 DA algériens pour le billet Alger-N'Djamena», nous dit Mohamed Abali. Enfin, ce dernier rappelle que seuls les étudiants tchadiens continuent, à ce jour, de percevoir une bourse de 75 euros payée une fois par an, alors que les autres étudiants africains bénéficient, eux, d'une bourse qui avoisine les 1500 euros par an.

MOHAMED ABALI. Chargé de communication des étudiants stagiaires tchadiens en Algérie

“ Nous ne baisserons pas les bras ”

» Comment se présente la situation avec l'ambassadeur du Tchad ?

La situation se dégrade de plus en plus. Avant que nous ne décidions d'entamer des sit-in devant le siège de l'ambassade à Hydra, nous avons rencontré l'ambassadeur, M. Saleh Hamid Heguera dans son bureau. Après moult négociations, il a fini par refuser nos revendications qui concernaient en priorité l'augmentation de la bourse d'études. Alors, nous avons décidé de hausser le ton et d'organiser quotidiennement des sit-in devant l'ambassade. Mais toutes nos démarches se sont avérées vaines, alors nous avons décidé de passer à la vitesse supérieure, c'est-à-dire que nous avons pris la décision d'entrer en grève de la faim illimitée.

» Quelles sont vos revendications ? Et à qui les avez-vous adressées ?

Nos revendications sont tout d'abord simples et légitimes à la fois. Nous revendiquons l'augmentation de la bourse qui nous est octroyée une seule fois par an et qui est seulement de 75 euros. C'est inadmissible ! Comment peut-on vivre avec une telle somme, alors que la vie est très chère en Algérie ? Les étudiants tchadiens trouvent toutes les difficultés pour subvenir à leurs besoins. Tandis qu'en face, les autorités de notre pays n'accordent aucune importance à nos doléances. On ne peut plus supporter ce laisser-aller de nos autorités, et nous ne baisserons pas les bras jusqu'à ce que l'on obtienne nos droits.

» Pourquoi avoir recouru à l'«intrusion» au sein de l'ambassade ?

Avant de répondre à votre question, permettez-moi d'expliquer la vraie version. Avant que le siège de l'ambassade du Tchad ne soit saccagé, nous avons demandé à plusieurs

reprises le règlement de nos problèmes. Toutefois, les responsables de l'ambassade ont fait la sourde oreille. C'est pour cette raison qu'une intrusion a eu lieu à l'intérieur du siège, mais je décline toute responsabilité quant à cet acte, car il est hors de question que nous agissions de une telle sorte.

» L'ambassadeur tchadien accuse les étudiants d'avoir détruit une partie de son bureau. Que répondez-vous ?

Je vous ai déjà confirmé que nous ne sommes pas responsables de ce saccage ni de la destruction d'une partie du bureau. C'est l'œuvre de personnes qui veulent à tout prix mettre le feu aux poudres entre les étudiants et les responsables de l'ambassade.

S. A.





Les contestataires sont en grève de la faim depuis quatre jours

PHOTOS : EL WATAN ÉTUDIANT

LES ÉTUDIANTS TCHADIENS SQUATTENT L'AMBASSADE DU TCHAD À HYDRA

Au troisième jour de la grève de la faim

Quatre étudiants tchadiens avaient entamé, il y a trois jours, une grève de la faim illimitée pour dénoncer ce qu'ils appellent les «dépassements» de leur gouvernement qui refuse de leur octroyer une bourse digne de ce nom, d'autant plus qu'ils poursuivent leurs études pédagogiques en Algérie. Au troisième jour de la grève de la faim illimitée lancée avec fracas par quatre étudiants tchadiens, ces derniers résistent toujours et semblent décidés à ne pas baisser les bras. Rencontrés hier devant le siège de l'ambassade du Tchad à Hydra, les étudiants grévistes paraissent fatigués, les traits tirés. Au départ ils étaient six mais finalement deux étudiants ont fini par se lâcher, d'autant que leur état de santé s'est très vite détérioré. Pourquoi les étudiants tchadiens à Alger sont en grève de la faim ? Le motif de cette colère tourne autour d'une affaire de bourse universitaire ou appelée au Tchad une aide forfaitaire. En effet, selon les étudiants tchadiens l'Etat du Tchad a refusé de revoir à la hausse son aide forfaitaire octroyée, chaque année, au profit de chaque étudiant tchadien. La cerise du gâteau est que l'aide forfaitaire décidée par l'Etat du Tchad ne dépasse pas les 75 euros, qualifiée par les étudiants tchadiens comme étant une aide de honte. C'est-ce qu'a poussé ces derniers à se révolter en décidant d'entamer des sit-in suivi d'une grève de la faim illimitée. Munis de banderoles dont il est écrit « Nous exigeons une bourse

mensuelle », « Nous sommes en grève de faim » ou encore « 75 euros par an, c'est honteux », les étudiants tchadiens protestent chaque jour devant l'Ambassade du Tchad à Hydra, voire depuis le 28 avril passé, afin que les autorités tchadiennes finissent par leurs octroyées leurs revendications. Pour les étudiants tchadiens qui sont des membres de l'Union des étudiants et stagiaires tchadiens en Algérie il n'est pas question de baisser les bras tant qu'il n'y aura pas une augmentation de l'allocation forfaitaire qu'ils perçoivent chaque année. Selon Mohammed Abali, chargé de communication de ladite association rencontré hier aux abords de l'ambassade du Tchad, nous a indiqué que «La plupart des étudiants qui protestent sont actuellement sans le sou et qu'ils sont déterminés à se sacrifier». Ce dernier ajoute que les étudiants ont refusé de percevoir l'allocation forfaitaire distribuée par une délégation venue récemment du Tchad pour faire pression sur les décideurs. Chaque jour, une centaine d'étudiants se présentent devant l'Ambassade du Tchad à Hydra pour protester contre la bourse de la honte. Toutefois, leurs doléances et toutes leurs démarches ont été vaines. « Nous manifestons chaque jour à partir de 7 heures devant le siège de l'Ambassade afin que l'Ambassadeur nous écoute. Toutefois, certains étudiants ont fini par rebaisser les bras car ils ont vu que les sit-in quotidiens n'apportent pas grande chose c'est pour cette raison que certains ont vu nécessaire d'entrer en grève de la faim illimitée, peut-être qu'avec cette action les choses vont bouger » explique Mohamed Abali. Le mouvement de grève entamée par les étudiants tchadiens à Alger a été soutenu par leurs collègues en Tunisie, en France et au Sénégal où, ces derniers ont salué leurs actions via les réseaux sociaux, notamment sur Facebook. Mohamed Abali tout comme Issa Keleï le Président de l'Union des étudiants stagiaires tchadiens en Algérie se sont félicités de cette grande solidarité des étudiants tchadiens un peu partout dans le monde. Selon eux, ce grand soutien a permis aux étudiants tchadiens à Alger de résister. Parlons d'Issa Keleï, ce dernier est placé sous contrôle judiciaire depuis le 30 avril passé à la décision du tribunal de Saïd- Hamdine suite à une plainte de l'ambassadeur du Tchad pour entrave au bon fonctionnement du travail d'un fonctionnaire, atteinte à la vie de l'ambassadeur et détérioration de bien public. «Notre lutte est juste. Nous réclamons une augmentation de l'allocation forfaitaire annuelle qui est équivalente à 75 euros par an ainsi qu'une bourse mensuelle conséquente. L'ambassadeur réclame mon expulsion pour faire de mon cas un exemple et dissuader les étudiants de manifester. Nous tiendrons le cap».

S.A

45 000 euros volés à l'ambassade du Tchad à Alger

Une délégation tchadienne en possession de 45 000 euros a été interceptée, avant-hier soir, par la police à l'aéroport d'Alger, a-t-on appris d'une source proche de l'aéroport international d'Alger. Toujours selon la même source, il s'agirait de deux Tchadiens appartenant à une délégation venue à Alger suite à une invitation de l'ambassadeur tchadien à Alger, Saleh Hamid Huguera, qui seraient derrière le vol de cette somme au siège de l'ambassade du Tchad à Hydra, quelques heures auparavant, cela avant de tenter de s'échapper vers la France. Aussi, le vol commis au siège de l'ambassade intervient après le saccage des bureaux de ladite ambassade à Hydra, d'où plusieurs questions qui restent sans réponse sur l'origine de ce nouvel acte. Cette affaire intervient, alors que les étudiants tchadiens observent depuis une semaine une grève de la faim pour réclamer leurs droits légitimes. Ce que les enquêteurs de la police redoutent, c'est qu'il y ait un lien avec cette question. De son côté, l'ambassadeur du Tchad à Alger est actuellement en train de négocier vainement la libération des personnes arrêtées. Ces arrestations justifient-elles les détournements évoqués par les étudiants tchadiens qui ont dénoncé les agissements des membres de la délégation ? Comme dans la plupart des pays, toute personne physique doit effectuer une déclaration en douane si elle transfère pour son propre compte ou celui d'une autre personne (individu ou société) une somme égale ou supérieure à 10 000 euros (cela dépend des pays) selon le Code des Douanes.



la police algérienne est intervenue violemment pour disperser les manifestants



PHOTO: D.R.

DES ÉTUDIANTS
DE L'UNIVERSITÉ DE
BÉJAÏA INVENTENT

Une canne intelligente pour non-voyants

Un groupe d'étudiants de l'université de Béjaïa vient de mettre au point une canne intelligente pour non-voyants. Tous passionnés de technologie et animés par un profond sentiment de solidarité envers les personnes non-voyantes, les 19 éléments du groupe de créateurs, composé de 12 garçons et 7 filles, issus de diverses facultés, ont activé leur matière grise pour donner naissance à ce produit intelligent novateur, qu'ils nomment avec autant d'ingéniosité I CANNe. C'est le nom qu'ils donnent également à leur petite entreprise naissante, issue de cette création. Le produit est une canne dotée d'un système sonore qui émet des signaux dès qu'il y a un obstacle. Le dispositif électronique intégré est alimenté par une plaque photovoltaïque qui permet à la fois une autonomie d'énergie et de catégoriser le produit comme étant écologique, précise-t-on sur l'organigramme de cette entreprise non juridique. Le principe permettra plus d'autonomie aux non-voyants. A l'origine, le

projet est le fruit d'une formation au profit des étudiants des spécialités techniques, entrant dans le cadre du programme de partenariat international Injaz El Djazaïr, nous fera savoir Ghilès, un membre de l'équipe chargée de l'étude. A la fin de la formation, les participants devaient matérialiser leurs acquis en mettant au point un produit. Ce fut une occasion pour l'équipe, déjà bien soudée, de mettre en œuvre l'idée d'une des leurs, Taos, qui suit ses cours en génie électrique. C'est le début d'une belle aventure qui, au bout de six mois, a donné I CANNe, en dépit de l'absence de moyens et d'un atelier qui les réunira autour un travail d'équipe ô combien indispensable pour concrétiser ce genre de projet. L'université ne leur a accordé, en somme, qu'une salle de réunion, nous dira Ghilès. Mis en branle par des fonds personnels sous forme d'actions d'entreprises, moyennant 100 000 DA, ce qui n'était au départ qu'une idée a pris forme et les premiers prototypes sont déjà en phase de finition, selon Ghilès.

L'objectif premier des étudiants est, avant tout, de «venir en aide à une tranche de la société tant ignorée, les non-voyants, pour leur procurer un maximum d'autonomie et de confort». Au-delà de cet aspect humain, pour que l'entreprise survive et s'élargisse, l'équipe d'I CANNe ne compte pas en rester là. Pour cela, elle ambitionne, comme toute autre entreprise, de commercialiser et donner plus d'écho à son produit en le mettant sur le marché. Après les touches finales, la canne intelligente sera proposée à la vente. Une étude de marché régionale effectuée récemment a permis à l'équipe de fixer un prix à son produit (5000 DA), et ce, après avoir analysé toutes les données relatives à la disponibilité des matières premières et les coûts de revient qui s'élèvent à 4000 DA. Pour l'instant, l'entreprise, encore embryonnaire, s'attelle au travail de communication qui se fait en interne et en externe à l'aide des réseaux sociaux. Par ailleurs, selon Ghilès, l'entreprise aura besoin d'investisseurs intéressés par le projet. Avec une organisation digne des grandes entreprises, I CANNe a ses directeurs, ses employés, son conseil d'administration qui se réunit régulièrement, comme le montre bien son organigramme. Pour l'avenir, les étudiants bouillonnent déjà d'idées pour l'amélioration de leur I CANNe, à l'exemple de l'intégration d'un GPS (Géo-positionnement par satellite) et d'une oreillette en utilisant un système Bluetooth.

Béjaïa.M. H. Khodja
etudiant@elwatan.com



La firme japonaise Mitsubishi a présenté récemment sa I-CANNe



GHILÈS HIMI,
22 ANS, étudiant en
physique

Son équipe l'a placé à la tête de l'entreprise estudiantine encore embryonnaire I CANNe qu'ils ont mise sur pied il y a six mois. Malgré son jeune âge, cet étudiant originaire d'Ighil Ali a déjà le sens de l'éthique et de la responsabilité. Il a une autre vision de la science. «Je considère que l'orientation de la science actuelle ne sert guère l'humanité, elle sert au contraire le profit; cette vocation n'est, de toutes les façons, ni la mienne ni celle de notre entreprise», estime l'étudiant. Pour s'expliquer, Ghilès cite l'exemple de la production à profusion de toutes sortes de gadgets accessoires qui ne sont qu'une perte d'argent et d'efforts. Ce n'est pas le cas de la I CANNe. «Notre invention sert les non-voyants et nous ne cherchons pas à faire des bénéfices», insiste Ghilès, non sans réitérer le caractère écologique et humain de l'idée qu'il a de la science. Mais, hélas, selon lui, en dépit de cette bonne volonté, le chemin est plein d'embûches. «Notre administration excelle dans la bureaucratie, au lieu d'œuvrer pour rendre le terrain de la recherche et de la créativité plus favorable», nous déclare-t-il sur un ton amer. Il pense que le savoir, la créativité et les idées doivent être exploités pour servir la science, pour peu que l'Etat adopte une autre orientation que celle d'étouffer les initiatives. Ghilès en appelle aux enseignants de se rapprocher de l'étudiant pour plus de communication. Profitant de la tribune, Ghilès appelle tous les étudiants à mettre en œuvre leurs idées, malgré les nombreuses difficultés qui se dressent devant eux. Optimiste malgré cela, il souhaite que leur projet aille plus loin.



TAOS, 21 ANS,
étudiante en génie
électrique

Intelligente, un peu timide, mais pleine d'ambition, Taos Aâmriche, étudiante de 21 ans en génie électrique, est à l'origine de l'initiative I CANNe. C'est dans sa tête qu'a germé cette louable idée d'une canne intelligente pour non-voyants, à l'issue d'une formation dans le cadre du programme universitaire Injaz. Comme son camarade et non moins collègue Ghilès, cette jeune Akbouciennne souhaite que ses connaissances servent une science responsable. «Nous constatons que les handicapés en général, et les non-voyants en particulier sont une frange délaissée qui attend qu'on s'occupe d'elle», nous dira l'étudiante. C'est dans ce sens qu'elle veut s'engager avec ses amis dans cette entreprise. Cadette d'une famille instruite, Taos, très curieuse dans son domaine, ne se limite pas qu'aux cours dispensés à l'université. Pour elle, ce qui aiguise la créativité n'est pas seulement dans la théorie. Encore faut-il que celle-ci soit dispensée efficacement. Elle juge l'enseignement universitaire «médiocre», trop «expéditif» et dénué de pratique. Pour pallier ces manquements, elle consulte des ouvrages et navigue sur Internet pour s'enquérir des avancées de la science et se perfectionner. Ce qu'elle ne fait pas, toutefois, sans difficulté, puisque, tient-elle à déplorer, «dans notre cité universitaire il n'y a ni connexion internet, encore moins de bibliothèque.» Un tel tableau noir ne les a pas, cependant, empêchés, elle et ses amis, de créer l'I CANNe pour permettre aux non-voyants de retrouver un peu de lumière. Taos lance un appel à tous les étudiants comme elle évoluant dans le «désengagement» de l'Etat de l'université, d'«oser», de persévérer et de créer contre vents et marées.



KENZA TALIBI,
20 ANS, étudiante en
génie civil

A l'instar de ses amis, KENZA Talbi, étudiante en 2^e année génie civil et habitant le chef-lieu de la wilaya de Béjaïa, a trouvé dans le projet I CANNe l'occasion de mettre en application les connaissances qu'elle acquiert dans son domaine connexe. Parallèlement investie dans une association culturelle (ACT) à l'université, tout comme d'ailleurs ses camarades Ghilès et Taos, KENZA est imprégnée de valeurs à la fois écologiques, culturelles et sociales qu'elle associe étroitement à la science. «Mon domaine, c'est le génie civil. Je contribue au projet en veillant à ce que tout soit fait dans le respect de l'environnement et en intelligence.» Fidèle à cette ligne, elle entreprend dans ce cadre associatif un projet de création artistique de base de récupération, une manière de faire d'une pierre deux coups. Le tout au service de l'art et de la terre. «Pour innover, il faut de la volonté et de la passion», dit-elle. Il suffit d'y croire et de dire : «I CANNe», dira-t-elle en riant. En ce qui concerne la I CANNe, elle veut qu'elle ait plus d'écho, notamment en croisant un investisseur intéressé par le projet. C'est un coup de pouce pour l'équipe, dit-elle, car d'autres idées pointent déjà à l'horizon.



S'intéressent-ils à la lecture ?

«Ce n'est pas dans la science qu'est le bonheur, mais dans l'acquisition de la science». C'est ce qu'a dit un jour le célèbre romancier américain Edgar Poe. Quoi donc de plus normal que de voir un étudiant avec un livre, un journal ou une revue entre les mains. Hélas, cette image est si rare de nos jours car nos futurs cadres d'Etat semblent boudier cette nourriture de l'esprit qu'est la lecture.

Meriam Sadat
meriamsadat@elwatan.com

Il est un peu plus de 6h du matin, en ce lundi qui s'annonce d'ores et déjà radieux. Le soleil pointe audacieusement son nez, curieux de retrouver tout ce qu'il a quitté la veille, alors qu'une brise légère, aussi douce que les pétales d'une rose, s'invite à caresser les âmes. Je suis à Blida et j'ai décidé d'emprunter le bus universitaire pour me rendre à Tafourah, à Alger. Mon objectif est bien précis : observer les étudiants et voir s'ils s'occupent, le temps d'un trajet, en lisant. Rien que cela. Simplement.

Je prends place à côté d'une étudiante qui vient tout juste de ficher des écouteurs reliés à un iPhone dans ses oreilles. Elle se cale bien dans son siège, baisse les rideaux et ferme les yeux. D'après le son qui filtre, elle écoute de la musique. Pendant tout le trajet, qui a duré presque une heure, elle n'a rien fait d'autre. Et pendant tout ce trajet, je n'ai pas arrêté d'observer le reste des étudiants. Certains dorment, d'autres discutent, assez bruyamment, faut-il le dire, alors que d'autres encore surfent sur leurs téléphones portables. Cependant, quelques étudiants ont entre les mains des photocopies et des manuels universitaires que certains feuilletent fébrilement, alors que d'autres lisent distraitemment. Yakoub est l'un de ceux-là. «Je déteste lire. Si je lis ce manuel, c'est parce que j'y suis obligé. Les livres ne nous apprennent rien d'intéressant. C'est une perte de temps», explique-t-il. Et pour ses loisirs ? «Non plus ! Il n'y a rien d'intéressant dans les romans ou les magazines. Je pense qu'il y a mieux : naviguer sur Internet, par exemple», plaide-t-il. Mais ne dit-on pas que le savoir que l'on ne complète pas chaque jour diminue ? En effet, selon Jules Renard, «chacune de nos lectures laisse une graine qui germe». Amina, la camarade de Yakoub, avance un autre argument : «Franchement, on ne trouve pas le temps pour lire. Je passe toute la journée dans le COUS (bus universitaire, Ndlr) et à l'université. Quand j'ai un moment pour moi, je préfère décompresser en écoutant de la musique, en

regardant la télé ou tout simplement en discutant avec les amis.» Arrivée à Tafourah, je prends un autre COUS en partance vers l'ITFC, Ben Aknoun. Je me mets tout au fond pour discuter avec les étudiants. «Vous savez, on n'a pas cette culture. Lire, ça s'apprend dès le jeune âge. Quand vous évoluez dans un environnement hostile au livre... ! Quand on était petit, c'était tout à fait normal qu'on nous gâtait de bonbons, de chocolat et autres friandises, mais jamais de livres. Aujourd'hui, j'essaie de m'intéresser à la lecture, mais ce qui est ancré est difficile à surmonter», indique Yacine, étudiant en sciences politiques, qui avoue que depuis quelque temps il s'intéresse à la lecture, mais pour entamer un livre et l'abandonner au bout de deux ou trois pages.

ET À L'UNIVERSITÉ ?

Une fois à la fac, je me suis dirigée directement à la Bibliothèque. Il est presque midi, et elle bourdonne d'une activité digne d'une ruche. Toutes les places sont prises. Des va-et-vient incessants accentuent l'impression d'être réellement dans un lieu du savoir. Hélas, ce n'est qu'une impression. Si certains étudiants sont là pour emprunter des livres, lire et préparer des exposés, d'autres y sont pour d'autres motifs. «J'attends mon copain. On n'a pas où nous mettre pour pouvoir papoter un peu», explique Samia, sans détour. Quelques tables plus loin, quelques étudiants sont assis autour d'une table. Sur cette dernière... des sandwiches et des canettes de soda. Pourquoi vous ne lisez pas ? C'est pourtant une bibliothèque ! En principe, la fonction essentielle d'une bibliothèque est de favoriser la découverte de livres dont le lecteur ne soupçonnait pas l'existence et qui s'avèrent d'une importance capitale pour lui. «On lit assez en classe, ça nous servira à quoi à la fin

? Et puis, «Li qra qra bekri» (Celui qui a étudié, c'était avant, Ndlr). Ce ne sont pas les livres ou les journaux qui nous nourrissent une fois notre diplôme obtenu», me répondent-ils. Déçue, un peu triste quand même, je quitte ces futurs cadres d'Etat, me promettant de ne plus mettre les pieds ici. Je me dirige vers la sortie de la fac, la tête pleine d'interrogations. Et, bonheur, un jeune étudiant est assis dans un coin qu'on remarquerait à peine, plongé dans la lecture d'un gros volume. Il s'agit d'un livre sur le Troisième Reich. «Je suis passionné de lecture. Je ne peux pas m'en passer, c'est ma drogue. Et puis, c'est le seul moyen qui me permet de me cultiver, vu le niveau médiocre de l'enseignement

qu'on reçoit», explique Farid, c'est son prénom. Selon lui, il y a beaucoup d'étudiants qui lisent, mais on ne les voit pas. «On n'a pas d'espaces propices à la lecture. Même dans le bus, les gens parlent à très haute voix, vous empêchant de vous concentrer. Les jardins publics sont devenus les repaires de délinquants de tous bords. Quant aux bibliothèques, elles n'ont de bibliothèque que le nom», regrette-t-il. La lecture retrouvera-t-elle un jour ses lettres de noblesse ? Les étudiants, cette locomotive de la société, comprendront-ils enfin que s'instruire et se cultiver vont de pair ?

RADIA TOUATI, enseignante au département de français de l'université de Béjaïa



Il faut revoir la motivation de l'étudiant avant son accès à l'université

» En tant qu'enseignante universitaire, estimez-vous que les étudiants s'intéressent à la lecture ?

Mon constat est que les étudiants ne lisent pas assez. Mais cela dépend. Par exemple, nous avons des groupes super chargés. Et sur un groupe de 45 ou 50 étudiants, on trouve une dizaine qui lisent en dehors de ce que les enseignants leur donnent. J'ai eu mon diplôme en 2003, et à l'époque les étudiants se faisaient remarquer par les journaux. En effet, le matin, chaque étudiant avait son journal quotidien. Ce qu'on ne voit plus de nos jours...

» Justement, pourquoi cette mauvaise volonté de lire ?

Cela est dû à certains facteurs. Certains programmes sont trop chargés et qui ne laissent plus le temps à l'étudiant de lire autre chose que ce qui relève de son programme.

Mais c'est vrai que la mauvaise volonté y est aussi. Prenons un simple exemple, et là je parle de ma propre matière et ma pratique : quand je donne aux étudiants un article à lire d'une vingtaine de pages, ils grincent des dents et, souvent, se contentent de lire uniquement le passage qui leur permet de répondre aux interrogations du prof.

» Que préconisez-vous pour redonner à la lecture ses lettres d'or ?

Tout d'abord, avant l'accès à l'université, il faut revoir la motivation de l'étudiant : est-il là juste pour avoir un diplôme, ou alors pour s'instruire et se cultiver ? Si vous avez un étudiant qui arrive à l'université par défaut et qui manque de ce fait de motivation, jamais il n'aura le goût pour la lecture. Il faut donc un travail de sélection. Il faut aussi que les enseignants se mettent de la partie, car peu d'entre eux demandent à leurs étudiants de faire des fiches de lecture, et les pousser ainsi à lire.



Du printemps arabe et de la cyberdissidence

A la lecture de l'entretien accordé par Aïssa Kadri, sociologue, à votre journaliste Nadja Bouaricha, dans l'édition du 1^{er} février 2014, et notamment la réponse à la 2^e question posée : «*Les jeunes Algériens sont censés être assez dynamiques. Pourquoi ne sont-ils pas majoritairement dans les luttes ?*», il m'a paru nécessaire d'apporter certaines précisions quant au rôle joué par les cyberdissidents lors des révolutions arabes. Précisons d'abord que ces révolutions n'avaient rien de spontané et qu'elles avaient été planifiées depuis bien longtemps (au moins depuis les déclarations de Bush Junior sur la nécessité de construire le grand Moyen-Orient). Dans sa réponse, M. Kadri s'est longuement étiré sur l'utilisation des réseaux sociaux par les blogueurs tunisiens, égyptiens et marocains lors des manifestations et leurs capacités à mobiliser les foules. Allant jusqu'à exprimer de l'admiration pour ces cyberdissidents, alors qu'il est prouvé maintenant que dans la majorité des cas, ils ont été formés par des organismes américains ou pro-américains aux techniques d'utilisation des réseaux sociaux pour fomenter des troubles dans les pays visés. Le cas de Wael Abbas (de son vrai nom Wael Ghoneim), cité par M. Kadri, est on ne peut

plus explicite. Cet individu d'origine égyptienne, marié à une Américaine et vivant à Doha (Qatar), est un cadre de Google et a effectué plusieurs voyages aux Etats-Unis dans le cadre de sa formation aux actions «non-violentes» et à la cyberdissidence. Dans son ouvrage sur le rôle des Etats-Unis dans les révoltes de la rue arabe, Ahmed Bensaâda écrit en substance ceci : «Le printemps arabe rappelle ces révolutions colorées qui ont eu lieu dans certains pays de l'Est et de l'ex-URSS (Serbie, Géorgie, Ukraine, Kirghizstan). Or, nous savons maintenant que ces révolutions ont été menées par des mouvements regroupant de jeunes activistes locaux. Tous ces mouvements ont utilisé des méthodes d'action non violentes théorisées par le philosophe juif américain Gène Sharp dans son ouvrage *De la dictature à la démocratie*. Les prémices du «printemps arabe» sont apparues lors des événements qui ont secoué la rue irakienne pendant l'été 2009. En effet, le mode opératoire connu et appliqué durant les révolutions colorées s'est enrichi de plusieurs outils d'une efficacité redoutable. Entre autres l'utilisation méticuleuse des réseaux sociaux pour la mobilisation des activistes. Il est utile de rappeler aussi le rôle joué par certaines ONG

et plus particulièrement celle dénommée Canvas dans la formation (le formatage) et l'encadrement des cyberdissidents. Canvas est une officine de formation des cyberdissidents qui a ses bureaux en Serbie et financée par des organisations américaines spécialisées dans «l'exportation de la démocratie», entre autres l'United States agency for international development (USAID), l'International republican institute affaires (NDI), Freedom house (FH) ou l'Open society institute (OSI). L'enquête menée par Ahmed Bensaâda révèle que plusieurs Tunisiens, Egyptiens, Algériens, Libyens, Syriens et Yéménites ont suivi des formations en Jordanie, au Maroc, en Turquie et aux USA pour apprendre comment mettre les nouvelles technologies (Facebook, twitter) au service de la «Self-révolution». Cette enquête révèle aussi que les cyberdissidents, dont certains ont été identifiés et choisis pour leur leadership, ont bénéficié de deux types de formation. La première consiste en la formation aux techniques relatives à la «navigation» dans l'espace réel, où l'on apprend à maîtriser les techniques de mobilisation de foules, de socialisation avec les forces de l'ordre, de gestion logistique et de comportement en cas de

violence. La deuxième formation concerne la navigation dans le cyberspace. Il est vrai que les moyens modernes de communication ont joué un rôle plus qu'important dans les mobilisations des foules. Mais il apparaît maintenant que cela n'aurait jamais été possible sans l'aide et l'appui des services américains et des géants des nouvelles technologies que sont Google, facebook, twitter et Youtube qui ont travaillé de concert avec le département d'Etat US. A qui profitent toutes ces révolutions ? Certainement pas aux peuples des pays touchés. Où en est la Tunisie, la Lybie, l'Egypte ? Où en est la Syrie transformée en ruine ? Posons-nous ces questions et mettons plutôt en garde notre jeunesse contre les dangers de la cyberdissidence au lieu de les inciter à suivre l'exemple d'individus formatés et manipulés par des puissances étrangères, dont le seul but est le contrôle des richesses énergétiques (pétrole et gaz) et la survie d'Israël. Pour conclure et avec tout le respect que je dois à M. Kadri, il me semble que cette modeste contribution apportera un éclairage sur la vraie nature des cyberdissidents et le rôle joué par les Etats-Unis pour qui la réalisation du grand Moyen-Orient demeure une priorité.

A. Belabbas
Retraité

Droit de réponse

Nous, habitants du quartier rue des Martyrs, répondons à l'article publié dans le quotidien *El Watan* du 16 avril 2014 par Mehdaoui Hacène qui parle au nom des habitants du quartier et où il y accuse le propriétaire du projet, sis à la rue des Martyrs d'être un homme au-dessus des lois et se considère au-dessus de la justice. Mais tous les dires contenus dans cet article sont nuls et sans fondement, parce que le projet a été réalisé conformément à la loi et aux normes architecturales, et un permis de construire délivré par les services compétents et nous, habitants et voisins du projet, nous nous serions opposés si nous avions vu qu'il nous occasionnerait un quelconque inconvénient. Nous disons, au contraire, que ce projet a apporté une valeur ajoutée au quartier et une touche d'embellissement, sans compter les postes d'emploi qu'il a créés au bénéfice des enfants du quartier. En outre, nous déclarons que ledit projet a été réalisé en l'espace de quatre ans de 2009 à 2014 et que son propriétaire est un jeune homme respectable et de bonne moralité, fils de moudjahid et de moudjahida, que Dieu leur accorde Sa Miséricorde, et qu'il n'a jamais fait de mal aux enfants du quartier, grands ou petits et est respecté de tous. Que tout le monde sache, y compris M. Mehdaoui qui prétend être soucieux de la loi et des institutions de l'Etat, que c'est lui qui a outrepassé la loi et agressé certains habitants du quartier en érigeant une construction sans permis, nonobstant les mises en demeure qui lui ont été adressées par les services de l'urbanisme de la commune, et qu'une plainte a été déposée à son encontre par les habitants du quartier auprès de la commune d'El Madania.

Un groupe d'habitants du quartier rue des Martyrs

Chiens errants

Des meutes de chiens errants envahissent pratiquement tous les quartiers de la ville de Aïn Defla en toute «quiétude» et dans l'indifférence totale des autorités locales. Ces meutes de canidés se déplacent à travers les artères de la ville à la recherche de la nourriture, en renversant les bacs à ordures à toute heure de la journée et surtout la nuit, où il est recommandé aux noctambules de faire attention. Ces chiens errants représentent une réelle menace pour la population, en particulier les écoliers qui sont une proie facile de ces bêtes. Ce phénomène est en constante augmentation en l'absence des «battues» organisées par les services de la municipalité, comme c'était le cas durant les années 1980.

M. Benkhoudma, Aïn Defla

Isolement

Nous venons respectueusement par la présente vous informer de l'abandon de notre quartier, Taremant, dans la commune d'Aokas, wilaya de Béjaïa, par les élus locaux. En effet, depuis la création de notre association en 2011, celle-ci n'a cessé de porter à la connaissance des élus les doléances et préoccupations des habitants, mais force est de constater que par leur silence à l'égard de nos différents courriers et déplacements, nous considérons que c'est une preuve d'une mise à l'écart de notre village, car à l'instar de celle des villages avoisinants, cette population se sent marginalisée et laissée-pour-compte par les pouvoirs publics et par conséquent de vivre malgré eux dans des conditions malheureuses. Monsieur le Premier ministre, Monsieur le ministre de l'Intérieur, vous êtes notre dernier recours et notre dernière chance pour que les choses bougent et pour mettre ainsi un terme à ce silence à notre égard par les élus de notre commune.

Le président de l'association socioculturelle Taremant, Aokas-Béjaïa

Le refus

Face au silence incompréhensible des autorités locales, permettez-moi, Monsieur le wali, de vous informer d'un acte bureaucratique et d'un comportement abusif, arrogant, répressif et irresponsable de la part du chef de service de l'état civil à Bouzeguène, et dont j'en suis victime. Le fait s'est produit le 27 mars dernier à Bouzeguène, je me suis présenté en compagnie de ma mère au service de l'état civil pour demander un acte de décès de mon père. Le chef de service a refusé de me le délivrer sans aucun motif, pourtant j'étais muni du document nécessaire, notamment le livret de famille délivré depuis le 7 janvier 1980 et utilisé pendant 34 ans sans aucun problème, avec des cachets et des signatures officielles de la même commune, celle de Bouzeguène. En ma qualité de citoyen de la commune de Bouzeguène, je vous fais part de ma profonde indignation quant à l'accueil que j'ai subi de la part de ce dernier, un traitement méprisant, humiliant, odieux et inacceptable. Monsieur le wali, je vous lance un appel solennel afin d'intervenir et mettre fin aux agissements et dérives bureaucratiques de ce fonctionnaire que je tiens comme responsable principal du profond marasme que vit notre commune.

Hamiche Salem

Le quota

Je me permets de vous écrire pour signaler un grave problème qui complique la vie des citoyens encore une fois en leur faisant perdre un temps fou, comme si les embouteillages ne suffisaient pas. Il s'agit du contrôle technique des voitures. Depuis plus d'une semaine, je fais le tour des centres de contrôle technique pour faire vérifier mon véhicule immatriculé en 2012, mais quelle a été ma surprise, car tous les centres étaient fermés à 10h. Renseignements pris, ils ont des quotas de 50 à 70 véhicules à contrôler, puis ils ferment. Certains fermaient à 9h, et pour passer il faut, paraît-il, être là à 5h du matin. Il y en a même qui laissent leur véhicule toute la nuit devant le centre. Je me pose la question : quel est ce génie du ministère des Transports qui a eu cette lumineuse idée d'imposer des quotas à ces centres ? Il y a un énorme investissement foncier et matériel dans ces centres, alors comment peut-on les fermer à partir de 9h. C'est stupéfiant ! Ce super responsable oublie que près de 500 000

voitures rentrent en Algérie par an et qu'il y a énormément de travail pour tous ces centres. Quel est l'intérêt d'imposer ces quotas pour la journée, et puisqu'on y est, pourquoi ne pas imposer des quotas aux autres commerces : le boulanger au-delà de des 1000 baguettes doit fermer, le boucher 2 moutons de viande vendus doit fermer, l'épicier à midi doit fermer, les stations d'essence, etc. Il paraît que le ministère des Transports va nous ouvrir des centres de loisirs (stades, cinémas, théâtres, etc.) pour occuper tous les Algériens et avec cette idée, je suis sûr que beaucoup de nations vont nous imiter. Il va créer pour les Algériens une nouvelle façon de vivre, inconnue dans le monde et alors sûrement on créera pour lui le prix Nobel de l'intelligence. Nous espérons tous qu'avec un nouveau Président élu, en avril dernier, toute cette racaille de médiocres sera balayée et place à la jeunesse instruite et aux hommes politiques compétents pour corriger ces décisions stupides, comme pour les accidents de

la route qui font des centaines de victimes, la solution qu'ils ont trouvée après de soi-disant études, recherches pendant plus de 10 ans, c'est celle de copier le permis de conduire à points français que même d'ailleurs les Français sont incapables de gérer et qu'ils sont sur le point d'abandonner. Au même titre que ces quotas stupides de véhicules, laissez tomber ce permis de conduire à points. Il ne résoudra jamais le problème des accidents sur nos routes, les solutions sont ailleurs, nous en reparlerons dans une autre correspondance. En attendant, supprimez ces quotas et laissez les gens qui ont investi des millions travailler à leur guise, ainsi l'automobiliste perdra beaucoup moins de temps à courir d'un centre à un autre en gaspillant des journées entières de travail. Encore une fois, pitié pour les Algériens, Messieurs les décideurs !

D^r Sakhrî Miloud
2, rue Zammakhchari
(ex-Georges Clémenceau) Kouba

A propos des réévaluations des salaires

Lorsque l'on attribue un taux unique pour réévaluer les salaires, que ce soit pour les travailleurs actifs ou les retraités, se rend-on compte que les hauts salaires gagneront plus et que les petites bourses y perdront au change ? Et pour chaque augmentation, les écarts s'amplifient. Un exemple très simple : 20% est le taux unique fixé. Un salarié touchant 100 000 DA verra ses mensualités augmenter de 20 000 DA brut, tandis qu'un autre percevant initialement 20 000

DA (soit, par coïncidence, le même montant de l'augmentation précédente) ne serait rallongé que de 4000 DA seulement. Et pour toute réévaluation, l'écart entre ces deux cas augmente de manière inéquitable. Donc, si l'on décide d'augmenter les salaires (ou les pensions) pour faire bénéficier les bas revenus, c'est raté, car le fossé s'accroît à chaque opération et tous les produits de consommation augmentent de manière incontrôlée et inflationniste sur la base de la révision des

salaires des hauts revenus. En conséquence, les nécessaires s'appauvrissent encore plus. Ce qui serait plus juste, c'est d'augmenter tous les salaires d'un montant unique, par exemple 10 000 DA. Pour les smicards, ce serait une excellente chose, et pour les hauts revenus ce sera bien quand même. A méditer avec un esprit d'équité et logique.

Kamel Adjou
Bab Ezzouar

JEUX - DÉTENTE

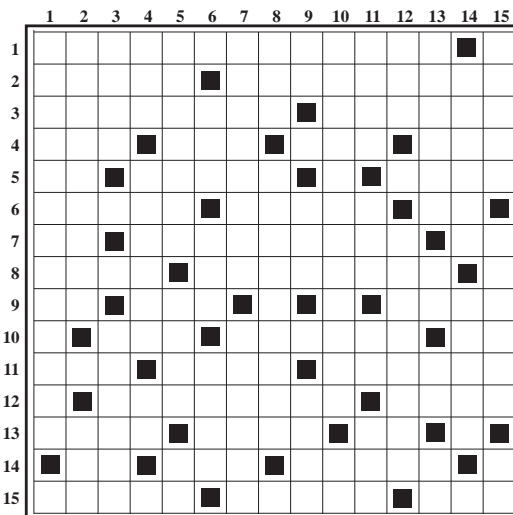
HORIZONTALEMENT : 1. Encombrement 2. Rat palmiste. Qui ont perdu leur souplesse 3. Bouches de volcans. Petite lésion cutanée 4. Fleur. Genre de musique. Monnaies roumaines. On y est au large 5. Note. Bénéfices. Tissu 6. Été favorable à quelqu'un. Essai. Négation 7. Deux, romain. Qui manifeste de la prévenance. Refus de gosse 8. Réel. Portent un coup violent 9. En fin de soirée. Ville de Serbie. Chef de corps 10. Produit de mine. Espar cylindrique. Staff militaire 11. Lettre grecque. Verbal. Antagoniste 12. Critiques sur des riens. Drogue 13. Moyen de transport. Point imaginaire. Devant une altesse 14. Astate. Mieux que rien. Vases funéraires 15. Senteur. Raillerie. Portion de cercle.

VERTICALEMENT : 1. Uniquement 2. Louable. Unité de rayonnement 3. Partie du corps. Chaussure 4. Dehors ! On la casse pour manger. Les chefs en campagne 5. Fatiguerait. Groupe de maisons. Praséodyme 6. Lumière filtrée. Amas. Se bidonner 7. Au bout du rouleau. Prix 8. Ile grecque. Charnelle 9. Bouquiné. Petite patronne. Hommes de choix 10. Licences. Note 11. Terme de qualité. La Proie du serpent. Premier impair. Baudet 12. Colle. Ouir 13. Père d'Andromaque. Pilote de ligne. Points opposés. Possessif 14. Mû par le vent. Rythme de déroulement d'une action 15. Lichen. Affaiblissement. Langue.

SOL. QUINZE SUR 15 PRÉCÉDENT : HORIZONTALEMENT : 1. CONTREBANDIER 2. UNIVOQUE. ERSATZ 3. LES. DU. RA. ITS 4. TR. VEINARDS. EON 5. IENA. NAT. UELE 6. VUE. HEGIRE 7. AXONE. EO. LAISSE 8. NATTONS. IRAIT 9. EU. IRAI. USE. SER 10. URINE. RIEUSES 11. RIME. REPUE. DENI 12. NASSE. PRETER 13. TOM. GO. SENAT 14. VIADUC. NB. ET. RA 15. ARTERES. ARSENIC.

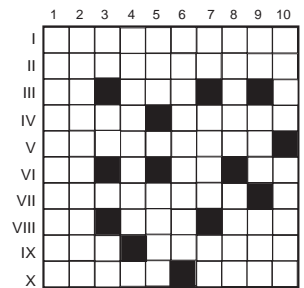
VERTICALEMENT : 1. CULTIVATEUR. TVA 2. ONEREUX. URINOIR 3. NIS. NEON. IMAMAT 4. TV. VA. NAINES. DE 5. RODE. HETRE. SAUR 6. EQUINE. TA. RE. CE 7. BU. NAGEOIRE 8. AERATION. IPPON 9. AR. SUEUR. BA 10. DE. DUEL. SUEES 11. IRISE. AIES. TEES 12. EST. LOIR. EDENTE 13. RASEE. SASSERA 14. ASIE. TRI 15. OZONE. ETROIT. AC.

Quinze sur 15 N° 3808



Mots Croisés N° 3808

Par M. IRATNI



HORIZONTALEMENT

I- Sans préparation. II- Empaillé. III- Article de Madrid - Sans charme. IV- Atel prix - Oiseaux aquatiques. V- Eburnéennes. VI- Métal symbolique - Issu - Règle. VII- Fermes. VIII- Symbole chimique - Bien faite - Rivière d'Asie. IX- Article - Ironie subtile. X- Aller en justice - Chef de corps.

VERTICALEMENT

I- Fatal 2- Qui agissent sans discernement. 3- Platine - Fin de duo - Stère symbolique. 4- Façonné avec simplicité. 5- Blé pour pain norvégien - Regimber. 6- Mises à l'abri d'un désagrément. 7- Personnel - Charge de baudet - Symbole chimique. 8- Indice - Pas royal quand il est triste. 9- Préposition - Cardinal de droite - Gardé par le malade. 10- Bons conservateurs - Couche supérieure.

SOLUTION N° 3807

HORIZONTALEMENT

I- IMPARFAITE. II- NAUSEABOND. III- FRIT - NI - TU. IV- AM - IF - MI. V- MORCELE - OC. VI- AREOLE - PRO. VII- NE - TENTE. VIII- TELE - TARIÉ. IX- ENIEME - CLE. X- ES - SUEES.

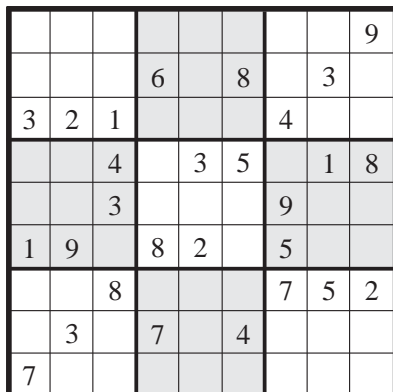
VERTICALEMENT

I- INFAMANTES. 2- MARMOREEN. 3- PUI - RE - LIE. 4- ASTICOTEES. 5- RE - FELEM. 6- FAN - LENTES. 7- ABIME - TA. 8- IO - PERCE. 9- TNT - OR - ILE. 10- EDULCOREES.

Sudoku N° 107

RÈGLE DU JEU

Une grille est composée de plusieurs carrés. Chaque carré contient tous les chiffres de 1 à 9. Chaque ligne comme chaque colonne contient aussi tous les chiffres de 1 à 9. Certains chiffres vous sont donnés, à vous de trouver les autres. Pour cela, procédez par déduction et élimination.



**Solution
Sudoku
précédent**

6	7	1	9	4	3	8	2	5
4	8	2	5	6	1	7	9	3
9	3	5	7	8	2	6	1	4
5	6	7	2	3	8	9	4	1
2	4	3	1	9	7	5	8	6
8	1	9	4	5	6	3	7	2
1	9	4	6	7	5	2	3	8
7	5	8	3	2	4	1	6	9
3	2	6	8	1	9	4	5	7

Tout Codé N° 3808

**Définition
du mot encadré**

En vous aidant de la définition du mot encadré, complétez la grille, puis reportez les lettres correspondant aux bons numéros dans les cases ci-dessous et vous découvrirez le nom d'un personnage célèbre.

Faire connaître par un récit détaillé (oral ou écrit).

1	2	3	4	5	6	6	3	4	3	7	8	6	
9	10	11	3	12	5	7	3		7	13	10	9	
7	9	2	2	3	2		8	3	8		14	5	
1	5	3		15	C	13	4	5	8	5	9	14	3
9	8		2	9	8	5	13		3	16	V	3	
2		15	3		3		7	3	2	5		12	
13	12	5	7	3	2	9		14	3	6	3	3	
7	9	8	8	3		16	9		4	3	7	8	
7		3	2		12	5	7	15	3	2		3	
3	8	2	3	6		14	3		7	9	5	7	
2	10		2	9	17	5	3	7	8		6	8	
12	9	11	14	13									
7	3	2	11	17	9								

SOL. TOUT CODÉ PRÉCÉDENT :

EDICTER - DEMI MOORE

SOLUTION FLÉCHÉS EXPRESS PRÉCÉDENTS :

HORIZONTALEMENT : PROSAÏQUE / ASPIRANT / OTEES / TAR / IR / EPATE / SFAX / IRIS / ETA / QI / SCAN / SOUL / ATOUT / EL / ETENDRE / IL / IE / AN / NOE / UN / NS / ERSSES.
VERTICALEMENT : GRATIFICATION / OSERA / ATELES / ASPE / XENON / AISE / UDINE / AIR / PIASTRE / QATAR / US / LUNATIQUE / ANE / ETRESILLON.

Fléchés Express N° 3808

rempli de péripéties	qui n'est pas fondé ensemble de règles	alliés	stupidité	feuille de propagande
épandement		volcan sicilien	dans	
porter des charges				
impies			pascal	
			lieu	
endroit à couvrir	gallium		résume une longue suite	
	regimba		bison buté	
		marie		
		aire de jeu		
échassier au corps lourd percevoir par l'odeur				mal à l'aise
				mis en vente
fait de s'élever	réfléchi		fait preuve d'audace	
	poils à l'oeil			
quotient de carafe		fait irruption		
pantoufle			arrogant	pilote de ligne
entre le titre et la matière		te soumet		

Jeux proposés par **gym C Magazine**

ON VOUS LE DIT

Nadia Cherabi et la Cinémathèque de Blida

La Cinémathèque de Blida est dans un état lamentable. Elle menace ruine à tout moment, alors que les nombreux documentaires et films d'actualité (courts métrages) que recèle cette Cinémathèque (environ 5000 titres) sont abandonnés. Une bâtisse historique et un trésor audiovisuel qui cherchent leur sauveur. La nomination de Nadia Cherabi, cinéaste connue, à la tête du ministère de la Culture, apportera-t-elle un plus à la Cinémathèque de Blida ? Pour Tayeb El Bey, employé de cette Cinémathèque, «cette nomination constitue une lueur d'espoir pour nous. Il y a quelques années, Nadia Cherabi est venue à la Cinémathèque de Blida pour projeter son film L'Envers du miroir. Elle était très déçue de voir l'état dans lequel était cette salle. Professionnelle et d'une remarquable modestie, elle voulait nous aider, mais cela dépendait surtout d'une volonté politique. Aujourd'hui ministre, on compte beaucoup sur elle», déclare avec beaucoup d'optimisme Tayeb El Bey.

Les arbres de l'autoroute se meurent à Chlef

Les jeunes arbres longeant le tronçon de l'autoroute de Chlef, à hauteur de Haï Moussalim, meurent faute d'entretien et d'arrosage. Ils sont en train de disparaître dans l'indifférence des services des travaux publics et de l'environnement. Et dire que ces arbres ont été plantés à coups de centaines de millions dans le cadre du programme national de reboisement de cette voie. Il est donc urgent d'agir pour protéger les espaces naturels aménagés autour de l'autoroute Est-Ouest. C'est un cri d'alarme des usagers de cet axe, pour qui cette situation est dramatique. Ils interpellent les autorités compétentes et les défenseurs de la nature.

3G et applications mobiles au Siftech

La 15^e édition du Salon international du futur technologique Siftech se déroulera du 12 au 14 mai au Centre des conventions d'Oran. Le thème choisi pour cet événement est : «La 3G et les applications mobiles». Le salon accueillera 70 exposants représentant des firmes nationales et internationales dont les trois opérateurs de téléphonie mobile Djaz, Mobilis et Ooredoo, ainsi que l'opérateur historique Algérie Télécom, et diverses sociétés actives dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, et des solutions et applications y afférentes. Le salon intervient juste après le lancement de la 3G, le cycle des conférences internationales portera un regard particulier sur ce thème et sur les différentes applications avec la participation d'experts nationaux et internationaux.

Des policiers saoudiens en formation à Batna

Dans le cadre de la coopération interarabe, 19 policiers venus d'Arabie Saoudite ont bénéficié d'un stage de formation au sein de la 9^e unité républicaine de Feddis. Cette formation spécialisée en arts martiaux a été dispensée à ces policiers saoudiens afin de leur permettre de développer leurs potentiels physique et «spirituel». Elle leur apprendra également la défense, l'offensive et la maîtrise des situations. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite en Algérie, qui devait assister à la cérémonie de fin de stage, s'est fait remplacer par son attaché à la sécurité.

Un homme assassiné à El Madania

Un homme, âgé de 40 ans, a été mortellement poignardé lundi au quartier populaire Diar El Mahçoul (commune d'El Madania). La victime, évacuée dans un état critique vers une clinique située non loin du lieu du crime, a rendu l'âme. Cet assassinat a provoqué l'émotion dans ce quartier populaire de la wilaya d'Alger.

SALON NATIONAL DE LA FORMATION CONTINUE

Une opportunité pour susciter des vocations

● Progresser, se former, créer et innover sont les concepts-clés de la réussite !

Avec l'évolution permanente des technologies, des organisations et des méthodes de travail, la formation tout au long de la vie est devenue une nécessité pour les entreprises, les cadres, les salariés, les demandeurs d'emploi et les étudiants. C'est dans ce contexte que la première édition du Salon de la formation continue sera organisée par l'agence 3C/Culture Communication Conseil les 10 et 11 juin 2014 à l'Office Riadh El Feth (Alger). Cet événement a pour objectif la création d'un carrefour de la formation continue, où les organismes et fournisseurs de formation rencontrent les entreprises en quête de partenaires pour la prise en charge de leur plan de formation interne ; ainsi que le public à la recherche d'offre de formation individuelle. Le Salon s'articule autour de cinq espaces : changer, progresser, se former, créer et innover, qui sont les concepts-clés de la réussite professionnelle. Pour les entreprises publiques et privées ainsi que les institutions publiques (ministères, wilayas, agences), la formation et la mise à niveau de leurs employés et salariés est une condition incontournable qui doit être prise en charge et réalisée dans le cadre de leur plan de formation et de développement de carrière de leurs ressources humaines. Pour les salariés, cadres, fonctionnaires, artisans, professions libérales, demandeurs d'emploi, diplômés ou étudiants désireux obtenir une promotion, changer de métier, préparer un diplôme ou une qualification, la formation continue est souvent le moyen le plus sûr de progresser dans leur vie professionnelle, de trouver un nouvel ou meilleur emploi, de se réorienter, de compléter leurs connaissances ou d'acquiescer de nouvelles compétences. Dans ce cadre, peut-on encore envisager de bâtir une carrière sur ses seuls acquis issus de la formation initiale ? Certes non. Pour évoluer, s'adapter à un monde du



PHOTO: D. R.

travail toujours en mouvement et mener de front développement personnel et activité professionnelle, la formation tout au long de la vie s'impose comme une évidence. La formation continue qualifiante se caractérise généralement par une formation de courte durée (10-20 jours) concentrée sur un savoir-faire précis : mise en service d'un nouveau logiciel ou procédure, apprentissage ou perfectionnement d'une technique de travail. Directement à visée professionnelle, la formation continue qualifiante permet donc au salarié de découvrir ou d'accroître une qualification en rapport direct avec son poste.

Kamel Benelkadi

ELLE SOUFFLE SA SIXIÈME BOUGIE

Radio Aïn Defla et auditeurs sur la même longueur d'onde

● De l'actualité locale aux émissions interactives, un riche programme est concocté.

Inaugurée le 5 mai 2008, la station régionale Radio Aïn Defla a, depuis, fait son petit bonhomme de chemin. Un véritable défi lancé par des jeunes formés sur le tas, mais doués de telle sorte que le ministre de la Communication de l'époque, Abderrachid Boukerzaza, les avait qualifiés de «génération internet».

Six années d'existence ont permis aux animateurs, techniciens et journalistes de parfaire leur métier, chacun dans son domaine. Dans ce cadre, rappelons que des circuits de formation au niveau des stations centrales sont souvent organisés au profit de l'équipe en place.

Dès la mise en service de ladite station, l'auditeur a eu droit à des programmes riches et variés. Aucun créneau n'a été négligé : actualité locale et nationale, culture, sport, jeux, émissions interactives. Rappelons en outre que la station propose un riche programme en tamazight destiné aux populations du mont du Dahra, notamment celles habitant les communes de Tacheta et Tiberkanine situées

à l'extrême-ouest du chef-lieu de wilaya de Aïn Defla ou aux résidents anciens ou nouveaux, originaires de Kabylie. Radio Aïn Defla, qui émet sur 92.8FM, 95.20 FM et 102.FM est également captée sur internet et par satellite à partir de 7h jusqu'à 20h. A signaler en outre que la journée du 3 mai, consacrée à la célébration de la Journée mondiale de la liberté d'expression, a été une occasion pour les autorités locales de se rencontrer. Le wali de Aïn Defla, Hadjeri Derfouf, a rendu hommage aux représentants locaux de la presse nationale pour les efforts qu'ils déploient dans l'accompagnement des programmes de développement locaux. Le premier magistrat de la wilaya s'engagera par ailleurs à faciliter davantage l'accès à l'information. Néanmoins, l'absence d'une association des journalistes et correspondants de presse demeure l'obstacle principal à la mise en service d'une maison de la presse, ce qui ne favorise pas non plus l'instauration d'un climat de travail adéquat à l'activité journalistique dans cette wilaya. Aziza L.

La CGEA investit Tipasa

Le président de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), Habib Youssi, a assisté, lundi dernier, à l'installation du comité de la wilaya de Tipasa de la CGEA. «Je suis déçu par le manque d'engagement des opérateurs économiques du secteur privé de la wilaya de Tipasa. Nous sommes appelés à nous mobiliser pour la création d'emplois et de richesses, tout en étant un partenaire des pouvoirs publics dans le développement économique national», a indiqué M. Youssi. «La mission s'annonce difficile pour les responsables du comité de wilaya GCEA de Tipasa, en vue de recenser les opérateurs de la wilaya et s'atteler à accompagner d'une manière concrète le développement économique de la wilaya de Tipasa», conclut-il. En matière de données économiques, la wilaya de Tipasa ne dispose pas de suffisamment de données réelles en mesure de se projeter vers de nouveaux horizons. L'organisation patronale de Habib Youssi n'aura pas la tâche facile dans cette wilaya côtière, pauvre en tissu économique.

M'hamed H.

INSTITUT FRANÇAIS D'ALGÉRIE

Un portail s'ouvre sur la langue française

Un nouveau portail de l'Institut français d'Algérie entièrement gratuit et dédié à la langue française en Algérie a été officiellement lancé mardi 6 mai. Il s'adresse à tous, curieux, étudiants, enseignants, chercheurs. Une vraie mine d'or pour ceux qui veulent apprendre ou se perfectionner en langue française ou s'informer sur les TCF, DELF, DALF... Un module d'apprentissage en ligne pour débutants et de perfectionnement aux écrits professionnels enrichira, par ailleurs, prochainement le site. La rubrique Enseigner et les espaces «scolaire» et «universitaire-recherche» sont réservés aux enseignants : des ressources pédagogiques, des cours en ligne et des séquences clé en main permettront à chacun de nourrir ses cours. Mais que serait une langue sans culture ? Une petite visite de l'onglet se cultiver vous offrira un bol d'air frais : une visite virtuelle du Louvre vous intéresse ? Vous voulez comprendre d'où vient l'expression «pédaler dans la semoule» ? Vous souhaitez écouter une radio francophone, ou découvrir les vidéos de Canal IFA ? <http://if-algerie-langue-francaise.com>

El Watan - Le Quotidien Indépendant

Édité par la SPA "El Watan Presse" au capital social de 61 008 000 DA. Directeur de la

publication : Omar Belhouche

Direction - Rédaction - Administration Maison de la Presse

- Tahar Djauat - 1, rue Bachir Attar - 16 016 Alger - Place du 1^{er}

Mai Tél : 021 68 21 83 - 021 68 21 84 - 021 68 21 85 -

Fax : 021 68 21 87 - 021 68 21 88

Site web : <http://www.elwatan.com> E-mail : admin@elwatan.com PAO/Photogravure : El Watan Publi-

cié - Abonnement : El Watan 1, rue Bachir Attar -

Place du 1^{er} Mai - Alger. Tél : 021 67 23 54 - 021 67 17 62

Fax : 021 67 19 88. R.C. : N° 02818857 Alger.

Compte CPA N° 00.400 103.400 099001178 - Compte

devises : CPA N° 00.400 103.400 050349084

ACOM : Agence de communication : 102 Logts, tour

de Sidi Yahia, Hydra. Tél : 023573258/59

Impression : ALDP - Imprimerie Centre - SIMPREC - Imprime-

rie Est ; ENIMPOR - Imprimerie Ouest.

Diffusion : Centre : Aldp Tél/Fax : 021 30 89 09 - Est :

Société de distribution El Khabar.

Tél : 031 66 43 67 - Fax : 031 66 49 35 - Ouest : SPA El Watan

Diffusion, 38, Bd Benzerdjeb (Oran) Tél : 041 41 23 62 -

Fax : 041 40 91 66

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction.



SPORTS

USM EL HARRACH 1 – MC ALGER 0

Graves incidents à Mohammadia

Stade 1^{er} Novembre (El Harrach)
Arbitres : Houasnia, Doulache et Hamou
But : Mebarki (51') USMH
Avertis : Azzi, Mebarki, Mazari et Sylla (USMH). Aksas et Gherbi (MCA)
USMH : Doukha, Boulakhoua, Azzi, Belkaroui, Mazari, Hindoui, Ait Ouamar, Boumechra (Abid 84'), Sylla (Khadi 92'), Mebarki (Amada 70'), Younés
Entr. : Charef
MCA : Djemili, Bessegheir, Aksas, Djeghbal, Metref (Bougueche 70'), Kacem Mehdi, Daoud, Gherbi, Boucherit, Yachir, Bensalem (Zeghdane 52')
Entr. : Bouali



PHOTO: D. R.

Des supporters envahissent le terrain pour fuir la violence

Le derby algérois USMH-MCA a failli ne pas avoir lieu, car plus d'une heure avant le coup d'envoi de graves incidents se sont déclarés dans les tribunes, ce qui a causé de nombreux blessés, dont certains ont été évacués à l'hôpital. Tout a commencé lorsque les 300 fans mouloudéens qui se sont déplacés à El Harrach, s'approprièrent la petite place dans la petite tribune qui leur était réservée. Une entrée en « scène » curieusement refusée par les fans harrachis qui voulaient visiblement leur interdire l'accès. Il s'ensuivit un craquement de fumigènes dans la grande tribune, déclenchant une énorme incendie qui a pris sur un tifo et sur la piste d'athlétisme. Pris de panique, les supporters ont envahi le terrain pour fuir les flammes. On dénombre une dizaine de blessés évacués

par la Protection civile. Cet incident est loin de calmer les esprits avec une galerie harrachie en furie qui bombarde le terrain de divers projectiles. A ce moment-là, le report du match est envisagé, avant l'intervention énergique des renforts de police. Le calme est de retour enfin, le derby finit par débiter avec plus de 20 minutes de retard. La première mi-temps est d'un niveau tout juste moyen. Il faut attendre le début de la seconde période pour voir

Mebarki ouvrir la marque pour l'USMH (51'). Les Mouloudéens réagissent dans la quête d'une égalisation, sans y parvenir, et ce, malgré les nombreux assauts. A noter qu'à la fin du match, les fans du MCA ont trouvé beaucoup de peine à quitter le stade, en raison des attaques de la galerie harrachie, poussant le service d'ordre, présent en force, à intervenir en usant de gaz lacrymogènes pour instaurer l'ordre et le calme.

Y. T.

CABBA 0 - JSK 1

Une victoire utile

Stade du 20 Août 1955 (BB Arréridj)

Arbitres : Arab, Bazine et Dili.

But : Zaâbia (37') JSK

CABBA : Souiche, Benhamine, Chebira, Ali Guechi, Bendahmane, Djerrar (Benaï 60'), Bouflih, Ammour, Mesrati, Hamimid, Bouguerra (Oussalah 60')

Entr. : Bouaniba

JSK : Asselah, Rial, Remache, Ebossé, Belamri, Mekaoui, Sedkaoui, Zaâbia (Messaâdia 54'), Aouedj, Raïah, Aiboud (Ferguène 66')

Entr. : Ait Djoudi

C'est une formation kabyle totalement démolie qui a fait son apparition sur le terrain de Bordj Bou Arréridj. La rencontre sera dominée de bout en bout par l'équipe visi-

teuse qui a ouvert le score par son attaquant Zaâbia, auteur d'une action individuelle qui fera mouche.

On jouait donc la 37^e de jeu. La seule occasion de but pour les locaux est intervenue à la 20^e de jeu.

D'une tête précise, Ammour envoie une balle qui échappe au gardien Asselah, mais sauvée en extrême par le défenseur Rial, qui est revenu à temps pour dégager ce ballon brûlant de la ligne.

En seconde période, même scénario avec une équipe de la JS Kabylie qui domine les débats, et une autre, celle de Bordj Bou Arréridj qui subit. Le résultat ne changera pas au tableau d'affichage dans une rencontre qui a connu un fair-play exemplaire, sachant que l'arbitre n'a distribué aucun carton.

Y. B.

UN MAURITANIE
PREMIÈRE RECRUE KABYLE

La formation de la JSK tient sa première recrue estivale. Il s'agit d'un attaquant international mauritanien, sociétaire de la formation de Ksar, répondant au nom de Cheikh Al Khalil Ahmed Moulay (24 ans). Le joueur est arrivé hier en début d'après-midi à Alger, en compagnie du président du club de Ksar ; ils ont été accueillis par le président de la JSK, Mohand Cherif Hannachi. Lié jusqu'en 2015 avec son club de Ksar, le joueur et son président doivent régler les derniers détails du transfert à la JSK, avec un contrat de deux ans et demi qui devait être paraphé au plus tard aujourd'hui.

T. A. S.

ATHLÉTISME
Saison terminée pour Touil

Le spécialiste algérien du 3000 m steeple, Abdelmadjed Touil (25 ans), qui avait eu une grave blessure lors d'une séance de musculation pendant un stage effectué à Bordj Bou Arréridj en février dernier, a mis officiellement fin à sa saison. Selon son entraîneur Saïd Ahmim, l'athlète, 3^e meilleur performeur algérien du 3000 m steeple (8'15"93), a repris progressivement les séances de footing dont la durée ne dépasse pas un quart d'heure chacune.

C. B.

VOILE
Domination des Algériens, Sud-Africains et Tunisiens

Le barrage de Beni Haroun à Mila abrite du 1^{er} au 7 de ce mois le Championnat d'Afrique de voile laser 4.7. Les courses ont été entamées samedi dernier avec la participation de 34 athlètes (25 garçons et 9 filles) représentant 7 pays, à savoir l'Afrique du Sud, l'Egypte, la Tunisie, le Maroc, l'Angola, le Mozambique et l'Algérie. La sélection algérienne, qui compte 10 athlètes dont deux filles, est encadrée par l'entraîneur national de la série laser 4.7, M^{lle} Fatima Mahmoudi. Après cinq courses à ce jour, courses dans de bonnes conditions il faut le souligner, notamment météorologiques, avec un vent soufflant à 20/25 km/h, les résultats provisoires mettent en évidence la probable domination des athlètes sud-africains, tunisiens et algériens. Les Sud-Africains sont particulièrement bien placés pour s'octroyer les premières places dans les différentes catégories. La régate se déroule conformément aux normes des manifestations nautiques internationales. A noter que cette compétition a fait l'objet d'un large programme de développement local, dans ses aspects touristiques et sportifs et surtout économiques autour du barrage de Beni Haroun. Ce programme comporte, entre autres, l'implantation d'une grande base nautique sur le rivage de ce barrage.

S. R. O.

DRB TADJENANET ACCÈDE EN LIGUE 2
Le rêve se réalise

Personne n'avait misé, en début de saison, sur le petit club du DRB Tadjenanet, pour être l'heureux promu en Ligue 2, en réalisant un véritable exploit et une accession historique, avec en prime un large écart entre lui et son unique concurrent et poursuivant direct qu'est le grand MO Constantine. La logique n'a pas été respectée mais, au fond, l'histoire est belle. L'aventure réussie de ce petit club est tout sauf le fruit du hasard. Les Bleu et Blanc ont dominé de bout en bout le championnat de la Division nationale amateur (DNA) groupe est, avec notamment une exceptionnelle série de 23 matchs sans défaite. Le DRBT a réussi un parcours de champion avec une seule défaite tout au long de

la saison et 63 points à 4 journées de la fin de l'exercice, l'accession est plus qu'assurée. La formation de Tadjenanet est même allée imposer sa loi à Constantine face au MOC vendredi dernier, s'imposant au stade Hamlaoui sur le score de 2-0, assurant ainsi définitivement l'accession de la troupe de Bougherara à la Ligue 2. Il est important de signaler que plus de 5000 supporters ont accompagné l'équipe à la ville des Ponts. Après ce succès qui propulse le DRBT en Ligue 2, le voyage retour s'est effectué en un long cortège joyeux. L'autocar, qui transportait l'équipe, a eu droit à un accueil du tonnerre à Tadjenanet, où le bus a fait le tour de la ville et ce fut une soirée merveilleuse et

une nuit blanche qu'ont vécues les jeunes et vieux supporters de la DRBT. Le rêve de toute une ville qui vient d'être exaucé grâce à l'implication et les efforts de tout un collectif de jeunes joueurs, staff technique et dirigeants à leur tête le président Garaiche. Ce dernier a su motiver ses poulains pour aller chercher cette accession historique, avec de fortes primes financières, à l'image de la victoire face au MOC où les joueurs ont touché une alléchante prime de 6 millions de centimes, en attendant la prime conséquente qui sera versée aux coéquipiers de Marouani en fin de saison pour les remercier de ce cadeau précieux offert au village et à toute la région de Mila.

Abderrahmane H.

CAN-2019/2021
Une commission de la CAF à Alger

Dans le cadre de la candidature de l'Algérie pour abriter la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2019/2021), une commission d'inspection de la Confédération africaine de football (CAF) est depuis hier à Alger, et séjournera en Algérie jusqu'au 12 de ce mois, avec comme mission l'évaluation des infrastructures susceptibles d'accueillir la CAN-2019 ou celle de 2021. Conduite par Amadou Diakité, membre du comité exécutif de la CAF et ex-président de la Fédération malienne de football, la commission d'inspection a entamé son travail, hier, avec une virée du côté de l'enceinte de Mustapha Tchaker de Blida, mais aussi sur le chantier du nouveau stade de Baraki

(Alger), accompagnée dans sa mission par le président de la FAF et quelques membres. Outre les infrastructures sportives susceptibles d'abriter les matchs de la CAN-2019 ou celle de 2021 pour lesquelles l'Algérie a officiellement déposé sa candidature, la commission d'inspection aura aussi à visiter les infrastructures hôtelières, à travers les différents sites des villes proposées par l'Algérie pour abriter les matchs de la CAN. A cet effet, la commission d'inspection de la CAF qui séjournera jusqu'à jeudi dans la capitale et poursuivra sa visite d'inspection et de travail à Oran et Annaba, avant de quitter le territoire national lundi prochain.

T. A. S.

MO BÉJAÏA
La direction dénonce la perturbation

Le faux pas du MOB face à l'ASO Chlef ne semble pas du goût de certains supporters qui ont réagi lundi provoquant l'annulation de la séance d'entraînement programmée au stade d'Aokas. Un groupe de supporters s'est déplacé sur les lieux pour empêcher les joueurs de s'entraîner. Un comportement qui n'a pas été apprécié par les dirigeants qui ont tenu à le dénoncer, comme l'a fait le président Adrar Akli : « Ce n'est pas bien pour l'équipe d'empêcher les joueurs de se préparer pour un match du championnat, car, le match nul concédé face à l'ASO n'est pas la fin du monde. Le club conserve toutes ses chances de maintien et nous allons faire le maximum pour l'obtenir. Les supporters qui se sont déplacés à Aokas sont manipulés par des gens que nous connaissons et qui sont connus dans l'entourage que nous dénonçons au moment opportun. » A propos de l'avenir de l'équipe, le président du MOB dira : « Notre équipe a besoin de sérénité pour atteindre son objectif et les vrais supporters doivent rester fidèles pour espérer obtenir le maintien en Ligue 1. » Le staff technique, qui a été contraint d'annuler la séance de lundi, a programmé une autre séance, hier, pour préparer le prochain match contre le MCA.

L. Hama



NOUVEL EXÉCUTIF UN GOUVERNEMENT RAJEUNI ET FÉMINISÉ



INSTITUT CERVANTÈS D'ALGER

Hommage à l'écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez

● Le père de l'œuvre de référence *Cent ans de solitude*, Gabriel Garcia Marquez, a été ressuscité, le temps d'une table ronde, hier, à l'institut Cervantès d'Alger.

Détenteur du prix Nobel de littérature en 1982, Gabriel Garcia Marquez reste l'un des plus grands écrivains du XX^e siècle. Il a tiré sa référence le 17 avril dernier, à Mexico, à l'âge de 87 ans. Son œuvre a été traduite dans presque toutes les langues et vendue à quelque 50 millions d'exemplaires à travers le monde. Ainsi le parcours et l'œuvre de ce talentueux écrivain ont été évoqués lors d'une table ronde par plusieurs intervenants dont l'auteur et traducteur Mohamed Sari, Alfonso Sorao Mendoza, chargé d'affaires à l'ambassade de Colombie, Juan Vicente Piqueras, poète et chargé d'affaires auprès de l'institut Cervantès d'Alger et Raquel Romarera, directrice de cet institut. Surnommé «Gabo» dans toute l'Amérique latine, Alfonso Soria Mendoza a indiqué que dans la Colombie de 2014, chacun se souvient des messages du défunt, qui se plaisait à dire qu'il était «un personnage plus important que

le président de la République». «Il a voulu, explique-t-il, être président de par son imaginaire. Nos autorités se sont mises d'accord pour découvrir Gabo. Dans l'ensemble de ses œuvres, on retrouve toutes les coutumes. L'imaginaire occupe une place de choix dans ses romans. On se rend compte qu'il y a tout l'amour des Caraïbes. On voit que toutes ses narrations font partie de la tristesse de la Colombie. On retrouve des vérités qui vont au-delà des continents. En 1940, il va donner le climat des affaires. Dans tout ce qu'il écrivait, nous avions l'impression qu'il nous écrivait à nous tous.» Le conférencier a estimé qu'il fallait absolument revenir à une relecture de Gabo pour permettre une Colombie nouvelle. Pour sa part, l'auteur et traducteur Mohamed Sari a estimé qu'il était à la fois facile et difficile de parler du prix Nobel de littérature Gabriel Garcia Marquez, qui faisait très souvent des déclarations



Gabriel Garcia Marquez

extravagantes et fantaisistes. L'écrivain colombien pensait à ses histoires avant même de les coucher sur le papier. Mohamed Sari révèle que Garcia parlait beaucoup de Faulkner : «Il voulait le démolir. Malgré cela, il n'a pas pu se détacher de lui. Ceci étant, il a dépassé Faulkner.» Le roman préféré de Gabo était le dernier, c'est du moins ce qu'il disait de son vivant. L'écriture de Garcia Marquez se caractérise par ce côté technique et moderne. Preuve en est avec *Cent ans de solitude*, qui a sauvé le nouveau roman. «Il détenait cette modernité tout en restant dans le côté narratif», ajoute-t-il. De son côté, le poète Juan Vicente-Piqueras a soutenu

que, durant les années 1950 et 1960, des auteurs à travers le monde ont su plomber l'imaginaire. La littérature du siècle d'or va faire une reconquête de la littérature hispanique. La magie et la beauté se retrouvent ainsi dans l'écriture. L'orateur affirme que Gabriel Garcia Marquez est le premier écrivain du réalisme magique. *Les chroniques d'Inde* de Christophe Colomb ont eu une influence sur l'œuvre de Garcia, qui était un maître dans l'exagération. Il avait beaucoup d'humour avec une astuce littéraire. Il sait que tous «mes mots d'amour nécessitent l'exagération dont on ne peut pas limiter le cours».

Nacima Chabani

COMMENTAIRE

Les deux parallèles

Par Hassan Moali

Il y a certainement des choses à dire et à redire sur le casting de Bouteflika version quatrième mandat. Ne nous arrêtons pas cependant sur les profils, les genres et les CV. Chacun est libre d'apprécier ces dames et ces messieurs à l'aune de ses idées et de ses idéaux. Mais alors, et après ? Ce patchwork gouvernemental, fruit d'un dosage «technico-civil» faute d'allégeance politique, pose en effet plus de questions qu'il n'en résout. Le pouvoir mène désormais seul sa barque, sans trop savoir quel cap prendre.

Ce cabinet provisoire ressemble un peu à la loi de finances qui, en Algérie, est ipso facto suivie d'une autre loi complémentaire. La vision économique étant aussi nulle que l'est la visibilité politique.

En parallèle, l'opposition, pour une fois presque unanime, planche sur une tout autre feuille de route : la transition démocratique, sans casse si possible. La conviction de tous est que ce régime autiste n'a plus besoin de chirurgie esthétique pour soigner sa face hideuse, mais d'une opération lourde et profonde pour changer son ADN. Il faut se féliciter de ce que quasiment tous les partis de l'opposition, quelles que soient leurs extractions politiques et idéologiques, aient posé le même diagnostic. C'est déjà un soulagement, voire une mini-guérison du mal algérien.

Le coup de force du pouvoir a, ironie du sort, réussi à rassembler des responsables de parti qui ne se parlaient même pas il y a quelques mois. C'est déjà une petite révolution dans un paysage politique ankylosé par la manipulation, les coups de force, les coups fourrés et les coups d'Etat organiques.

Ce processus de refondation politique est encore long et sans doute parsemé d'embûches et de chausse-trappes. Mais c'est la seule voie pour amener le régime à écouter cette voix de la raison qui l'appelle à s'ouvrir au peuple. Parce que, aujourd'hui, il y a une Algérie d'en haut et une autre d'en bas.

Le pouvoir et sa clientèle, politiquement isolés, affichent une certaine arrogance qui ne sied pas à la gravité de la situation. Il doit se départir de cette attitude dédaigneuse envers ceux qui ne partagent pas sa vision de l'Algérie. Il serait politiquement suicidaire de vouloir perpétuer sur ce mode de gouvernance qui consiste à s'appuyer sur les copains et les coquins, alors qu'il a cliniquement atteint sa date de péremption.

Ecouter ces appels à la raison, c'est éviter au pays des secousses dont il est difficile, en l'état actuel du moral national, d'évaluer les conséquences.

Le fait est que même le consensus autour des questions de politique étrangère a subi des lézards. La rhétorique révolutionnaire sanctifiée dans le marbre de l'histoire nationale ne pourra pas indéfiniment servir de sparadrap pour cacher la confiscation de l'idéal d'une Algérie libre et heureuse pour lequel sont morts Abane, Ben M'hidi, Ben Boulaid et Lotfi. C'est ce serment-là que nous ne devons pas trahir. Puissent les courbes du pouvoir et celles de l'opposition se rencontrer pour construire non pas un régime, mais une République. En majuscule.

LA MEME FIAT EN PLUS LARGE

ALGER : SOCAR Automobiles,
210 Route de Ben Ouzal,
Tél. : 021 675 722 / 0770 433 309
0770 420 535.

HYDRA : 201 Chemin des Paroissiens
Tél. : 0700 00 00 34

CHERAGA : Route de Ain Benian,
Tél. : 0770 81 76 15/54

TOD DAGOU : SNC MEN LOU OUL,
Sous le pont de Ben Bouassene,
Tél. : 0640 017 308.

AZZAZUA : SARSAUTOMOBILES, Thénia,
Tél. : 0641 927 200.

BEJALA : SNC Beka Automobiles,
23 Boulevard Forti-Goat,
Tél. : 0770 210 304.

EL KSA : Centre ZARARA NABLI, Oued El Anass,
Tél. : 0770 301 723.

TESSERA : LTD PECARDIA, Rue des Ecoles,
Tél. : 0351 601 540.

EL ALFA : LTD HAYTAH, Rue Avicenne (Nouveau),
Tél. : 027 872 241.

CONSTANTINE : COMSUTO, ZACAH Mendel,
Tél. : 0555 032 467.

BOUZAFA : ELRI, BELKOT, Villedu des Jardiens,
Tél. : 0555 041 038.

SETIF : Gert Oussama, Rue Lefebvre,
Tél. : 036 62 81 18.

LAVOIA : SARF, 15 HANA, Route de Bida,
Tél. : 025 90 72 40.

JAEL : LTD BAKOU, Carroussel de Kouda,
Tél. : 0466 09 77 90.

FLORIAN : SARF, ESPACE, Route d'Alger,
Tél. : 0468 033 330.

Fiat Algérie

2 ans
Garantie
Antirouille

FIAT

FIATALGERIE.COM